

UNIVERSITÉ DE LYON. — FACULTÉ DE DROIT

---

DE LA RESPONSABILITÉ  
du Tiers auteur d'un Accident du Travail  
VIS-A-VIS  
de la Victime et du Chef d'Entreprise

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences politiques et économiques)

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE LYON

Le Lundi 12 Janvier 1914

PAR

**Pierre GARRAUD**

Docteur en Droit (Sciences Juridiques)

Avocat à la Cour d'Appel. — Lauréat de la Faculté



LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU

**RECUEIL SIREY**

22, Rue Soufflot, PARIS, V°

L. TENIN, Directeur

1914



DE LA RESPONSABILITÉ  
du Tiers auteur d'un Accident du Travail  
vis-à-vis  
de la Victime et du Chef d'Entreprise

---

# UNIVERSITÉ DE LYON

---

## FACULTÉ DE DROIT

---

MM.

THALLER, \*, I. §, professeur honoraire, professeur à la Faculté de Droit de Paris.

AUDIBERT, \*, I. §, professeur honoraire, professeur à la Faculté de Droit de Paris.

JOSSERAND, I. §, doyen, professeur de Droit civil.

GARRAUD, I. §, ✕, correspondant de l'Institut, professeur de Droit criminel.

APPLETON (Charles), I. §, professeur de Droit romain.

COHENDY, O. \*, I. §, ✕, professeur de Droit commercial.

PIC (Paul), I. §, professeur de Droit international public.

APPLETON (Jean), I. §, professeur de Droit administratif.

LAMBERT, A. §, professeur d'Histoire générale du Droit français.

BOUVIER, I. §, professeur de Science financière et de Législation française des finances.

LAMEIRE, I. §, professeur d'Histoire du Droit public et de Droit administratif.

BROUILHET, I. §, professeur d'Economie politique.

HUVELIN, I. §, professeur de Droit romain, assesseur du Doyen.

LÉVY, I. §, professeur de Droit civil.

GONNARD, I. §, professeur d'Histoire des doctrines économiques et d'Economie politique.

BOUVIER-BANGILLON, I. §, professeur de Procédure civile.

PICARD, agrégé, chargé du cours de Droit civil.

BECQ, I. §, secrétaire.

---

## JURY DE LA THÈSE

---

MM.

Président..... PIC, professeur.

Assesseurs..... JOSSERAND, doyen.

— ..... BOUVIER-BANGILLON, professeur.

---

*La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.*

UNIVERSITÉ DE LYON. — FACULTÉ DE DROIT

---

DE LA RESPONSABILITÉ  
**du Tiers auteur d'un Accident du Travail**  
VIS-A-VIS  
**de la Victime et du Chef d'Entreprise**

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences politiques et économiques)

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE LYON

Le Lundi 12 Janvier 1914

PAR

**Pierre GARRAUD**

Docteur en Droit (Sciences Juridiques)

Avocat à la Cour d'Appel. — Lauréat de la Faculté



LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU

**RECUEIL SIREY**

22, Rue Soufflot, PARIS, V<sup>e</sup>

L. TENIN, Directeur

—  
1914



Digitized by the Internet Archive  
in 2026

## INTRODUCTION

---

### **La responsabilité délictuelle dans la loi du 9 avril 1898**

### **L'article 7 et la responsabilité du tiers auteur d'accident, vis-à-vis de la victime et du chef d'entreprise**

---

- I. — La responsabilité de droit commun dans la loi du 9 avril 1898. — Les articles 7 et 20 de la loi. — La responsabilité du tiers auteur de l'accident vis-à-vis de la victime et du chef d'entreprise. — Antinomie de la conception traditionnelle de la responsabilité délictuelle et de la notion de risque professionnel. — Difficultés d'interprétation de l'art. 7.
- II. — Histoire de l'art. 7. — Son introduction tardive dans la loi. — Changements apportés à la rédaction primitive. — Loi du 22 mars 1902.
- III. — La théorie du risque professionnel constitue le droit commun des accidents du travail. — Dans le domaine de la loi de 1898, les dispositions de l'art. 7 doivent, par suite, être interprétées restrictivement.
- IV. — Plan de l'étude de l'action de l'art. 7.

I. — La loi du 9 avril 1898, concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail, précédée et préparée par un long travail de la doctrine et de la jurisprudence, et par une élaboration législative de près de vingt années, a apporté dans la conception de la responsabilité individuelle des principes

tout à fait nouveaux, encore qu'une doctrine ingénieuse ait pu les rattacher à l'art. 1384 du Code civil. Jusqu'alors la base de la responsabilité, c'est un élément subjectif, la faute, la négligence ou l'imprudence ; désormais, au contraire, en matière d'accidents du travail, la responsabilité résultera automatiquement de l'existence de certaines circonstances de fait. La loi de 1898 fonde, en effet, la responsabilité patronale en matière d'accidents du travail sur la théorie du risque professionnel : « La production industrielle exposant le travailleur à certains risques, c'est à celui qui recueille le profit de cette production, c'est-à-dire au patron, que doit incomber l'obligation d'indemniser la victime au cas de réalisation du risque, abstraction faite du point de savoir s'il a commis une faute susceptible d'engager sa responsabilité (1). »

La loi de 1898 ne passa pas sans résistance, et si le Sénat accepta non sans difficulté le risque professionnel et le principe de l'indemnité forfaitaire, il fit repousser de la loi l'assurance obligatoire.

D'autre part, la théorie du risque professionnel paraissait conduire à des résultats contraires dans certains cas à l'équité ; enfin le principe de l'art. 1382 dominait encore tous les esprits. Aussi, par une singulière contradiction, la loi de 1898 maintient-elle dans son texte des applications de la responsabilité délictuelle : c'est d'abord l'art. 20, qui permet aux tribunaux, en cas d'accident causé par la faute inexcusable de l'ouvrier, ou, en sens inverse, du patron, ou de ceux qu'il s'est substitués dans sa direction, de diminuer ou de majorer l'indemnité accordée par la loi de 1898 : cette disposition, comme on l'a dit, « rouvre

---

(1) P. Pic, *Les Assurances sociales*, 1913, p. 20.

« la porte à l'arbitraire des tribunaux, que l'insertion  
« dans la loi du principe du risque professionnel avait  
« précisément pour objet de supprimer » (1). La pratique  
a montré, en effet, que cette disposition, légitime évidem-  
ment en apparence, avec l'ancien concept de la responsa-  
bilité individuelle, était une source constante de procès.  
Encore, dans ce texte, le terme « faute inexcusable », si  
vague qu'il soit, limite-t-il les pouvoirs des tribunaux ;  
de plus, il y a fonctionnement parallèle du principe du  
risque professionnel et du principe de la responsabilité  
délictuelle, mais non interpénétration des deux théories :  
l'accident est un accident du travail soumis à la loi de 1898,  
voilà le premier point à établir ; ensuite et tout à fait indé-  
pendamment, le juge devra déterminer s'il y a faute inex-  
cusable, accomplissant en somme la tâche qui lui est habi-  
tuelle en toute autre matière que les accidents du travail,  
lorsqu'il s'agit de déterminer d'autres cas de responsabilité  
individuelle. Il est par contre un autre texte qui a prétendu  
combiner les deux principes du risque professionnel et de  
la responsabilité délictuelle, et dans leur exercice, et dans  
leurs résultats ; ce texte est l'art. 7 de la loi, dont nous nous  
proposons l'étude, et qui détermine les règles applicables  
à la responsabilité du tiers auteur d'un accident du tra-  
vail, vis-à-vis de la victime et du chef d'entreprise : il a  
paru injuste aux rédacteurs de la loi de 1898 qu'au cas où  
l'accident résulte de la faute caractérisée d'un tiers étran-  
ger à l'entreprise, l'ouvrier soit réduit aux réparations de  
la loi de 1898, réparations qui ne représentent jamais  
l'intégralité du préjudice causé ; il a semblé également  
peu équitable que, dans la même hypothèse, le patron ait

---

(1) P. Pic, *op. cit.*, p. 22.

à supporter définitivement les conséquences de la faute d'autrui : comme si précisément l'ensemble de la loi de 1898 ne consistait pas à faire supporter désormais au patron les fautes d'autrui, qu'il s'agisse de la faute de la victime elle-même ou de la faute d'un préposé du patron. De là l'art. 7, dont l'économie générale peut se résumer en quelques mots : il accorde à la victime de l'accident, pour l'intégralité du préjudice causé, et au patron, dans la limite des indemnités qu'il a à payer par application de la loi de 1898, le droit d'agir contre le tiers auteur de l'accident, « conformément aux règles du droit commun », c'est-à-dire par l'action de l'art. 1382, basée sur la responsabilité délictuelle et la preuve de la faute. Le législateur a bien essayé de conserver à chacune des deux actions, action normale de la loi de 1898, action de l'art. 7, un domaine indépendant et limité : il n'a pu, et cela était logique, accorder à l'ouvrier le droit de toucher des deux mains, de pouvoir, par suite, percevoir l'indemnité due par le tiers auteur et celle due par le patron ; il a fallu alors combiner, dans leurs effets, les deux actions, et par suite les laisser s'interpénétrer dans tout le cours de leur vie juridique. Or, ces actions basées sur les principes antinomiques du risque professionnel et de la responsabilité délictuelle n'ont aucun point commun : différentes quant à la preuve, la preuve étant objective dans le premier cas et dépendant de l'existence de certaines circonstances de fait, en dehors de toute investigation psychologique ; et subjective au contraire lorsqu'il faut établir une faute ; différentes dans tous les détails de la procédure ; dissimilaires encore quant à leur résultat, l'une aboutissant à une indemnité forfaitaire, la seconde pouvant aboutir à

une réparation intégrale du préjudice causé, les deux actions sont évidemment difficiles à associer. Il fallait le noter dès le début de cette étude, et sauf à y revenir en détail, avant d'aborder l'examen de l'art. 7, dont nous commencerons par indiquer l'origine et l'histoire.

II. — La rédaction primitive de l'art. 7, telle qu'elle figurait dans la loi du 9 avril 1898, était la suivante :  
« Indépendamment de l'action résultant de la présente  
« loi, la victime ou ses représentants conservent, contre  
« les auteurs de l'accident autres que le patron ou ses  
« ouvriers et préposés, le droit de réclamer la réparation  
« du préjudice causé, conformément aux règles du droit  
« commun. L'indemnité qui sera allouée exonérera à due  
« concurrence le chef d'entreprise des obligations mises  
« à sa charge. Cette action contre les tiers responsables  
« pourra même être exercée par le chef d'entreprise, à ses  
« risques et périls, aux lieu et place de la victime ou de  
« ses ayants droit, si ceux-ci négligent d'en faire usage. »

Il ne s'agit pas ici de faire l'histoire détaillée de l'art. 7, qui se mêle d'ailleurs étroitement, pendant dix années, aux vicissitudes de l'histoire confuse et longue de la loi de 1898, depuis la première proposition en 1880 jusqu'au vote de la loi en 1898 : il importe seulement de faire ressortir à quel moment et sous l'empire de quelles considérations l'art. 7 a été introduit dans le système général de la loi sur les accidents (1).

---

(1) Pour toute l'histoire de la loi de 1898, examinée en ce qui concerne le maintien dans cette loi d'actions de droit commun, v. Tollard, *Des actions de droit commun sous le régime de la loi du 9 avril 1898*, thèse, Paris 1911, 1<sup>re</sup> partie. Plus spécialement pour l'histoire de l'art. 7, v. S. 1899, lois annotées, p. 784.

Il apparaît immédiatement qu'il faut tout d'abord distinguer deux parties dans l'art. 7, d'une part les alinéas 1 et 2, et d'autre part l'alinéa 3 ; les deux premiers alinéas quoiqu'introduits assez tard dans la loi l'ont été bien auparavant l'alinéa 3, qui ne figurait même pas dans le premier projet voté par la Chambre, le 10 juillet 1888.

Les paragraphes 1 et 2 ont pour origine un amendement présenté à la Chambre des députés en 1888 par M. Bernard, qui proposait d'accorder un recours contre tous les auteurs de l'accident, sans limitation d'aucune sorte : l'auteur de cet amendement montrait qu'en l'absence d'aucun texte la question se poserait certainement dans la pratique de savoir si, indépendamment de l'action nouvelle établie par la loi de 1898, les victimes conserveraient l'action personnelle dérivant de l'art. 1382. La Chambre adopta l'amendement avec une modification demandée par le rapporteur, tendant à exclure tout recours contre le chef d'entreprise : la rédaction votée dans la séance du 7 juillet 1888 fut par suite celle-ci : « La victime ou ses ayants droit « conservent contre les auteurs de l'accident, *autres que* « *le chef d'entreprise*, le droit à la réparation du préjudice... » (1).

On peut affirmer sans exagération que le maintien tel quel de cette disposition aurait abouti en fait à la destruction de la plupart des applications du risque professionnel : beaucoup, pour ne pas dire la majorité, des accidents du travail sont causés par des camarades d'atelier de la victime, et un pareil accident doit être, au premier chef, considéré comme un risque professionnel. Aussi le

---

(1) Chambre des députés, séance du 7 juillet 1888. *J. off.* du 8, *déb. parl.*, p. 2014.

Sénat, encore qu'il se montrât assez hostile à la loi nouvelle et au principe du risque professionnel, adopta, dans la séance du 7 février 1890, un amendement de M. Blavier, accepté par la commission, qui ajoutait dans le texte après les mots « autres que le chef d'entreprise », ceux-ci « ou ses préposés » (1). Il faut noter que cette modification si importante, et parce qu'elle sauvegardait le principe du risque professionnel, et parce que, trop peu explicite malgré sa précision apparente, elle allait devenir la source de nombreuses difficultés pratiques, fut adoptée sans observation : bien plus, dans la suite des discussions parlementaires, qui durèrent encore huit ans, avant d'aboutir à la loi du 9 avril 1898, divers remaniements furent apportés aux deux alinéas sans provoquer aucun commentaire. Le principal consiste dans l'adjonction au terme « préposés » du mot « ouvrier » ; il y a là d'ailleurs plutôt une tautologie qu'une précision nouvelle.

L'alinéa 3 fut introduit dans la loi beaucoup plus tardivement : il n'existait pas dans les premiers projets adoptés par les Chambres : et même un amendement de M. de la Bâtie tendant à réserver « les recours en garantie formés « par le chef d'entreprise contre tout autre que les employés ou ouvriers victimes de l'accident », fut rejeté par la Chambre des députés le 7 juillet 1888. Il résulte, et de la rédaction de ce premier amendement, et des arguments qu'avait apportés pour le soutenir son auteur, qu'il se serait agi d'un véritable *recours en garantie*. L'idée fut reprise, mais sur des bases différentes, par la Commission du Sénat en 1896 : le rapport s'exprimait ainsi au sujet

(1) Sénat, séance du 7 févr. 1890. *J. off.* du 8, *déb. parl.*, p. 81.

de l'alinéa troisième de l'art. 7 : « Cet article vise le cas  
« où l'accident a été causé par un tiers. Dans cette hypo-  
« thèse, il est entendu que le risque professionnel n'existe  
« pas ; c'est l'art. 1382 qui doit être appliqué ; le chef  
« d'entreprise pourra exercer librement l'*action en res-  
« ponsabilité contre l'auteur de l'accident* » (1) ; on peut  
critiquer l'inexactitude du terme librement puisque le  
patron ne peut agir qu'au cas de négligence de l'ouvrier,  
du moins cette phrase du rapport précise-t-elle nettement  
ce qu'indiquait déjà la rédaction de l'art. 3, telle qu'elle  
fut adoptée sans modification : « Cette action contre les  
« tiers pourra même être exercée par le chef d'entreprise  
« à ses risques et périls, aux lieu et place de la victime ou  
« de ses ayants droit, si ceux-ci négligent d'en faire  
« usage ». Il s'agit bien d'une *action directe et personnelle*  
et non plus, comme dans la conception première, d'un  
simple recours en garantie.

Les difficultés pratiques ne tardèrent pas à montrer les  
lacunes des dispositions de l'art. 7 : il est plus difficile  
encore de combiner *les effets* de l'action basée sur le ris-  
que professionnel et de l'action basée sur la responsabilité  
délictuelle que d'en combiner *l'exercice* même ; or c'est ce  
que prétendait faire le paragraphe 2, parfaitement équi-  
table d'ailleurs dans son principe, étant donné le système  
de l'art. 7, en disposant que « l'indemnité qui leur (à la  
« victime ou à ses représentants) sera allouée exonérera  
« à due concurrence le chef d'entreprise des obligations  
« mises à sa charge ». Aussi la loi du 22 mars 1902, qui  
opéra de nombreuses modifications de détail dans la loi

---

(1) V. Sirey, *loc. cit.*

de 1898, vint-elle donner de l'art. 7 une nouvelle rédaction dont nous aurons à étudier plus loin l'origine et l'histoire (1). Le premier et le dernier paragraphe (devenu le quatrième) n'ont pas été modifiés. Les changements ont porté sur le deuxième alinéa, et il a été ajouté un nouveau paragraphe à l'art. 7. Voici les alinéas 2 et 3 actuels : « L'indemnité qui leur sera allouée exonérera à due concurrence le chef de l'entreprise des obligations mises à sa charge. Dans le cas où l'accident a entraîné une incapacité permanente ou la mort, *cette indemnité devra être attribuée sous forme de rentes servies par la Caisse nationale des retraites*. — En outre de cette allocation sous forme de rente, le tiers reconnu responsable pourra être condamné, soit envers la victime, soit envers le chef de l'entreprise, si celui-ci intervient dans l'instance, au paiement des autres indemnités et frais prévus aux articles 3 et 4 ci-dessus. »

III. — Un des premiers soucis de l'interprète est d'établir si la disposition qu'il a à interpréter constitue une application des principes généraux formulés dans la matière à laquelle se rattache le texte examiné, ou, au contraire, si elle est une exception à ces principes. Or, en ce qui concerne l'art. 7, on se demande précisément si son texte est en réalité une application des principes du droit commun, au milieu d'une loi établissant dans une matière spéciale une dérogation à ce droit commun ; auquel cas on ne devrait pas hésiter à interpréter le plus largement possible les principes posés par l'art. 7 ; ou si au contraire.

---

(1) V. *infra*, chap. V, n° 2.

l'art. 7 est en réalité une disposition tout à fait exceptionnelle par rapport au principe établi dans la matière réglée par la loi de 1898, et qui constitue par suite le droit commun de cette matière : si ce point de vue est exact, l'interprétation restrictive doit être la règle pour les tribunaux. Il nous semble qu'il n'est plus guère possible de soutenir que le principe de l'art. 1382, c'est-à-dire la responsabilité basée sur l'idée de faute, reste toujours la règle normale, en toute matière, et même pour les accidents du travail dans leur ensemble, la loi de 1898 et les lois analogues constituant de simples exceptions ; si ce point de vue a pu, sans trop d'inexactitude, être soutenu à l'origine, c'est-à-dire dans les premières années de l'application de la loi, parce que les discussions longues et confuses avaient laissé ce point dans l'ombre, et surtout parce que la loi organique maintenait en dehors du risque professionnel bien des accidents du travail, il en est tout autrement aujourd'hui : les extensions du texte de 1898 ont développé de façon considérable le champ de la loi : étendu successivement à certains accidents agricoles, à la totalité des entreprises commerciales, ouvert sans limite aux applications volontaires par la faculté d'adhésion, on peut prévoir encore que le risque professionnel sera bientôt appliqué à l'ensemble des accidents agricoles et aux accidents survenus aux domestiques attachés à la personne : le risque professionnel constitue donc bien le *droit commun en matière d'accidents du travail*. Il faut ajouter que les lois extensives du principe du risque professionnel se sont bornées à des renvois au système de la charte organique, la loi de 1898 : l'art. 7 fonctionne donc à l'égard de ces dispositions nouvelles ; il est par suite exact d'affirmer que

la disposition de l'art. 7 établissant la possibilité d'une action basée sur la responsabilité délictuelle, dans un domaine, celui des accidents du travail, pour lequel le droit commun consiste dans l'application du risque professionnel, constitue dans ce domaine une disposition exceptionnelle. L'interprétation de l'art. 7 doit être par suite restrictive, mais c'est plutôt là un principe théorique, sauf peut-être quand il s'agit de déterminer contre qui peut être exercée l'action de droit commun : l'interprète se trouve en effet en présence des dispositions formelles de l'art. 7 qui ont eu, par leur précision d'ailleurs plus apparente que réelle, le même but que tous les textes de la loi de 1898, entourer l'interprète d'un réseau assez serré pour que son intervention personnelle soit réduite au minimum.

IV. — Les explications qui viennent d'être données ont déjà mis en lumière le caractère essentiel de l'action organisée par l'art. 7 de la loi du 9 avril 1898 : cette action n'est autre que l'action de droit commun, qui constitue la sanction du principe de la responsabilité délictuelle, posé par l'art. 1382 du Code civil : « Tout fait quelconque « de l'homme qui cause à autrui un dommage oblige « celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer ». Il ne s'agit pas, bien entendu, dans cette étude, d'examiner cette action en elle-même ; il faut l'envisager sous l'aspect spécial qu'elle revêt lorsqu'elle sanctionne la responsabilité du tiers auteur d'un accident du travail, survenu par sa faute, son imprudence ou sa négligence, vis-à-vis de la victime de cet accident et de son patron : on est alors amené à suivre ce plan : dans un premier chapitre

consacré à l'étude des « caractères généraux de l'action de « l'art. 7 », nous caractériserons surtout l'action de l'art. 7 par les différences essentielles qu'elle présente avec l'action normale de la loi de 1898. Dans les chapitres II et III, on étudiera l'exercice de l'action de l'art. 7 sous ses deux aspects, d'abord lorsqu'elle est mise en œuvre par la victime ou ses représentants; ensuite lorsqu'elle est exercée par le chef d'entreprise. Le chapitre IV sera consacré à la question pratiquement très importante de savoir contre qui peut être intentée l'action de l'art. 7. Le chapitre V et dernier traitera des effets de l'exercice de l'action; ces effets ont été soumis par la loi à des règles qui les font différer profondément de ceux auxquels aboutit l'exercice d'une action en responsabilité ordinaire. Enfin, nous nous proposons d'indiquer comme conclusion quelles réformes pourraient être apportées pour corriger les inconvénients du système organisé par l'art. 7 de la loi du 9 avril 1898.

---

## CHAPITRE PREMIER

### Caractères généraux de l'action

- I. — Caractères généraux de l'action de l'art. 7, principales différences avec l'action en indemnité de la loi de 1898. — La preuve de la faute, de la négligence ou de l'imprudence à la base de l'action de l'art. 7.
- II. — Juridictions compétentes.
- III. — Différences des deux actions relativement à la procédure.
- IV. — Prescriptions applicables à l'action de l'art. 7.
- V. — Différence des garanties accordées en suite du jugement de condamnation, dans l'action de l'art. 7 et dans l'action de la loi de 1898. — Privilège de la loi du 28 mai 1913.
- VI. — Indépendance complète des deux actions. — La décision rendue sur l'action de la loi de 1898 n'a pas l'autorité de la chose jugée vis-à-vis du tiers.

I. — L'action réservée par l'article 7 de la loi du 9 avril 1898 doit s'exercer, aux termes mêmes du dernier membre de phrase du premier alinéa de ce texte, « conformément aux règles du droit commun ». En principe donc, seront appliquées à cette action toutes les règles qui dominent la matière des délits et des quasi-délits. Le fonctionnement des principes du droit commun fait apparaître des différences profondes entre l'action de l'art. 7 et l'action normale de la loi de 1898, basée sur le risque professionnel. Ce sont les principales parmi ces différences qu'il faut indiquer ici pour caractériser l'action de droit commun, en regard de l'action de la loi de 1898 ; les divergences concernent notamment la preuve à fournir par le demandeur pour faire triompher son action, la compétence, cer-

taines particularités de la procédure, la prescription et enfin les garanties différentes attachées en faveur de la victime ou de ses représentants à la créance née du jugement de condamnation, selon que ce jugement est rendu sur l'action de l'art. 7 ou sur l'action de la loi de 1898.

Aux termes de l'art. 1<sup>er</sup> de la loi de 1898, la victime d'un accident exerçant contre le chef d'entreprise l'action de la loi de 1898 a seulement à prouver que l'accident est survenu par le fait du travail ou à l'occasion du travail. Il importe peu que le patron ou ceux dont il répond soient pour une part quelconque responsables, aux termes du droit commun, de l'accident : même si l'accident est la conséquence d'un cas fortuit, le chef d'entreprise est tenu en vertu du risque professionnel. L'action de l'art. 7, qu'elle soit exercée par le patron ou par l'ouvrier, ne peut aboutir à une condamnation du tiers auteur que si le demandeur prouve la responsabilité du tiers, selon les principes du droit commun, c'est-à-dire s'il établit à sa charge une faute (délit, art. 1382 du Code civil) ou au moins une imprudence ou une négligence (quasi-délit, art. 1383 et suivants du Code civil). La jurisprudence, avec raison, applique très strictement le principe ; c'est qu'en effet, toutes les fois qu'une preuve absolument formelle n'est pas apportée de la faute du tiers, il y a beaucoup de vraisemblance pour qu'on soit en présence d'un de ces cas fortuits qui précisément engagent la responsabilité du patron, au sens de la loi de 1898 (1).

---

(1) V. par exemple Cass. (req.), 6 mai 1903 (S., 1904, I. 184). *Adde*, dans une espèce où le tiers devait être tenu pour responsable en vertu de l'art. 1386 du C. c., Douai, 13 mars 1902 (S., 1904, 2, 44).

II. — Les règles du droit commun doivent être également suivies pour l'exercice de l'action de l'art. 7, en ce qui concerne les juridictions compétentes pour connaître de cette action. Aussi les restrictions apportées par les art. 15 et suivants de la loi de 1898, qui réservent la compétence en matière d'accidents du travail pour les frais funéraires, de maladie et les indemnités temporaires, au juge de paix du canton du lieu de l'accident, et pour les autres indemnités, au tribunal civil de l'arrondissement, ne s'appliquent pas à l'action de l'art. 7. Celle-ci pourra être portée devant toutes juridictions compétentes de droit commun, par suite, selon les cas, devant les juridictions civiles, répressives, commerciales ou administratives. Le fait par lequel le tiers a causé l'accident peut en effet rentrer dans la catégorie des circonstances relevées et punies par la loi répressive : la victime et ses représentants pourront se porter partie civile dans la poursuite exercée devant une juridiction répressive, à raison de l'accident, dont ils poursuivent la réparation ; le renvoi fait par l'art. 7 aux règles du droit commun implique la possibilité pour la victime et ses représentants d'agir contre le tiers par tous les moyens qui permettent de mettre en jeu la responsabilité d'autrui ; or l'un des modes essentiels d'exercice de l'action en responsabilité se trouve organisé par les articles 1, 2 et 3 du Code d'instruction criminelle (1). Nous aurons même à noter que les règles du droit commun, au moins dans l'interprétation jurisprudentielle qui se fait de l'art. 7, ont été élargies en ce qui concerne les inter-

---

(1) V. Loubat, *Traité sur le risque professionnel*, 3<sup>e</sup> édit., n° 1688, et Paris, 24 mai 1901, *Gaz. Pal.*, 1901, 1, 756 ; Trib. Seine, 2 août 1901, *Gaz. Pal.*, 1901, 1, 537.

ventions en matière pénale, puisqu'on admet, contrairement à la solution qu'impose l'application des principes habituels, l'intervention du chef d'entreprise, auprès de la juridiction pénale, devant laquelle la victime s'est portée partie civile (1). La compétence des tribunaux de commerce résulte du fait que l'individu actionné en qualité de tiers responsable est un commerçant, ayant agi comme tel, dans l'exercice de sa profession commerciale. L'action devra être portée devant les tribunaux administratifs dans les circonstances suivantes empruntées à une espèce jurisprudentielle : un ouvrier de l'Administration des postes et télégraphes, ouvrier à l'égard duquel l'Etat est responsable dans les termes de la loi de 1898, est blessé en posant un fil téléphonique au-dessus d'une ligne de tramway à trolley : l'Etat, après avoir payé l'indemnité forfaitaire, se retourne contre la Compagnie prise comme tiers responsable ; il est établi qu'il s'agit d'un accident dû à l'établissement des lignes concédées à la Compagnie, c'est-à-dire à l'exécution d'un travail public (un contact s'est produit entre le fil posé et le fil tendeur, insuffisamment tendu, du conducteur électrique aérien du tramway) ; le conseil de préfecture est alors compétent, par application de la loi du 28 pluviôse, an VIII, pour connaître de l'action de l'art. 7 (2).

(1) V. Trib. corr. de la Seine, 30 déc. 1904 (D., 1905, 5, 4), et *infra*, chap. II, n° 3.

(2) V. Cons. d'Etat, 22 mai 1908 (S., 1908, 3, 122, avec les conclusions de M. Teissier, commissaire du gouvernement). *Addé*, Cons. d'Etat, 5 août 1908 (S., 1911, 3, 13, avec note) ; Cons. d'Etat, 10 juillet 1912, *La Loi*, 18 sept. 1912. A rapprocher au point de vue du fonctionnement de l'art. 7 dans les rapports de l'Etat, de ses ouvriers et des tiers, les décisions commentées et rapportées au chap. IV, n° 7, A, *in fine*.

III. — La procédure de l'action de l'art. 7 présente également des différences qui l'éloignent beaucoup de la procédure de l'action normale de la loi de 1898 ; contrairement au système organisé par l'art. 16 de la loi sur les accidents, le préliminaire de conciliation devant le juge de paix sera obligatoire, toutes les fois que l'action de l'art. 7 sera portée devant le tribunal civil (1). D'autre part, la victime et ses représentants, qui bénéficient de plein droit de l'assistance judiciaire, selon les termes de l'art. 22, lorsqu'ils exercent l'action ordinaire de la loi de 1898, n'auront pas le bénéfice d'une telle faveur au cas d'exercice de l'action de l'art. 7 : évidemment, les raisons d'humanité et de simplification dans la procédure sont aussi fortes, qu'il s'agisse de l'une et l'autre action ; mais il suffit que l'action de l'art. 7 soit régie par le droit commun, pour que les demandes d'assistance doivent être soumises aux règles habituelles de la loi du 10 juillet 1901 (2). Les délais d'opposition et d'appel de l'action de l'art. 7 sont ceux du Code de procédure civile ; la jurisprudence a notamment assez fréquemment appliqué ce principe en matière de délais d'appel : les délais d'appel de la loi de 1898, plus courts de moitié que ceux du droit commun, étaient invoqués à tort par le défendeur à l'action de l'art. 7 pour faire déclarer l'appel du demandeur irrecevable (3).

IV. — Une des différences marquant le fonctionnement des deux actions et qui amène à des conséquences nota-

---

(1) V. Paris, 7 décembre 1901, *Gaz. Palais*, 1902, 1.

(2) V. Loubat, *op. cit.*, nos 1735 et 1943, et Dijon, 9 mai 1900 (*S.*, 1901, 2, 189, avec note).

(3) V. par ex. Douai, 22 janvier 1901 (*S.*, 1901, 2, 208).

bles relevées par la jurisprudence est relative à la prescription : tandis que l'action de la loi de 1898 est soumise à la prescription annale organisée par l'art. 18, les prescriptions de droit commun, applicables à l'action de l'art. 7, peuvent être, ou bien la prescription de *trois ans*, si le fait qui a occasionné l'accident constitue un délit (art. 3 du Code d'instr. crim., c'est l'hypothèse fréquente d'un homicide ou d'une blessure par imprudence), ou bien la prescription de *trente ans*, si le fait qui donne lieu à l'action ne met pas en jeu la responsabilité pénale et constitue un simple quasi-délit : il faut remarquer qu'il est indifférent pour le fonctionnement de la prescription de trois ans que des poursuites criminelles ou correctionnelles aient été exercées, qui soient venues donner telle ou telle qualification au fait du tiers ; ce fait est en effet caractérisé par ses éléments intrinsèques, examinés en eux-mêmes, et indépendamment de la suite pénale qui leur a été donnée (1). Les déclarations faites à la Chambre dans la discussion de l'art. 18 de la loi de 1898 sont d'ailleurs très nettes : « C'est l'action du risque professionnel, « disait à la Chambre, au nom de la commission, M. Ricard, qui est éteinte au bout d'un an. Quant aux autres « actions qui peuvent être exercées en vertu des principes « généraux du droit, elles ne sont pas réglementées par le « texte... *Ce n'est pas le risque professionnel qui joue « vis-à-vis du tiers*, ce sont les principes généraux du « droit commun (2). » Cette différence entre les prescriptions applicables aux deux actions a des conséquences

---

(1) V. sur tous ces points, Lyon, 24 oct. 1907 (D., 1909, 2, 250).

(2) Chambre des députés, 28 oct. 1897. *J. off.*, p. 2225, 2226.

importantes et il en résulte parfois des situations assez bizarres. Nous aurons, chemin faisant, à signaler les unes et les autres (1).

V. — La loi de 1898 a organisé, sous son titre IV, dont l'intitulé est précisément « Garanties », tout un système pour garantir la créance de la victime ou de ses représentants née de l'accident du travail : ce système repose essentiellement sur la substitution de l'assureur à l'assuré pour le service des rentes, sur le paiement provisionnel des rentes et indemnités par la Caisse nationale des retraites, et sur la subrogation de cette Caisse à la victime ou à ses représentants, lorsqu'elle a payé, en ce qui concerne l'indemnité due par l'assureur. Par l'institution du fonds de garantie, l'Etat s'est constitué, par l'entremise de la Caisse nationale, « non point le réassureur, mais la caution des « industriels, des compagnies d'assurances ou des mutuels les insolubles » (2). C'est un système très discutable, très compliqué, établi pour éviter l'organisation de l'assurance obligatoire, il n'en assure pas moins à la victime et à ses représentants des garanties précieuses. L'action de l'art. 7 est fondée sur le droit commun ; elle ne bénéficie donc pas des garanties exorbitantes de la loi sur les accidents du travail, et sur ce point elle présente une infériorité manifeste. Néanmoins, le législateur s'est préoccupé d'assurer à la victime ou à ses représentants certaines garanties ; tout d'abord la loi du 22 mars 1902, à la fois pour permettre plus facilement l'application de la disposition relative à l'exonération du chef d'entreprise, en cas

---

(1) V. *infra*, chap. II, n° 2 ; chap. III, n° 4 ; chap. V, n° 1.

(2) P. Pic, *op. cit.*, p. 165.

d'exercice de l'action de droit commun, et pour assurer à l'ouvrier les mêmes garanties vis-à-vis du tiers que vis-à-vis du patron, a décidé (art. 7 modifié par la loi de 1902) que l'indemnité du tiers devrait être allouée sous forme de rentes servies par la Caisse nationale des retraites (en cas d'incapacité permanente ou de mort) ; seulement, comme nous le ferons observer en étudiant en détails cette disposition de l'art. 7, la loi de 1902 n'a pas établi, pour le paiement des rentes, lorsqu'il s'agit d'une indemnité due par le tiers, le paiement provisionnel par la Caisse, qui constitue la plus sûre garantie pour l'ouvrier, dans le système de la loi de 1898. Il est vrai que, par cela même que l'action de l'art. 7 est régie par le droit commun, les tribunaux peuvent accorder à la victime ou à ses représentants les garanties qui leur paraissent nécessaires pour assurer le paiement de l'indemnité (1) ; d'ailleurs, le jugement contre le tiers, auquel aboutit l'action de l'art. 7, emporte hypothèque, à la différence du jugement rendu contre le chef d'entreprise (2). Enfin, une loi récente, la loi du 28 mai 1913, a assuré une nouvelle garantie, lorsque du moins certaines circonstances se trouvent exister, à la créance née d'un accident, au profit des personnes lésées par cet accident. La loi du 28 mai 1913 complète ainsi l'article 2102 du Code civil : « Sont privilégiées... 8° les « créances nées d'un accident au profit des tiers lésés par « cet accident ou de leurs ayants droit, sur l'indemnité

---

(1) Sur tous ces points, *infra*, chap. V, n° 5, *in fine*.

(2) Art. 26 de la loi du 9 avril 1898, *in fine* : « Les décisions « judiciaires n'emporteront hypothèque que si elles sont ren- « dues au profit de la Caisse des retraites exerçant son recours « contre les chefs d'entreprise ou les compagnies d'assuran- « ces. »

« dont l'assureur de la responsabilité civile se reconnaît  
« ou a été judiciairement reconnu débiteur à raison de la  
« convention d'assurance. Aucun paiement fait à l'assuré  
« ne sera libératoire tant que les créanciers privilégiés  
« n'auront pas été désintéressés (1). » Cette loi avait pour  
but de remédier à la situation que signale ainsi l'auteur  
de la proposition, devenue la loi du 28 mai 1913, M. Des-  
plas : « La victime d'un accident intente une action en  
« responsabilité contre l'auteur responsable. Postérieure-  
« ment à l'accident, l'auteur responsable, qui est assuré,  
« est déclaré en état de faillite. Le montant de l'indem-  
« nité que devra payer la compagnie d'assurance viendra  
« accroître l'actif de l'auteur responsable, et la victime,  
« comme tous les autres créanciers, ne touchera qu'un  
« dividende réparti au marc le franc sur l'ensemble de  
« l'actif, qui peut ne comprendre que l'indemnité payée  
« par la compagnie d'assurance (2) ». Et comme on l'indi-  
quait dans l'exposé des motifs, cette situation, en l'état de  
la législation antérieure à la loi ne pouvait être évitée. La  
doctrine avait bien proposé des systèmes ingénieux pour  
attribuer à la victime d'un accident, créancière d'un  
assuré, un droit de préférence sur la somme due à celui-ci  
en vertu du contrat d'assurance ; la jurisprudence s'était  
toujours refusée à reconnaître à la victime, non seulement  
toute action directe contre l'assureur, mais même tout  
droit de préférence à l'égard des autres créanciers de  
l'auteur de l'accident (3). C'est pour remédier à ces incon-

---

(1) V. D., 1913, 4, 49, pour les travaux préparatoires et la discussion de la loi.

(2) D., *loc. cit.*, p. 49, 1<sup>re</sup> col.

(3) *Ibid.* V. notamment Paris, 25 mai 1895 (D., 96, 2, 241, note de M. Planiol) ; Cass. civ., 30 oct. 1906 (D., 1908, 1, 265, note de M. Dupuich).

vénients que la loi du 28 mai 1913 a créé le nouveau privilège : dans la catégorie des tiers lésés par un accident ou de leurs ayants droit, rentrent évidemment les bénéficiaires de l'action de l'article 7 ; peu importe d'ailleurs que l'action soit exercée par la victime ou ses représentants ou par le patron : il faut même noter, que c'est précisément pour protéger, en même temps d'ailleurs que d'autres personnes lésées par un accident, le patron, agissant aux termes de l'article 7, que la loi a été adoptée sous sa forme actuelle. En effet, le texte voté sans discussion par la Chambre, le 9 juillet 1912, était le suivant : « Est privilégiée : 8° La créance née d'un accident sur l'indemnité due à l'auteur de l'accident par l'assureur qui l'a garanti contre la responsabilité encourue par lui. L'assureur ne sera libéré que par un paiement par lui fait à ce créancier ou à ses ayants droit, ou par la justification d'un paiement directement fait par l'assuré ». La commission du Sénat compléta le texte en étendant aux tiers et à leurs ayants cause, par une rédaction nouvelle devenue la rédaction définitive, le bénéfice de la loi : « Ce n'est pas seulement à la victime, disait le rapporteur, mais à des tiers que l'accident peut causer préjudice. Il nous a paru juste que tous ceux qui souffrent de l'accident bénéficient également du privilège ». Et il apportait à l'appui de cette idée divers exemples ; le premier était relatif à l'article 7 : « Voici un patron qui occupe des ouvriers au pavage d'une rue. Une automobile renverse et blesse l'un d'eux. L'ouvrier reçoit de son patron, assuré obligatoirement contre les accidents pour son personnel, l'indemnité à laquelle il a droit, suivant l'importance de sa blessure. Il est de toute justice que le patron, qui a le

« droit d'exercer une action en vertu de l'art. 7 de la loi  
« du 9 avril 1898, puisse également profiter du privilège  
« pour réclamer à l'auteur de l'accident les avances faites  
« à la victime (1) ». Le privilège nouveau paraît fondé sur  
une raison d'humanité, encore qu'il soit compris au nombre  
des privilèges sur les meubles de l'art. 2102, fondés,  
ainsi qu'on l'admet généralement, soit sur une idée de  
gage, soit sur une idée de plus-value. La détermination du  
rang des privilèges est une question extrêmement délicate ;  
néanmoins, si l'on se rallie au système dominant d'après  
lequel le rang des privilèges se fixe, indépendamment de  
leur généralité ou de leur spécialité, par la seule faveur at-  
tachée à la créance, et si l'on adopte la classification d'Au-  
bry et Rau (2), (1° privilège des frais de justice ; 2° privi-  
lèges basés sur le nantissement ; 3° *privilèges basés sur*  
*une raison d'humanité* ; 4° privilège pour la conservation  
d'une chose spéciale ; 5° privilège pour prix de vente), on  
rangera le nouveau privilège dans la troisième catégo-  
rie (3).

La garantie nouvelle de la loi du 28 mai 1913 ne jouera  
qu'au seul cas où l'auteur responsable aura contracté une  
assurance, pour se couvrir contre les risques découlant  
d'un accident par lui causé : mais étant données les circons-  
tances dans lesquelles s'exerce ordinairement l'art. 7, le  
tiers responsable se trouvant être souvent, par suite du  
fonctionnement de l'art. 1384 du Code civil, un chef d'en-

---

(1) D., *loc. cit.*, p. 50, col. 1.

(2) Aubry et Rau, *Cours de droit civil français*, 5<sup>e</sup> édition,  
t. III, p. 804.

(3) V. l'étude faite de la loi du 28 mai 1913, dans *Les Lois*  
*nouvelles*, 1913, p. 221 (n° du 1<sup>er</sup> juillet), par M. Schaffhauser.

treprise civilement responsable de son ouvrier, auteur de l'accident (1), elle sera appelée à jouer fréquemment dans la pratique.

VI. — Les deux actions de l'art. 7 et de la loi de 1898 sont non seulement dissemblables, mais elles sont encore entièrement indépendantes l'une de l'autre. Cette indépendance résulte des termes formels de l'art. 7 : « *Indépendamment de l'action résultant de la présente loi, la victime ou ses représentants conservent contre les auteurs de l'accident le droit de réclamer la réparation du préjudice causé, conformément aux règles du droit commun* ». On examinera dans les chapitres II et III comment les conséquences, qu'il faut tirer de cette indépendance des deux actions, caractérisent les deux aspects que peut revêtir l'action de l'art. 7, exercée tantôt par la victime ou ses représentants, tantôt par le patron ; pour l'instant, il suffira de signaler que cette indépendance est exclusive de l'application du principe de l'autorité de la chose jugée : la décision rendue sur l'action en paiement de l'indemnité, due en vertu de la loi de 1898, ne liera pas les tribunaux saisis de la demande d'indemnité contre les tiers : ni la cause, ni l'objet ne sont les mêmes, l'art. 1351 du Code civil ne peut donc s'appliquer : ainsi, pour emprunter un exemple à la jurisprudence, le juge correctionnel, saisi de l'action de l'art. 7, postérieurement à un jugement rendu au civil, sur l'action de la loi de 1898, et admettant une incapacité permanente absolue, peut décider, sur le vu de rapports d'experts donnant l'espoir d'une guérison, que l'incapacité est moins grave (2).

---

(1) *Infra*, chap. IV.

(2) Trib. corr. de la Seine, 30 déc. 1904 (D., 1905, 5, 4).

Une application assez curieuse du principe que l'action de l'art. 7 est régie par les règles du droit commun, à l'exclusion de celles qui ont été établies par la loi de 1898, a été faite par un jugement du tribunal correctionnel de la Seine du 23 avril 1912 : l'art. 30 de la loi du 9 avril 1898, modifiée par la loi du 31 mars 1905 (4<sup>e</sup> alinéa) frappe de nullité « les obligations contractées (par la victime) pour « rémunération de leurs services, envers les intermédiaires qui se chargent moyennant émoluments convenus « à l'avance, d'assurer aux victimes d'accidents ou à leurs « ayants droit le bénéfice des instances ou des accords prévus aux art. 15, 16, 17 et 19 », et le 5<sup>e</sup> alinéa du même article punit « tout intermédiaire convaincu d'avoir offert « les services spécifiés à l'alinéa précédent » d'amendes correctionnelles : l'art. 30 ne prévoyant pas dans ses dispositions l'action de l'art. 7, il faut en conclure d'abord que la convention entre la victime d'un accident et un agent d'affaires, se chargeant de lui faire obtenir devant un tribunal de commerce, les dommages-intérêts dus par un tiers responsable de l'accident, ne sera pas soumise à la nullité de l'art. 30 (1) et aussi que l'agent d'affaires ne sera pas passible, dans ces mêmes conditions, des peines portées par le texte (2).

---

(1) En ce sens, Loubat, *op. cit.*, n° 2242.

(2) Trib. corr. Seine, 23 avril 1912. *J. ass.*, 1912, 230.



## CHAPITRE II

### **Exercice de l'action par la victime ou ses représentants**

- I. — Ce qu'il faut entendre par la victime et ses représentants. — Seule condition mise à l'ouverture de l'action : existence d'un préjudice (art. 1382). — Conséquences : possibilité d'agir selon l'art. 7, dans des cas où l'action de la loi de 1898 est refusée ; et pour des personnes autres que les représentants de la victime, désignés par la loi de 1898. — Le fonctionnement de la responsabilité délictuelle en ce qui concerne les accidents survenus aux apprentis. — L'action peut aboutir à une réparation intégrale du préjudice. — Les juges sont entièrement libres dans leur appréciation.
- II. — Conséquences, au point de vue de l'exercice de l'action par la victime, de l'indépendance de l'action de droit commun et de l'action de la loi de 1898. — Possibilité d'une introduction parallèle des deux actions. — Exercice successif des deux actions ; controverse quant à la possibilité, dans certains cas, d'agir successivement contre le tiers d'abord, puis contre le patron. — Impossibilité d'agir, par une même instance, contre le tiers et le patron.
- III. — Intervention du patron dans l'action exercée par la victime. — Principe posé par l'art. 7, généralité des termes employés. — Extension par la jurisprudence de la possibilité d'intervention du patron au domaine pénal, malgré les principes généraux. — Inutilité d'une action du patron contre le tiers, après condamnation de celui-ci vis-à-vis de la victime, pour faire déclarer l'exonération.

I. — La première catégorie des personnes auxquelles la loi réserve l'action de droit commun, est constituée, aux termes de l'art. 7 de la loi de 1898 par la *victime ou ses représentants*. Les principales questions qu'il faut examiner, au

sujet de l'exercice de l'action par la victime ou ses représentants, peuvent se grouper sous trois chefs : que faut-il entendre, au point de vue de l'art. 7, par l'expression « la victime ou ses représentants » ? Quelles sont, quand l'action est exercée sous cette première forme, les conséquences de l'indépendance respective de l'action de l'art. 7 et de l'action ordinaire de la loi de 1898 ? Le patron peut-il, et dans quelles conditions, intervenir dans l'instance engagée par la victime contre le tiers ?

L'action de l'art. 7 est fondée sur le droit commun ; par conséquent, les règles formulées par la loi de 1898 ne s'y appliquent pas : aussi faut-il entendre, par les termes « la victime de l'accident ou ses représentants », une catégorie beaucoup plus large qu'au cas d'application de la loi de 1898. La seule condition mise à l'ouverture de l'action de l'art. 1382 est qu'un préjudice ait été subi : par suite, sera considérée comme victime d'accident pouvant éventuellement exercer l'action de l'art. 7, non seulement tout individu susceptible d'agir dans les conditions de la loi de 1898, mais encore toute personne pouvant prouver qu'elle a subi un préjudice : peu importe que l'interruption de travail dure moins de quatre jours (1) ou que la blessure n'ait en rien diminué l'aptitude au travail (une blessure légère, mais laissant une cicatrice au visage, pour un ouvrier terrassier par exemple) (2). D'un autre côté, on ne devra pas comprendre seulement parmi les représentants de la victime, les personnes désignées par l'art. 3 de la loi

---

(1) Contrairement à l'art. 1 de la loi de 1898.

(2) Contrairement aux dispositions de l'art. 3 de la loi de 1898.

de 1898 ; il faut, au point de vue de l'art. 7, considérer comme représentants de la victime, tous les parents survivants (notamment les frères et sœurs, non considérés comme des ayants droit par la loi sur les accidents) et, d'une façon encore plus générale, toutes les personnes, parentes ou non, à qui le décès de la victime cause un préjudice, même s'il s'agit d'un préjudice simplement moral (1).

Il nous paraît nécessaire de dire ici quelques mots d'une situation, qui a donné lieu à des décisions judiciaires très vivement critiquées, bien qu'il s'agisse, à vrai dire, d'une action en responsabilité délictuelle, différente du recours habituel de l'art. 7, puisqu'elle est dirigée non plus contre un tiers, mais contre le *chef d'entreprise* lui-même. L'art. 8 de la loi de 1898 étend le bénéfice des dispositions de la loi sur les accidents aux *apprentis*, en décidant que le salaire pris comme base de calcul pour l'indemnité forfaitaire ne pourra être à leur égard inférieur au salaire le plus bas des ouvriers valides de la même catégorie, en-

---

(1) V. Loubat, *op. cit.* nos 1691 et 1692 ; Sachet, *Traité théorique et pratique de la législation sur les accidents du travail*, 5<sup>e</sup> édit., nos 768, 769. V. en ce qui concerne le préjudice moral comme base de l'action, Trib. comm. du Havre, 5 février 1912. *Rev. acc. trav.* 1913, 32. Il faut remarquer que le patron est intéressé en général à l'action récursoire, parce qu'il peut par elle se décharger de l'indemnité sur le tiers responsable : par suite, il s'en désintéressera, quand l'action sera exercée par des représentants, autres que ceux prévus par la loi de 1898. C'est même cette considération qui a fait soutenir (*Rép. gén. alph. du Droit français*, v. *Resp. civile*, n° 2709 et 2710) qu'en réalité l'art. 7, par les mots « la victime ou ses représentants » voulait désigner seulement les ayants droit, selon les termes de la loi de 1898, les autres représentants trouvant un fondement à leur action dans le droit commun, sans qu'il soit besoin du texte de l'art. 7.

ployés dans l'entreprise. Etant donnés les termes de cet article, il ne peut y avoir de difficultés au cas où l'accident survenu à un apprenti n'est pas mortel : l'apprenti est alors protégé par la loi de 1898 et peut, comme tel, réclamer au patron les indemnités forfaitaires, dans les conditions formulées par l'art. 8. Dans le cas, au contraire, où l'accident survenu à l'apprenti est mortel, une jurisprudence constante refuse aux ascendants toute action contre le patron, qui serait basée sur l'art. 1382, et par exemple sur un manque de surveillance du chef d'entreprise. L'art. 2 de la loi de 1898 dispose que « les ouvriers et employés « désignés à l'article précédent, ne peuvent se prévaloir, à « raison des accidents dont ils sont victimes dans leur tra-  
« vail, d'aucunes dispositions autres que celles de la pré-  
« sente loi ». La loi de 1898 est essentiellement une loi d'ordre public ; par suite, les tribunaux ne sauraient, en aucun cas, admettre les travailleurs protégés par cette loi à poursuivre le patron, par application du droit commun, dans des hypothèses, où leur action serait irrecevable, si elle était basée sur la loi de 1898 ; ce qui, justement, se produit ici : l'ascendant ne saurait agir, en effet, aux termes de la loi de 1898, puisqu'il n'était évidemment pas à la charge de l'apprenti. Cette jurisprudence tout à fait établie (1), est incontestablement contraire à l'équité : elle semble, comme on l'a dit (2), constituer « une prime à l'incurie patronale », puisque le chef d'entreprise se

---

(1) V. sous arrêts Cass. civ., 1<sup>er</sup> août 1905 et req., 16 janvier 1906. (D. 1910, 1, 121) une note de M. Pic, donnant la jurisprudence antérieure et les renvois aux principaux auteurs. — *Adde*, Les accidents du travail survenus aux enfants n'ayant pas l'âge légal, cité *infra* en note, notamment pp. 21, sq.

(2) Note précitée de M. Pic.

trouve avoir intérêt à ce que l'apprenti blessé succombe à ses blessures : dans ce cas, en effet, il n'aura rien à payer ; tandis qu'au cas de survie, il devra une indemnité de demi-salaire, ou même une rente, si l'incapacité est permanente. Au point de vue juridique, il semble d'ailleurs que le raisonnement de la jurisprudence ne soit pas absolument inattaquable : l'art. 8 mentionne l'apprenti et l'assimile à l'ouvrier au cas d'accident non mortel ; l'art. 2, au contraire, ne parle plus de l'apprenti. On en peut conclure que l'hypothèse de l'accident mortel de l'apprenti est restée en dehors des prévisions de la loi, et régie par suite par les règles du droit commun : d'ailleurs, l'interprétation jurisprudentielle a encore cet inconvénient de se heurter manifestement à l'esprit même qui a inspiré l'art. 8 : il s'agit là, en effet, d'une disposition de faveur, qui serait transformée en une mesure de rigueur, si elle servait à faire refuser à la famille toute action de droit commun contre le patron responsable de l'accident (1).

Une jurisprudence pareillement rigoureuse dénie à l'apprenti, engagé en contravention des dispositions de l'art. 2 de la loi du 2 novembre 1892, relatives à l'âge minimum d'emploi des enfants dans l'industrie, le bénéfice de la réparation forfaitaire de la loi du 9 avril 1898. Cette jurisprudence a été très vivement critiquée : basée sur une application littérale de ce principe, que la loi de 1898 ne saurait fonctionner que comme conséquence d'un contrat

---

(1) M. Pic, dans la note précitée, (D. 1910, 1, 121) à laquelle nous avons emprunté les arguments opposés à la Cour de cassation, estime d'ailleurs qu'en présence de la doctrine rigoureuse de la Cour suprême, et étant donné que la question est très délicate, il serait désirable qu'un texte précis vienne trancher la controverse.

de louage de services valable, elle aboutit en fait à ce résultat paradoxal que le patron se trouve exonéré par suite même de la faute inexcusable qu'il a commise, alors qu'un tel fait devrait, en bonne logique, avoir pour résultat d'aggraver sa responsabilité. Ici encore, la question s'est posée de savoir si, tout au moins, l'apprenti ne pourrait pas agir contre le patron selon les termes du droit commun, en faisant la preuve d'une faute : il résulte des termes d'un arrêt de la Cour de cassation du 22 mai 1912, que l'art. 1382 reste applicable ; la jurisprudence s'est ainsi montrée moins rigoureuse ici que dans l'hypothèse précédemment examinée (1).

Il nous a paru nécessaire d'ouvrir cette longue parenthèse relative à des cas où l'action en responsabilité de droit commun exercée par la victime ou ses représentants, se trouve atteindre le patron et non plus un tiers, afin de préciser plus exactement les applications de la responsabilité délictuelle dans le domaine de la loi de 1898. Il faut reprendre maintenant l'examen de l'art. 7 lui-même, c'est-à-dire de la responsabilité des tiers auteurs vis-à-vis de la victime.

Il résulte encore, de ce que l'action de l'art. 7 trouve son

---

(1) La jurisprudence de la Cour de cassation qui refuse d'accorder le bénéfice de la loi de 1898 à l'apprenti engagé en contravention de la loi de 1892, a soulevé une grande émotion : on trouvera la question complètement examinée avec toute la jurisprudence qui s'y réfère, notamment l'arrêt cité au texte, dans le *Bulletin de la Société de protection des apprentis*, n<sup>os</sup> de janvier et juillet 1912 (publication en brochure, sous le titre *Les accidents du travail survenus aux enfants n'ayant pas l'âge légal* ; v. surtout la note de M. Pic, pp. 21 et sq. en ce qui concerne l'application de l'art. 1382, et l'arrêt de la Cour de cassation du 22 mai 1912, pp. 31 et sq.).

fondement dans l'application de l'art. 1382, une double conséquence : le montant des dommages-intérêts auquel peut être condamné le tiers responsable, peut représenter la totalité du préjudice causé, tandis que l'indemnité forfaitaire de la loi de 1898 ne représente jamais qu'une partie de ce préjudice ; de plus, les juges sont entièrement libres dans leur appréciation, tandis que la loi de 1898 impose aux tribunaux, lorsqu'ils ont constaté que l'accident a causé une incapacité de telle ou telle importance, le prononcé d'indemnités tarifées à l'avance par les textes législatifs.

II.— C'est en précisant les conséquences de ce principe que l'action de droit commun de l'art. 7, et l'action normale de la loi de 1898, sont, l'une vis-à-vis de l'autre, dans une indépendance absolue, qu'on peut caractériser l'action de l'art. 7, lorsqu'elle est exercée par la victime ou ses représentants.

Les deux actions sont indépendantes (1) : elles peuvent donc, n'ayant ni la même base, ni les mêmes règles, ni les mêmes effets, être introduites parallèlement. La solution est certaine, aussi bien en doctrine (2), qu'en jurisprudence (3) ; elle est d'ailleurs pratiquement nécessaire, l'action de l'art. 7 est soumise aux règles du droit commun au point de vue de la prescription ; si la victime devait agir contre le tiers, sans pouvoir agir parallèlement contre le patron,

---

(1) V. sur les conséquences de cette indépendance Tollard, *Des actions de droit commun, sous le régime de la loi du 9 avril 1898*, thèse Paris 1911, pp. 215 sq.

(2) Loubat *op. cit.*, n<sup>os</sup> 1694 ; Sachet, *op. cit.* n<sup>o</sup> 778.

(3) V. notamment Douai, 22 janv. 1901 (S. 1901, 2, 208) et Paris, 24 mai 1901 (*Gaz. Pal.* 1901, 1, 756).

il pourrait se faire qu'en vertu de la courte prescription organisée par la loi de 1898, la victime soit déchuë de son action contre le chef d'entreprise, avant que le procès intenté contre le tiers ait reçu aucune solution.

De l'indépendance des deux actions, résulte qu'à l'inverse elles peuvent être intentées successivement : il est bien certain d'abord que l'ouvrier peut agir contre le patron pour obtenir l'indemnité forfaitaire de la loi de 1898, et se retourner ensuite contre le tiers, qui pourra être, lui, condamné à une indemnité représentative de la totalité du préjudice causé (1). Par contre, l'hypothèse inverse, c'est-à-dire l'action contre le tiers précédant, de la part de l'ouvrier, l'action contre le patron, présente plus de difficultés : dans une première opinion, on n'accorde à l'ouvrier le droit d'agir ainsi contre le patron que dans le cas seulement, où l'indemnité, à laquelle a été condamné le tiers, est inférieure à celle prévue dans l'hypothèse, par le tarif forfaitaire de la loi de 1898 ; l'on se base, en effet, sur la disposition du deuxième alinéa de l'art. 7 : l'indemnité payée par le tiers « exonérera à due concurrence le chef de l'entreprise des obligations mises à sa charge » : lors donc, dit-on, que le tiers est condamné à une indemnité égale ou supérieure à l'indemnité forfaitaire de la loi de 1898, l'action de l'ouvrier contre le patron est inutile et même contraire au texte de l'art. 7. En réalité, ici encore, il faut tenir compte de l'indépendance absolue des deux actions : comment peut-on savoir que l'indemnité mise à la charge du tiers est égale ou supérieure à l'indemnité forfaitaire : le calcul de l'indemnité due par le tiers est laissé à la libre

---

(1) En ce sens, Loubat, *op. cit.*, n° 1696 ; Sachet, *op. cit.*, n° 778).

appréciation des tribunaux. Il est donc très utile, au contraire, que l'ouvrier se retourne contre le patron, quel que soit le chiffre de l'indemnité à laquelle a été condamné le tiers. Seul le jugement, rendu sur cette instance, permettra de savoir quelle était en l'espèce l'indemnité forfaitaire due en vertu de la loi de 1898 ; l'on pourra alors calculer, dans quelle proportion le patron se trouve exonéré par la décision rendue contre le tiers. D'autres raisons militent d'ailleurs en faveur de cette solution : si le tiers est insolvable et ne peut payer le capital, qu'il a été condamné à verser pour constituer la rente prévue par l'art. 7, l'ouvrier a grand intérêt à agir contre le patron, pour réserver ses droits, au moins dans les limites de la loi de 1898, et s'assurer les garanties de paiement accordées à l'ouvrier par les dispositions des art. 23 et suivants. Enfin, l'absence de décision judiciaire intervenue entre le patron et l'ouvrier empêcherait ce dernier d'exercer, si plus tard l'utilité s'en faisait sentir, l'action en revision, ouverte aux termes de l'art. 19, « pendant trois ans à dater de l'accord intervenu entre les parties ou de la décision définitive (1) ».

Des explications précédentes, il résulte que la loi donne à l'ouvrier non pas seulement un choix entre ces deux actions, mais un véritable cumul, quoi qu'en aient dit certains auteurs (2) ; ce que la loi ne veut pas, c'est le cumul

---

(1) L'opinion adoptée au texte est celle de M. Loubat, *op. cit.* n° 1696 ; Cabouat, *Traité des accidents du travail (Lois nouvelles*, 1<sup>re</sup> partie, 1899, p. 165 à 592), n° 233, *Adde*, Paris, 26 mai 1901, *Gaz. Pal.* 1901, 1.765. *Contra*, Paris, 5 janv. 1901, *Rev. des acc. du trav.*, 1901, p. 149.

(2) Par ex. Desserteaux, *Des accidents du travail qui donnent droit à plusieurs indemnités*, 1909, p. 49. Dans le sens du texte, v. *Répertoire alph. du Droit français, verbo Responsabilité civile*, n°s 2711, 2712.

des indemnités ; l'ouvrier pourra bien exercer *les deux actions*, il ne touchera jamais qu'*une seule indemnité* ; au maximum celle-ci, en cas de condamnation du tiers, représentera la réparation intégrale du préjudice causé : seulement, une partie de cette indemnité sera allouée sous une forme analogue à celle des indemnités forfaitaires prévues par la loi de 1898, de façon que la disposition de l'art. 7 sur l'exonération du chef d'entreprise, puisse s'appliquer.

Par contre, si l'ouvrier a le cumul des actions, il ne saurait être admis à assigner dans une seule et même instance, le tiers responsable et le patron.

Il résulte, en effet, des principes généraux et de l'application qui en est faite par l'unanimité des auteurs et de la jurisprudence, que deux actions ne sauraient être jointes qu'en cas de connexité ; deux actions sont dites connexes lorsque, sans avoir un objet absolument identique, elles reposent sur un même fondement, et que leur sort dépend de la solution d'une même question (1) : il est clair que les actions de la loi de 1898 et de l'art. 7 ne présentent pas cet aspect ; la première a son fondement dans le principe du risque professionnel, la seconde se base sur la responsabilité délictuelle ; le sort de l'action de la loi de 1898 dépend de la question de savoir si l'on se trouve en présence d'un accident du travail, tandis que la solution de l'action de l'art. 7 résulte de la preuve de la faute, de la négligence ou de l'imprudence du tiers responsable. Les deux actions, n'ayant aucun lien de connexité, doivent donc être intentées par des procédures distinctes : d'ailleurs, pratique-

---

(1) V. *Rép. alph.*, verbo *Règlement de juges*, n° 97, et *Cassation*, 5 mai 1829 (S. chron.).

ment, l'exercice dans une même instance des deux actions est impossible : l'une est soumise au droit commun, l'autre à la loi de 1898 ; comment joindre deux actions comportant des prescriptions, des procédures et des délais d'appel différents (1).

III.— Le chef de l'entreprise peut-il intervenir dans l'instance engagée par la victime ou ses représentants contre le tiers ? (2). L'indemnité à laquelle peut être condamné le tiers exonère, à due concurrence, le patron : celui-ci a donc évidemment un grand intérêt à intervenir pour défendre les droits de l'ouvrier, afin de protéger les siens ; il aura surtout intérêt à le faire pour qu'il lui soit tenu compte des frais médicaux et pharmaceutiques, de l'indemnité journalière, pour lesquels l'exonération ne se produit pas automatiquement, mais est laissée à la liberté d'appréciation du tribunal (3).

En vertu des principes généraux, il est certain que l'intervention du patron est possible, toutes les fois que la victime ou ses représentants intentent l'action de l'art. 7, devant les tribunaux civils (4). Pour intervenir devant ces juridictions, il suffit d'avoir un intérêt, ce qui est évidemment le cas du patron. Mais la victime peut agir vis-à-vis

---

(1) En ce sens, Sachet, *op. cit.* n° 779, Loubat, *op. cit.*, n° 1700, Paris, 18 déc. 1906. (S. 1908, 2, 25, 4<sup>e</sup> espèce, arrêt de la Cour, *in fine*, p. 32).

(2) Sur cette question, v. Bargue, *Du recours du chef d'entreprise contre le tiers responsable d'un accident du travail*, pp. 75, sq.

(3) V. *infra*, chap. V, n° 6.

(4) Et bien entendu, devant les tribunaux commerciaux et administratifs, s'ils sont compétents.

du tiers, en se portant partie civile, dans l'action publique poursuivie devant les tribunaux répressifs, contre l'auteur de l'accident ; la situation est alors différente : l'intervention devant les tribunaux répressifs n'est autorisée qu'en faveur de la partie civile ou de la partie civilement responsable : ces deux personnes sont les seules à pouvoir figurer aux débats du procès pénal, en dehors de la personne pénalement responsable et du ministère public (1) ; or ici la personne civilement responsable et la partie civile sont respectivement représentées par *le patron du tiers auteur* de l'accident (si c'est un ouvrier, son père, si c'est un mineur, son maître, si c'est un domestique), et l'ouvrier victime de l'accident lui-même. Le patron, quelque intérêt qu'il ait à intervenir, ne trouve donc, dans le droit commun, aucun fondement suffisant à légitimer son intervention.

La jurisprudence admet cependant, tout au moins depuis la rédaction nouvelle de l'art. 7 par la loi du 22 mars 1902, l'intervention du patron dans l'instance engagée par l'ouvrier contre le tiers devant les tribunaux de répression ; elle se fonde sur la disposition du troisième alinéa de l'art. 7, alinéa ajouté par la loi de 1902 : « Le tiers reconnu responsable pourra être condamné, soit « envers la victime, soit *envers le chef d'entreprise, si celui-ci intervient dans l'instance*, etc... » La Cour de cassation estime que les termes généraux de cette disposition, d'accord avec cette considération d'équité, qu'il serait peu juste et peu logique tantôt d'accorder au pa-

---

(1) Principe certain, v. par exemple Paris, ch. corr. 2 février 1897 (D. 97, 2, 206) et, sur pourvoi crim. req., 24 juillet 1897 (D. 98, 1, 552).

tron, tantôt de lui refuser le droit d'intervention, alors que son intérêt reste le même, suffisent à autoriser l'intervention du patron devant les tribunaux répressifs (1).

Cette jurisprudence s'accorde d'ailleurs avec une solution très ancienne de la Cour de cassation, où, devant des circonstances de fait assez analogues, le droit d'intervention fut accordé, dans des conditions où l'application des principes généraux commandait évidemment un refus (2) : un individu, auteur d'un incendie, était traduit, pour ce délit, devant le tribunal correctionnel ; le droit d'intervention fut reconnu à la compagnie d'assurances intéressée, dit l'arrêt, à se faire restituer par l'auteur de l'incendie les indemnités qu'elle avait payées aux assurés. Or l'identité des situations est certaine : le patron de la victime et la compagnie d'assurances doivent également, le premier en vertu de la loi, la deuxième en vertu d'un contrat, et sans être ni l'un ni l'autre civilement responsables, indemniser la victime d'un délit, concurremment avec l'auteur de cette infraction, des dommages causés : une telle situation est évidemment digne d'intérêt, et si l'on ne saurait accorder au patron ou à la compagnie, évidemment lésés, mais non parties lésées au sens juridique du mot, le droit de se porter partie civile et de mettre ainsi en mouvement l'action publique, il est équitable de leur accorder le droit d'intervention.

Il faut ajouter que, conformément d'ailleurs aux principes du droit commun, il a été jugé que l'intervention du

---

(1) Cass. crim. 13 février 1904, (D. 1904, I, 533, avec une note signée F. T., S. 1906, I, 160 avec note).

(2) Cass. crim. req., 23 juin 1859 (*Bulletin criminel*, n° 142, p. 258).

patron devant les tribunaux de répression ne peut jamais se produire pour la première fois en cause d'appel (1).

Le patron n'a pas d'autre alternative : ou bien agir lui-même, si l'ouvrier néglige d'exercer l'action de l'art. 7, ou bien intervenir dans l'instance engagée par la victime contre le tiers : mais, au cas où le tiers responsable a été condamné, à la requête de la victime, à la réparation du dommage, sans qu'il soit intervenu dans l'instance, le patron se trouve exonéré dans les proportions de l'indemnité allouée à la victime ; il ne peut pas intenter une action spéciale contre le tiers pour faire prononcer l'exonération. Cela se comprend, si l'on accordait au patron le droit d'exercer une telle action, il en résulterait un double emploi ; et le patron n'a pas à se plaindre de se voir refuser une action qui lui compète pourtant en principe, d'après la loi de 1898, puisqu'en réalité il avait toujours le moyen de sauvegarder ses intérêts, en exerçant son droit sous la forme d'une intervention dans l'instance engagée par l'ouvrier, intervention permise devant toutes les juridictions par l'art. 7 (2).

---

(1) V. Cass. crim. 13 août 1908, *Bull. crim.* n° 357. V. *infra*, chap. III, n° 4 *in fine*.

(2) V. Loubat, *op. cit.* n° 1701, Bordeaux, 20 nov. 1905, *Mon. Jud. de Lyon*, 6 mars 1906, Cass. civ. 7 juillet 1909. (D. 1910, I, 459, avec note).

## CHAPITRE III

### **Exercice de l'action par le chef d'entreprise**

- I. — Possibilité, pour le chef d'entreprise, d'exercer l'action de l'art 7, en cas de négligence de la victime. — Ce qu'il faut entendre par négligence de la victime : question de fait.
- II. — Situation juridique du chef d'entreprise et du tiers, par rapport l'un à l'autre. — Les tiers et le patron ne sont pas des codébiteurs solidaires. — Le patron n'est pas une caution solidaire du tiers.
- III. — La disposition de l'art. 7, dernier alinéa, ne constitue pas une application de la subrogation légale (art. 1251, 3° du C. C.). — Caractère original de l'action de l'art. 7 exercée par le patron : c'est une action directe et personnelle, pouvant notamment affecter la forme d'un recours avant paiement. — Montant de la demande du patron. — Moyens qu'il peut invoquer. — Exceptions qui peuvent lui être opposées par le tiers. — Désistement nécessaire du patron, au cas d'action de l'ouvrier contre les tiers.
- IV. — Conséquences, au point de vue de l'exercice de l'action par le chef d'entreprise, de l'indépendance de l'action de droit commun et de l'action de la loi de 1898. — Impossibilité, pour le patron, actionné en vertu de la loi de 1898, d'appeler en garantie le tiers. — Impossibilité pour le tiers, d'intervenir dans l'instance engagée par la victime contre le patron. — Impossibilité d'un jugement commun au patron et au tiers. — Possibilité d'intervention de la victime dans l'instance introduite par le patron contre le tiers.
- V. — L'assureur du patron et le recours de l'art. 7. — Incertitudes jurisprudentielles. — Absence d'une clause de subrogation conventionnelle : la situation avant et après la loi du 31 mars 1905. — Existence d'une clause de subrogation conventionnelle : son interprétation comme une cession de créance éventuelle.

I. — Le dernier alinéa de l'art. 7 de la loi de 1898 admet une autre personne que la victime à bénéficier de l'action de droit commun : « Cette action contre les tiers responsables pourra même être exercée par le chef d'entreprise, à ses risques et périls, au lieu et place de la victime ou de ses ayants droit, si ceux-ci négligent d'en faire usage (1). » Il importe, avant de déterminer la nature exacte de l'action de l'art. 7, lorsqu'elle est ainsi exercée par le chef d'entreprise, de préciser ce qu'il faut entendre par la formule « si ceux-ci (la victime et ses ayants droit) négligent d'en faire usage » ; c'est, en effet, de cette condition mise à l'exercice du recours contre le tiers par le patron que résultent les aspects les plus caractéristiques de cette seconde application de l'action de droit commun.

Rechercher quelles circonstances peuvent faire considérer l'ouvrier comme négligeant d'agir contre l'auteur de l'accident, cela revient à déterminer à quel moment le patron peut exercer l'action de droit commun ; l'ouvrier peut avoir, selon les cas, trente ans ou trois ans, mais plus généralement trois ans, pour agir. Il est bien certain qu'on ne saurait obliger le patron à attendre que soit écoulé ce délai pour agir contre le tiers : faut-il admettre alors que le chef d'entreprise pourra agir, dès qu'il aura rempli les obligations mises à sa charge par la loi de 1898, mais qu'il ne pourra pas le faire auparavant (2) ? Cette solution est

---

(1) Pour tout ce chapitre, v. la thèse de Bargue, Paris, 1911, *Du recours du chef d'entreprise contre le tiers responsable d'un accident du travail*.

(2) C'est la solution soutenue, dans les premières éditions de son ouvrage, par M. Loubat.

en apparence très logique, puisque l'action de l'art. 7 est donnée au patron contre le tiers, précisément pour lui permettre de recouvrer les indemnités qu'il doit payer en vertu de la loi de 1898. En réalité, raisonner ainsi serait ne pas tenir compte des expressions de l'art. 7, qui permet au patron d'agir dans tous les cas où l'ouvrier néglige de le faire. La loi ne s'occupe donc pas de savoir si les indemnités forfaitaires sont ou non payées ; elle ne tient même aucun compte du fait que des poursuites aient été ou non engagées par la victime contre son patron, dans les termes de la loi de 1898. Déterminer quand il y a ou non négligence de l'ouvrier est donc une pure question de fait : la preuve de la négligence résultera de toute circonstance, dont on puisse à bon droit conclure à l'inaction de l'ouvrier, en ce qui concerne l'art. 7 : la victime, par exemple, a déjà introduit contre le patron une action en paiement des indemnités de la loi de 1898, sans agir contre le tiers (1) ; ou bien encore, et le fait est encore plus probant, le patron a déjà payé soit la rente forfaitaire, soit les indemnités accessoires prévues par la loi sur les accidents ; la négligence de l'ouvrier pourra enfin résulter de ce qu'il n'est pas intervenu dans la poursuite pénale dirigée contre le tiers par le ministère public, à propos de l'accident (2).

II. — Ainsi donc le patron peut agir contre le tiers, avant paiement à la victime des sommes qu'il lui doit en

---

(1) V. par exemple, Paris, 27 mars 1901 (*Pand.*, 1902, 2, 313), Trib. Saint-Etienne, 10 février 1902, *Mon. Judic. Lyon*, 20 février 1902.

(2) V. Loubat, *op. cit.*, n° 1702 ; Sachet, *op. cit.*, n° 771.

vertu de la loi de 1898, et précisément pour faire condamner le tiers à lui payer ces sommes. C'est là un aspect de l'art. 7 très singulier, et en contradiction avec les principes du droit commun : ce n'est pas le seul, et il n'est pas facile de faire rentrer l'action organisée par le dernier alinéa de l'art. 7 dans les catégories juridiques ordinaires.

Avant d'essayer de déterminer le caractère juridique du recours du patron, il faut examiner cette question, qui montre toutes les difficultés du sujet : quelle est, au cas d'un accident du travail mettant en jeu la responsabilité d'un tiers auteur, la situation juridique du chef d'entreprise et du tiers, l'un vis-à-vis de l'autre (1) ? Au premier abord, ils paraissent être codébiteurs solidaires, en ce sens que le créancier, c'est-à-dire la victime, peut à son choix s'adresser à l'un ou à l'autre. Mais, s'il y a bien un des traits distinctifs de la solidarité (2), *la pluralité d'obligés*, le second trait, tout aussi essentiel, manque absolument : il n'y a pas *unité d'obligation* ; l'obligation du patron

---

(1) V. Bargue, *op. cit.*, ch. II : *Nature juridique de l'action du chef d'entreprise* et Berthélemot, *De la responsabilité de Droit commun dans ses rapports avec la loi du 9 avril 1898*, thèse de Paris, 1901, pp. 135 sq. Il faut remarquer qu'il peut se produire une nouvelle complication des rapports entre le tiers et le chef d'entreprise, si le tiers se trouve obligé, à la suite de l'accident, et en vertu d'un contrat antérieur, à garantie envers le patron, d'après les termes du droit commun : une chaudière a fait explosion par vice de construction ; le constructeur est tenu envers les ouvriers victimes de l'explosion, par suite de l'art. 7, et il est tenu envers le chef d'entreprise auquel il doit garantir la solidité de l'objet livré.

(2) 1200 C. c. : « Il y a solidarité de la part des débiteurs, lorsqu'ils sont *obligés à une même chose*, de manière que chacun puisse être contraint pour la totalité et que le paiement fait par un seul libère les autres envers le créancier. »

dérive de la loi de 1898 et a pour objet limité les indemnités forfaitaires établies par ce texte ; l'obligation du tiers a sa base dans l'art. 1382 ; sa seule limite est la réparation intégrale du préjudice causé.

S'il n'y a pas solidarité, n'y a-t-il pas un cautionnement, le tiers étant ici le débiteur principal et le patron la caution ? Ce qui semble être un sérieux argument en faveur de cette conception, c'est qu'en somme avec le système de l'art. 7 le patron se trouve supporter l'insolvabilité du tiers ; or c'est là le sort éventuel de toute caution. Mais aussi que de différences avec les règles du cautionnement, telles qu'elles résultent des dispositions du Code civil : le cautionnement est en droit commun toujours volontaire (art. 2015) : il serait ici établi par la loi avec un caractère obligatoire ; le droit essentiel de la caution (sauf renonciation expresse) est d'invoquer, lorsqu'il est poursuivi par le créancier le bénéfice de discussion (1), tandis que le patron poursuivi ne peut pas obliger la victime à discuter les biens du tiers ; il doit payer les indemnités forfaitaires, sans pouvoir opposer aucune fin de non-recevoir.

Plus vraie en apparence est la ressemblance qui semble exister entre la situation examinée et celle qui se trouve prévue par l'art. 1216 du Code civil : il s'agit, dans ce texte, d'une dette contractée *solidairement*, mais qui concerne *exclusivement l'un des coobligés solidaires* ; la loi veut alors que le coobligé solidaire que l'obligation concerne seul soit tenu de la totalité de la dette vis-à-vis de ses coobligés ; pour arriver à ce résultat, le texte décide que les autres codébiteurs ne seront considérés, *par rap-*

---

(1) A. 2021 C. c.

port à lui, que comme ses cautions, restant entendu que par rapport au créancier, ils doivent toujours être considérés comme des débiteurs solidaires (1). L'application de ce texte à la situation du chef d'entreprise et du tiers permet en effet une explication satisfaisante de certaines particularités de l'action de l'art. 7 : l'ouvrier peut à son choix actionner le patron ou le tiers, le chef d'entreprise a une action récursoire contre le tiers : l'affaire « pour laquelle a été contractée la dette » concernait, en effet, ce seul débiteur ; on s'expliquerait même, en faisant intervenir l'art. 1216, que le patron puisse agir contre le tiers, avant paiement, dès le moment où l'ouvrier a prouvé sa négligence en introduisant contre lui, chef d'entreprise, l'action fondée sur la loi de 1898 ; avec la situation de l'art. 1216, il s'agit, en effet, dans les rapports de l'obligé, seul intéressé à la dette, et des autres codébiteurs, d'appliquer les règles régissant les rapports de la caution et du débiteur principal : or, aux termes de l'art. 2032 du Code civil, « la caution, même avant d'avoir « payé, peut agir contre le débiteur, pour être par lui « indemnisée : 1° lorsqu'elle est poursuivie en justice pour « le paiement... » (2). Il semble donc que l'art. 7 soit une

---

(1) Planiol. *Traité élémentaire du Droit civil*, 6<sup>e</sup> édit. 1912, t. II, n° 768.

(2) Seulement, avec cette théorie, il faudrait considérer que la preuve de la négligence de l'ouvrier doit pour le moins résulter de ce qu'une action, en vertu de la loi de 1898, a été par lui intentée contre le patron. Or, nous avons indiqué qu'il nous semblait résulter des dispositions de l'art. 7 qu'aucune règle aussi limitative ne pouvait être posée ici ; la négligence de l'ouvrier pouvant par exemple résulter de sa non-intervention dans la poursuite pénale dirigée contre le tiers. (V. *Supra*, même chapitre, n° 1).

traduction, dans une forme différente, du principe de l'art. 2032. Cependant une grave objection subsiste : l'hypothèse envisagée dans l'art. 1216 est un cas de *cautionnement solidaire* (1) et encore qu'en apparence et dans ses rapports avec le créancier le codébiteur, que la dette ne concerne pas et qui serait ici le patron, soit traité comme un codébiteur solidaire, il n'en est pas moins, et seulement, une *caution* ; or la caution est un débiteur accessoire : le cautionnement « ne se comprend que par l'existence d'une obligation principale, que garantit la caution » (2). Or, ici, le chef d'entreprise ne peut pas être considéré comme un débiteur accessoire, son obligation est principale ; elle est, de plus, directe et absolument distincte de celle du tiers. En effet, l'obligation du chef d'entreprise consiste en ce qu'il est personnellement tenu envers l'ouvrier des indemnités forfaitaires prévues par la loi de 1898 : on ne saurait imaginer que cette obligation du chef d'entreprise soit accessoire à celle du tiers ; d'ailleurs, la dette du tiers et celle du chef d'entreprise ont des fondements bien différents, la première est basée sur la responsabilité délictuelle, la seconde sur le risque professionnel. Ainsi, l'on peut affirmer que le patron et le tiers sont également, et en vertu d'obligations absolument distinctes, débiteurs principaux ; on ne saurait dire, par suite, que le patron soit, au regard du tiers, dans la situation d'une caution solidaire.

III. — Comment alors caractériser les relations juridiques du tiers et du chef d'entreprise, et comment définir

---

(1) V. Planiol, *op. cit.*, t. II, n<sup>os</sup> 2351, sq.

(2) Planiol, *op. cit.*, t. II, n<sup>o</sup> 2324.

l'action de l'art. 7, lorsqu'elle est exercée par le patron ? On a parfois essayé de le faire, en soutenant que le recours accordé au patron par l'art. 7 de la loi de 1898 constituait une application de la subrogation légale prévue par l'article 1251, 3°, du Code civil, qui dispose que « la subrogation a lieu de plein droit... 3° au profit de celui qui, « étant tenu avec d'autres ou pour d'autres au paiement « de la dette, avait intérêt à l'acquitter ». Il est évident d'abord que cette subrogation légale ne pourrait fonctionner qu'au cas seulement où le chef d'entreprise aurait payé à la victime les indemnités prévues par la loi de 1898 : il faudrait donc chercher une explication particulière au cas où le patron agirait contre le tiers, sans avoir rien payé à l'ouvrier. Mais au cas même où le patron aurait versé l'indemnité forfaitaire, on ne saurait voir dans son recours une application de la subrogation légale de l'art. 1251, 3° ; en effet, la subrogation légale ne s'applique pas au cas où des débiteurs, tout en étant obligés *par un même événement*, le sont en vertu d'obligations *dissemblables* : or le patron est tenu en vertu d'un *contrat*, le tiers est obligé en vertu d'un *délit ou quasi-délit* ; il est dans une hypothèse voisine de jurisprudence constante que l'assureur de la victime, tenu envers elle, en vertu d'un titre analogue à celui par suite duquel est tenu le patron, c'est-à-dire par un *contrat*, n'est pas, lorsqu'il paye l'indemnité qu'il doit à la victime, subrogé à elle, par application de l'article 1251, 3°, du Code civil : il acquitte, comme le dit un très ancien arrêt, « une dette qui lui est personnelle et qui « n'a rien de commun avec celle qui incombe à l'auteur « de l'accident » (1) ; la situation du patron vis-à-vis de

(1) Cass. civ., 2 mars 1829 (*Juris. générale Dalloz*, v. *Assurances terrestres*, n° 247). V. note de M. Dupuich, sous un arrêt de Paris du 14 déc. 1909 (D. 1912, 2, 30).

la victime est identique à celle de l'assureur, il ne saurait donc bénéficier de ce cas de subrogation légale, que d'ailleurs les auteurs réservent aux codébiteurs solidaires, aux codébiteurs d'une obligation indivisible, aux cautions d'une même dette dans leurs rapports entre elles, et à la caution dans les rapports avec le débiteur (1) ; or nous avons précisément montré que le patron et le tiers n'étaient par rapport l'un à l'autre ni codébiteurs solidaires, ni caution et débiteur principal (2).

Il faut tirer de cette idée que l'action du patron ne résulte pas d'une subrogation légale, l'application suivante : le tiers condamné à des dommages-intérêts envers l'ouvrier ne saurait, au regard de cet ouvrier, et pour lui refuser le paiement de cette créance exécutoire, se prévaloir d'une défense qui lui aurait été signifiée, avec les formalités de la saisie-arrêt, par le patron de la victime se prétendant autorisé à agir ainsi en tant que subrogé aux droits de celle-ci, comme lui ayant payé l'indemnité mise à sa charge par la loi de 1898 (3) ; cette solution ne saurait, d'ailleurs, être considérée comme contraire à l'équité, puisqu'en tout cas la loi de 1898 réserve au patron un moyen de sauvegarder ses droits, l'intervention dans l'ins-

---

(1) Il faut ajouter à cette liste la caution réelle, et le tiers acquéreur d'un immeuble hypothéqué, dont la situation est évidemment sans rapport avec celle du chef d'entreprise au regard de l'action de l'art. 7. V. Planiol, *op. cit.*, t. II, n° 501.

(2) *Supra*, même chapitre, n° 2.

(3) V. sur ce point la note de M. Dupuich, sous l'arrêt précité de Paris, 14 décembre 1909. La Cour, dans l'espèce, qui fait l'objet de cette décision, s'est bornée à repousser la prétention du tiers, pour cette raison, que la défense faite ne l'avait pas été avec les formalités de la saisie-arrêt.

tance introduite par la victime contre le tiers (1). On peut noter en passant qu'une décision a au contraire autorisé le patron ou son assureur à demander que l'indemnité due par le tiers, à la suite du jugement rendu sur l'instance intentée par la victime, soit versée aux mains d'un séquestre ; le chef d'entreprise est également fondé, d'après ce même jugement, à former une saisie-arrêt entre les mains de ce séquestre sur la dite indemnité : ces conséquences résulteraient implicitement du droit d'action accordé au patron par l'art. 7, en cas de négligence de l'ouvrier (2).

Il faut ajouter que la conception considérant le recours du patron contre le tiers comme une application de la subrogation légale de l'art. 1251, 3°, amènerait une conséquence parfaitement inique et d'ailleurs contraire au texte même de l'art. 7 : le patron subrogé aux droits de l'ouvrier pourrait réclamer au tiers, dans les mêmes conditions que cet ouvrier, une réparation intégrale du préjudice causé, alors que lui-même, par suite du fonctionnement de la loi de 1898, se trouve toujours débiteur d'indemnités ne représentant qu'une réparation incomplète de l'accident. Cette conséquence est évidemment inadmissible : on ne saurait concevoir que le patron trouve dans l'exercice de l'action de l'art. 7 une occasion d'enrichissement sans cause aux dépens de l'ouvrier ; sans compter d'ailleurs qu'elle serait une violation manifeste du principe que « nul ne plaide par procureur », une telle conséquence se heurterait aux dispositions de l'art. 7, qui déclare, au cas où l'action est exercée par l'ouvrier, que

---

(1) *Supra*, chap. II, n° 3.

(2) Trib. civil de la Seine, 29 oct. 1910. *Rec. acc. trav.*, 1912 110.

la condamnation du tiers exonérera, à *due concurrence*, le patron ; il faut transporter le principe dans notre hypothèse et affirmer que le chef d'entreprise ne peut agir contre le tiers qu'à *due concurrence*, c'est-à-dire à concurrence des indemnités dont il est débiteur en vertu de la loi de 1898 (1). Il est cependant des hypothèses, comme nous le verrons plus loin, où le fonctionnement même des principes de l'art. 7 amène le patron à obtenir une condamnation du tiers à des indemnités plus fortes que celles dont il était redevable en vertu de la loi de 1898 (2).

Les explications qui précèdent conduisent à formuler la conclusion suivante : l'action organisée par l'alinéa final

---

(1) La jurisprudence et les auteurs sont divisés sur le point de savoir si l'action de l'art. 7 est ou non une application de la subrogation légale de l'art. 1251, 3° du C. c. Dans le sens du texte, note précitée de M. Dupuich (D. 1912, 2, 31), Desserteaux (sous réserves), *op. cit.* p. 50, Cabouat, *op. cit.*, n° 237. Note anonyme sous Cass. req. 10 janvier 1905 (S. 1907, 1, 510), et même arrêt ; Bargue, *op. et loc. cit.* *Contra*, Chardiny, *Commentaire historique et analytique de la loi du 9 avril 1898*, 1898, p. 157, Berthélemot, *op. cit.*, pp. 140, sq ; Sachet, *op. cit.*, n° 780. T. Seine, 16 février 1900, *Gaz. Pal.*, 7 mars 1900. Une opinion intermédiaire estime que la disposition de l'art. 7 a créé une subrogation *sui generis*, différente de la subrogation de l'art. 1251, 3°. Cette opinion arrive aux mêmes conséquences que la thèse soutenue au texte ; il nous paraît plus juridique de dire que le recours permis au patron par l'art. 7, constitue une action directe et personnelle absolument distincte de l'action exercée par la victime (v. par exemple note précitée sous Cass., 10 janv. 1905 (S. 1907, 1, 510).

(2) M. Desserteaux dont la doctrine assez fuyante paraît surtout insister sur le caractère possible de recours avant paiement de l'action exercée par le patron, affirme, *op. cit.* pp. 50 et 51, dans les termes les plus généraux, que le patron pourra réclamer l'intégralité du préjudice causé. En ce qui concerne les hypothèses exceptionnelles signalées au texte, v. *infra*, même chap.

de l'art. 7 de la loi de 1898 au profit du chef d'entreprise contre le tiers auteur d'un accident du travail n'est pas une application de la subrogation légale, de l'art. 1251, 3°, du Code civil, c'est une action directe et personnelle du patron, organisée par la loi de 1898 sur des bases tout à fait originales puisqu'elle peut fonctionner comme un recours avant paiement : elle présente, *mais en apparence seulement*, un certain nombre des caractères qui marquent dans le cautionnement solidaire, le recours de la caution contre le débiteur seul intéressé à la dette (1).

Cette idée générale donnée, il en faut tirer les conséquences : au point de vue d'abord du montant de la demande du tiers, nous avons indiqué déjà qu'aussi bien en vertu d'une considération d'équité que par suite des termes mêmes de l'art. 7, le patron ne pouvait pas demander une indemnité supérieure à celle dont il est tenu envers son ouvrier, d'ailleurs le principe de droit commun est que l'intérêt est la limite de l'action ; or le patron n'aurait aucun intérêt à agir pour le surplus (2) ; mais supposons que le patron agisse en vertu de l'art. 7, alors

---

(1) On peut donc à bon droit considérer le recours du patron tel qu'il résulte de l'art. 7 comme « une de ces innovations curieuses et trop peu remarquées par lesquelles les lois ouvrières renouvellent les théories de droit civil. » (Desserteaux, *op. cit.* p. 50). Il faut d'ailleurs remarquer que si souvent ces modifications profondes aux théories traditionnelles sont nécessitées par la nouveauté même des situations auxquelles elles s'appliquent, elles résultent parfois aussi de l'absence complète de méthode, qui préside trop souvent à l'élaboration législative.

(2) V. Loubat, *op. cit.* n° 1713 et Sachet, *op. cit.*, n° 783, qui fait assez singulièrement de ce principe une conséquence de la subrogation. D'ailleurs, l'ouvrier pourra, lui, toujours intervenir dans l'instance introduite par le patron pour réclamer ce

qu'il n'a pas payé l'ouvrier, et que la solution sur cette action contre le tiers intervienne avant toute solution à l'action fondée sur la loi de 1898 : comme l'action de droit commun exercée par l'ouvrier, l'action de droit commun exercée par le patron est complètement indépendante de l'action ordinaire de la loi de 1898 (1) ; par suite, la décision rendue sur l'instance dirigée contre le tiers, décision formulant une première estimation des indemnités forfaitaires dues par le patron, ne liera pas le tribunal devant lequel se trouvera portée l'action normale de la loi de 1898 ; et cette seconde juridiction pourra donner une estimation inférieure des indemnités qu'elle juge être dues par le chef d'entreprise, en vertu de la loi de 1898 : d'où, dans cette hypothèse, le patron aura touché plus qu'il n'aura payé ; il semble qu'il devra compte de ce surplus au tiers en vertu de la théorie de l'enrichissement sans cause. Il faut à cette hypothèse rapprocher un autre résultat analogue, que nous examinerons plus loin et qui est, lui, une conséquence indirecte de l'indépendance respective de l'action de l'art 7, exercée par le patron, et de l'action ordinaire de la loi de 1898 (2).

Ce n'est pas pour le chef d'entreprise dépasser dans sa demande le montant de ce qu'il verse à l'ouvrier que de

---

surplus représentatif de la différence entre l'indemnité forfaitaire et le préjudice réel (v. *infra*, même chapitre, n° 4 *in fine*). Cabouat, *op. cit.*, n° 237, admet que le chef d'entreprise devra limiter sa demande à l'indemnité qu'il doit en vertu de la loi de 1898, parce qu'il agit ici comme la caution, dont le droit, aux termes des principes généraux, ne va pas au-delà de ce qui est nécessaire pour la rendre indemne de son obligation éventuelle.

(1) V. *Supra*, chapitre II, n° 2.

(2) *Infra*, n° 4.

demander aux tribunaux d'obliger le tiers à déposer à la Caisse nationale des retraites un capital suffisant pour assurer le service de la rente due par le patron à l'ouvrier, bien que le patron, tenu en vertu de la loi de 1898, ne soit assujéti à aucun dépôt de ce genre (1); le tiers est, en effet, tenu en vertu du droit commun : or celui-ci permet aux tribunaux d'entourer l'allocation de dommages-intérêts des garanties qui paraissent nécessaires ; il faut même remarquer, quoi que semble en dire l'arrêt de la Chambre des requêtes du 10 janvier 1905, qui donne avec raison cette solution, que celle-ci devrait rester la même au cas où le patron agirait en vertu d'une subrogation légale aux droits de l'ouvrier : la victime peut, en effet, demander aux tribunaux, lorsqu'elle agit directement contre le tiers responsable, de pareilles garanties (2).

Le patron peut être, à la suite d'une instance de revision basée sur la loi de 1898, condamné à payer à la victime une indemnité supplémentaire : en pareil cas, il pourra répéter ce supplément contre le tiers ; celui-ci ne pourra pas invoquer, pour faire repousser cette demande, l'autorité de la chose jugée, tirée d'une première décision judiciaire : la modification des dommages-intérêts reste en effet toujours possible en droit commun, lorsqu'il se produit une aggravation ou une diminution du préjudice causé (3).

La victime peut, par application du droit commun, transiger avec le tiers : dans ce cas, le patron pourra tou-

---

(1) V. Cass., arrêt précité du 10 janvier 1905, et la note.

(2) *Infra*, chapitre V, n° 5.

(3) En ce sens, Loubat, *op. cit.*, n° 1714. Trib. com. Marseille, 27 juin 1902. *Rec. Marseille*, 1902, 1334.

jours réclamer au tiers les indemnités dont il est tenu en vertu de la loi de 1898 ; en effet, puisque l'action du patron constitue une action directe et personnelle et non une véritable subrogation, la transaction est, au regard du patron, *res inter alios acta* ; en fait d'ailleurs elle peut être le résultat d'une collusion, et le patron pourra agir en vertu de l'art. 7, sans qu'on puisse considérer que la transaction soit une preuve certaine que la victime a entendu ne pas négliger l'exercice de son droit vis-à-vis du tiers (1).

Il faut également tirer de cette idée, que la loi de 1898 n'a pas voulu créer par l'action de l'art. 7 exercée par le patron un cas de subrogation légale, cette conséquence que le patron n'est pas limité pour soutenir sa demande aux moyens que la victime pouvait invoquer contre le tiers : il peut également invoquer des moyens personnels, et par exemple les obligations résultant d'un contrat de louage passé entre lui et le tiers (2).

Quant au tiers, il pourra au contraire seulement opposer au chef d'entreprise les exceptions qu'il aurait pu opposer à la victime : en effet, si le patron agit en son nom personnel, il agit aussi « aux lieu et place de la victime » ; le tiers ne saurait par suite opposer à l'action une exception purement personnelle, par exemple la compensation avec une somme que le patron lui-même lui devrait. Il faut réfuter à ce propos, la thèse suivante : on a soutenu qu'en

---

(1) En ce sens, Trib. Seine, 7 nov. 1903, *Gaz. Trib.*, 9 décembre 1903. *Contra*, trib. Rouen, 29 février 1901. *Rec. minist. com.*, t. 1, p. 544 ; Paris, 27 juin 1903. *Rev. Jud. acc. trav.*, 1903, p. 278. V. sur la question, Tollard, *op. cit.*, pp. 234, sq.

(2) En ce sens, Loubat, *op. cit.*, n° 1716 ; Rouen 18 juillet 1903, *Gaz. Trib.*, 25 nov. 1903.

réalité les dispositions de l'art. 7, si on les combinait avec les principes généraux, avaient eu pour effet de donner au chef d'entreprise la possibilité d'exercer deux actions de droit commun ; le patron aurait un recours contre l'auteur de l'accident, sans qu'il soit besoin de texte ; il pourrait en effet dire au tiers : vous m'avez causé un préjudice, puisque j'ai dû verser, par suite de votre faute, une indemnité à l'ouvrier que vous avez blessé, vous m'en devez donc, en vertu de l'art. 1382, le remboursement ; à côté de cette action, la loi de 1898 a créé une subrogation du patron à l'ouvrier, et il n'y a pas là double emploi : tantôt le patron aura intérêt à agir par son action personnelle de droit commun, tantôt il vaudra mieux pour lui exercer l'action qui lui est conférée par l'art. 7 : c'est ainsi qu'il invoquera uniquement le droit commun, toutes les fois que l'action du chef de l'ouvrier aurait été paralysée par une exception quelconque, et l'on vise surtout ici la compensation ; supposons que l'ouvrier blessé soit lui-même débiteur du tiers : si le patron agit contre le tiers comme subrogé aux droits de l'ouvrier, le tiers va pouvoir lui opposer la compensation ; s'il agit personnellement, le tiers ne pourra plus invoquer cette exception. En réalité, point n'est besoin d'imaginer un système aussi compliqué : le patron a une seule action personnelle et directe, l'action de droit commun, modifiée sur certains points par la loi de 1898 : il agit, sans qu'il y ait une véritable subrogation, au lieu et place de la victime ; cela suffit pour que l'exception de compensation ne puisse lui être opposée ; elle n'aurait pu, en effet, l'être à l'ouvrier, parce que la créance de la victime, basée, en partie au moins, même lorsqu'il s'agit de l'art. 7, sur la loi de 1898 (puisqu

l'indemnité du tiers exonère à due concurrence le chef d'entreprise) est, en vertu de l'art. 3, incessible et insaisissable (1).

Il résulte de la disposition de l'art. 7 suivant laquelle le patron ne peut exercer son action contre le tiers qu'en cas de négligence de la victime ou de ses représentants, cette conséquence que si, au cours de l'instance dirigée par le patron contre le tiers, la victime exerçait contre le tiers l'action qui lui compète en vertu de l'art. 7, le patron devrait se désister : il lui resterait toujours, pour sauvegarder ses droits, la possibilité d'intervenir dans l'instance dirigée par la victime contre le tiers (2).

IV. — L'action du patron contre le tiers présente donc un caractère original, qui en fait autre chose qu'une simple application de la subrogation légale : elle est, à un autre point de vue, marquée par son indépendance complète vis-à-vis de l'action ordinaire de la loi de 1898 ; il nous faut maintenant indiquer les conséquences importantes qui découlent de cette indépendance respective des deux actions.

La différence des prescriptions amène d'abord une situation vraiment extraordinaire ; l'action de la loi de 1898 est soumise à la prescription annale. Supposons que la

---

(1) La thèse consistant à soutenir que le patron a le choix entre deux actions de droit commun est soutenue par Berthélemy, *op. cit.*, n° 237.

(2) Loubat, *op. cit.*, n° 1711. Bargue, *op. cit.*, pp. 89, sq, soutient qu'on ne pourrait donner cette solution qui nous paraît résulter des termes formels de l'alinéa final de l'art. 7, qu'au cas seulement où l'on considérerait l'action du patron comme une action subrogatoire.

victime ait laissé passer un an sans réclamer au patron les indemnités prévues par la loi de 1898 ; elle n'a pas non plus agi contre le tiers, en vertu de l'art. 7 ; le patron se trouve donc à l'abri de toute poursuite de la part de l'ouvrier ; d'autre part, l'abstention de la victime, même en ce qui concerne l'action ordinaire de la loi de 1898, est une preuve concluante de sa négligence à l'égard de l'action de droit commun ; celle-ci cependant n'est pas prescrite, puisqu'elle se trouve soumise à la prescription de droit commun, qui est au minimum de trois ans : le patron va donc pouvoir exercer l'action contre le tiers, alors pourvu qu'il n'a rien déboursé : il semble qu'on soit obligé d'admettre cette conclusion, étant donnés les termes de l'art. 7 et les règles qui régissent respectivement les deux actions. Il y a là évidemment une situation paradoxale, le correctif en serait dans la possibilité d'une action de l'ouvrier contre le patron, en remboursement de ce que celui-ci aurait obtenu du tiers : si l'on refusait à l'ouvrier une pareille action, le chef d'entreprise bénéficierait d'un véritable enrichissement sans cause (1) ; d'ailleurs quand l'ouvrier agit alors contre le patron, c'est non pas en vertu de l'action de la loi de 1898, inopérante puisqu'éteinte par la prescription annale, mais en vertu d'une variété de l'action *de in rem verso*, organisée par le Code civil, et comme telle non prescrite (2).

---

(1) L'auteur qui a signalé et analysé l'hypothèse examinée au texte, Desserteaux, *op. cit.*, pp. 51 et 52 n'hésite pas à déclarer « le mieux est de dire qu'il y a là un avantage, que la loi fait au patron en échange des charges très lourdes qui lui sont imposées ». Et s'il admet la possibilité d'une action *de in rem verso* de l'ouvrier, c'est malgré que « les textes de la loi soient plutôt défavorables à cette solution ».

(2) V. Desserteaux, *op. et loc. citat.*

Une application fréquente faite par la jurisprudence de l'indépendance des deux actions consiste dans le refus au patron assigné en vertu de la loi de 1898, du droit d'exercer l'action de l'art. 7 sous la forme d'un appel en garantie du tiers responsable de l'accident : la demande en garantie suppose, en effet, obligatoirement l'existence d'un lien entre l'obligation de l'appelé en garantie, et celle du débiteur garanti ; il faut que les deux dettes soient sinon identiques, du moins indivisibles et connexes ; nous avons montré déjà que l'obligation du chef d'entreprise n'avait aucun lien de connexité avec celle du tiers (1) ; il serait, d'ailleurs, vain, pour soutenir que l'appel en garantie est possible, de prétendre que les termes de l'art. 7 ont eu pour but de créer une action en garantie spéciale contre l'auteur du dommage : en réalité, les dispositions de ce texte ont eu seulement pour but de donner au patron le droit d'agir dans les mêmes conditions que l'ouvrier ; or, celui-ci peut tout simplement assigner le tiers devant le tribunal de son domicile, suivant les règles ordinaires de la compétence ; on ne saurait donc, en vertu de ce texte, autoriser un appel en garantie obligeant le tiers à se défendre devant le tribunal du lieu de l'accident (2).

Il faut, pour les mêmes raisons, refuser au tiers le droit d'intervenir dans l'instance en paiement des indemnités

---

(1) *Supra*, chapitre II, n° 2.

(2) En ce sens, Loubat, *op. cit.*, n° 1706 ; Sachet, *op. cit.*, 781 ; Cabouat, *op. cit.*, n° 237. Nombreuses décisions en ce sens. V. notamment Trib. Dijon, 15 mars 1900. *Gaz. pal.* 1900, 1.570 ; trib. Seine, 7 avril 1900, *Gaz. Trib.* 1900, 1<sup>er</sup> semestre, 2, 492 ; 12 mai 1900, *op. cit.*, 2<sup>e</sup> sem., 2, 129 ; 2 juillet 1900, *op. cit.*, p. 242 ; 28 sept. 1900, *Gaz. Pal.* 1901, 1, 159 ; 14 mai 1901, *Gaz. Trib.* 1902, 1<sup>er</sup> sem., 2, 101 ; Cass. req., 6 juillet 1903, S. 1905, 1, 268. *Contra*,

forfaitaires de la loi de 1898, intentée par la victime ou ses ayants droit contre le chef d'entreprise. La base nécessaire à toute intervention dans un procès, c'est que le jugement à intervenir puisse préjudicier à la personne intervenante : or, ici, le jugement rendu sur l'action de la loi de 1898 ne pourra, quelle que soit la décision prise par le tribunal, préjudicier au tiers responsable, puisque la question qui se pose au cours de l'instance contre lui est absolument différente de celle qui doit être résolue dans l'instance poursuivie en vertu de la loi de 1898 ; dans cette dernière, c'est la question du risque professionnel qui est jugée ; dans l'autre, c'est celle de la responsabilité délictuelle, et le jugement rendu sur l'une de ces questions n'a aucunement l'autorité de la chose jugée à l'égard de la seconde (1).

---

trib. Saint-Calais, 12 janvier 1900, *Gaz. Pal.* 1900, 1, 319. — Il semble, d'ailleurs, que la solution donnée par la jurisprudence et la doctrine s'impose par suite des déclarations très nettes faites au cours des travaux préparatoires, relativement au caractère du recours du patron : on a signalé d'ailleurs que la Chambre avait repoussé un amendement présentant l'action formellement comme un recours en garantie (*Supra*, introduction, n° 2).

(1) V. Trib. Seine, 14 mai 1901, *Gaz. Trib.* 1902, 1<sup>er</sup> sem., 2 101 ; Loubat, *op. cit.*, n° 1707 ; Sachet, *op. cit.*, n° 782. Ce dernier auteur signale l'intérêt manifeste que pourrait avoir le tiers à assister à l'enquête sur l'accident. Mais comme il l'observe, l'enquête précédant l'ouverture de l'instance, ce n'est pas par voie d'intervention que le tiers pourrait arriver à obtenir une enquête menée contradictoirement avec lui. D'ailleurs, la désignation limitative, par la loi de 1898, des personnes dont la présence à l'enquête est autorisée, suffit à faire repousser toute prétention du tiers sur ce point. Chardiny, *op. cit.*, pp. 154 et 155, admet, au contraire, l'intervention du tiers et la possibilité de son assistance à l'enquête.

C'est encore pour cette dernière raison qu'il ne saurait être permis au patron de demander que, tout au moins, le jugement contre lui rendu lui soit commun avec le tiers (1).

Par contre, il faut admettre que l'intervention de la victime est possible dans l'instance engagée par le patron contre le tiers : en effet, rien n'indique que l'art. 7 considère la négligence de l'ouvrier comme une cause de forclusion ; ce texte se borne à faire de cette négligence la condition nécessaire à l'ouverture de l'action au profit du patron ; et, d'autre part, l'ouvrier a bien à agir ainsi un intérêt, seule condition mise au droit d'intervention : il peut, en effet, réclamer au tiers la réparation intégrale du préjudice causé, c'est-à-dire une indemnité supérieure aux réparations forfaitaires de la loi de 1898, alors que la demande du chef d'entreprise est précisément limitée au montant de l'obligation mise à sa charge par le fonctionnement du risque professionnel (2).

Cette intervention ne peut, par contre, se produire que devant la juridiction de première instance. Il résulte, en effet, des principes généraux (art. 464 C. pr. c.) qu'on ne peut former devant la cour d'appel aucune demande nouvelle ; le principe ne reçoit exception qu'en faveur de la personne qui pourrait éventuellement former tierce opposition ; or, sans conteste, la victime ne pourrait pas former tierce opposition à l'arrêt rendu sur le recours du patron. Par suite, l'ouvrier victime ne saurait être reçu

---

(1) Loubat, *op. cit.*, n° 1708. Trib. de Dijon, 15 mars 1900, *Gaz. Pal.*, 1900, 1, 570.

(2) En ce sens, Loubat, *op. cit.*, n° 1710 ; Sachet, *op. cit.*, n° 772, Paris, 11 novembre 1910 (D. 1911, 2, 169).

à intervenir pour la première fois en cause d'appel pour réclamer le supplément d'indemnité auquel il a droit. Il faut rapprocher cette solution de celle qui a été indiquée en ce qui concerne l'impossibilité d'intervention du patron devant les juridictions répressives d'appel (1).

V. — Il reste à examiner la question suivante : quels vont être, en ce qui concerne l'action de l'art. 7, les droits de l'assureur du patron, ayant, en vertu du contrat d'assurance, payé les diverses indemnités de la loi de 1898 ? Pendant longtemps la jurisprudence et une grande partie de la doctrine décidaient que tout fait entraînant pour l'assureur la nécessité de payer une indemnité devait être considéré comme lui causant un préjudice immédiat, direct et personnel, dont réparation lui était due par l'auteur de ce fait : en conséquence, et sans qu'il soit besoin d'invoquer d'autre texte, la jurisprudence permettait à l'assureur de poursuivre, en vertu des art. 1382 et 1383 du Code civil, le tiers auteur responsable de la réalisation du risque assuré (2).

De nombreux arrêts se sont élevés contre cette juris-

---

(1) La solution indiquée au texte est formulée par l'arrêt de Paris du 11 novembre 1910, précité (sous cet arrêt, note signée G. L.). V. *Supra*, chap. II, n° 3.

(2) V. sur cette jurisprudence et sur la tendance contraire, la note de M. Capitant sous Montpellier, 9 janvier 1905 et Paris, 21 mars 1905 (D. 1906, 2, 185), et la note de M. Wahl et les renvois sous Amiens, 7 déc. 1902 et Paris, 27 mars 1903 (S. 1903, 2, 257). *Adde*, Capitant, *Du recours soit de l'assureur, soit de l'assuré contre le tiers, qui par sa faute, a amené la réalisation du risque prévu au contrat d'assurance*. (Rev. trim. de Droit civil, 1906, pp. 37 sq.) ; Paumier, *Des Droits de l'assureur contre les tiers responsables de la réalisation du risque*, thèse, Paris, 1906.

prudence, apportant pour la combattre des arguments juridiques assez peu probants, mais des considérations d'équité parfaitement exactes, au moins en ce qui concerne les assurances de personnes : il est clair, en effet, que pour ces contrats d'assurance, dans lesquels l'indemnité payée en cas de réalisation du risque, peut se trouver, d'après les combinaisons adoptées, supérieure au dommage causé, il est parfaitement injuste de permettre à l'assureur, en réclamant au tiers des dommages-intérêts égaux à l'indemnité par lui versée, de demander parfois à l'auteur de l'accident une réparation supérieure au préjudice. Dans tous les cas, la jurisprudence est très divisée sur le principe : comment alors faut-il raisonner, dans le cas particulier de l'assurance des accidents du travail ?

Il faut, tout d'abord, remarquer que la situation est ici bien différente de celle qui se présente dans les autres contrats d'assurance ; une personne s'est assurée personnellement contre les risques d'incendie, ou contre les risques d'accident : quand un tiers met le feu à la maison ou cause l'accident, l'assuré subit un *préjudice propre*, soit dans sa personne, soit dans ses biens ; dans le cas, au contraire, où il s'agit d'un accident du travail, le fait que l'accident a été causé par un tiers ne change rien à la situation du patron et ne lui cause aucun préjudice ; au lieu que l'assureur subit un préjudice, puisque, sans l'intervention de l'activité malfaisante ou imprudente du tiers, il n'aurait rien eu à payer : il semble donc juste qu'au cas où l'assureur a payé les indemnités forfaitaires de la loi de 1898, ce soit à lui et non au patron que soit accordé l'exercice de l'action de l'art. 7. L'équité est évidemment en ce sens, mais il faut cependant trouver un fondement juridique à l'exer-

cice de l'action par l'assureur ; or, avec le texte primitif de la loi de 1898, il semble bien qu'on ne pouvait songer à appliquer ici la disposition de l'art. 1251, 3°, du Code civil, que nous avons eu déjà à examiner (1), et qui établit la subrogation « au profit de celui qui, étant tenu avec « d'autres ou pour d'autres au paiement de la dette, avait « intérêt à l'acquitter » ; en effet, dans la loi de 1898, l'assureur n'apparaissait pas dans l'instance entre l'ouvrier et le patron, seul tenu des indemnités prévues ; il ne pouvait donc, avec ce système, fonder son action contre le tiers que sur l'art. 1382, et précisément une fraction importante de la jurisprudence n'admettait pas une telle action (2). Au contraire, il nous semble que depuis la loi du 31 mars 1905, qui a organisé la substitution, toutes les fois qu'il y a un contrat d'assurance, de l'assureur à l'assuré, au cours de l'instance en paiement des indemnités forfaitaires prévues par la loi de 1898, la situation est autre : l'assureur, tenu de payer aux lieu et place du patron, rentre bien dans le cadre de l'art. 1251, 3°, du Code civil ; d'autre part, par suite de la substitution de l'assureur, le patron assuré n'a plus d'intérêt à exercer l'action de l'art. 7 ; c'est donc à l'assureur et non au patron que doit être accordé le recours, en vertu de la subrogation légale telle qu'elle est établie par l'art. 1251, 3°, du Code civil (3).

---

(1) *Supra*, même chapitre, n° 3.

(2) On peut citer, comme accordant à l'assureur, antérieurement à la loi de 1905, le droit d'agir en vertu de l'art. 1382, Loubat, *op. cit.*, n° 1705, et Rouen, 18 juillet 1903, *Gaz. Trib.* 25 novembre 1903.

(3) En ce sens, Loubat, *op. cit.*, n° 1718, Paumier, *op. cit.*, pp. 104 sq. ; Capitant, *op. cit.*, *Rev. trim.* 1906, p. 61, en note. L'assureur, agissant comme subrogé légalement, ne pourra pas

Devant les incertitudes de la doctrine et de la pratique, les compagnies d'assurances prennent habituellement la précaution d'insérer dans le contrat d'assurance une clause de subrogation conventionnelle relative à notre hypothèse : une compagnie d'assurances mutuelles stipulera, par exemple, « qu'elle poursuivra au nom des sociétaires les tiers auteurs des accidents » (1). Une pareille clause, ou d'autres analogues, donnent à l'assureur la possibilité d'exercer contre le tiers le recours de l'art. 7 ; mais il faut observer, avec la jurisprudence, qu'il ne s'agit pas là, à proprement parler, d'une subrogation conventionnelle : toute subrogation conventionnelle suppose, en effet, le paiement de la dette d'autrui ; or, l'assureur, en versant à l'assuré l'indemnité prévue par le contrat d'assurance, ne fait évidemment que payer sa propre dette. Aussi la jurisprudence voit dans la clause indiquée la cession d'une créance éventuelle ; une pareille cession oblige, du jour où l'événement prévu s'est réalisé, le débiteur à se libérer aux mains du cessionnaire ; sur un seul point pourraient s'élever quelques doutes : c'est qu'on ne voit pas ici comment et à quel moment a été payé le prix de la cession ; mais ce n'est pas là une objection concluante ; il est, en effet, de jurisprudence certaine que la cession de créance peut s'effectuer non pas seulement à titre de vente, mais encore

---

réclamer plus que le patron lui-même : c'est dire qu'il faudrait appliquer même après la loi de 1905 la solution donnée par un arrêt de Dijon du 30 mai 1901, refusant à l'assureur le droit de demander le remboursement du montant de la réserve mathématique qu'il aurait été obligé de constituer en vertu de l'art. 27 de la loi de 1898 (*Rev. min. du com.*, t. III, p. 14).

(1) V. Paris, 24 nov. 1903, D. 1906, 2, 428 et S. 1904, 2, 174.

à titre gratuit, ou encore comme ici à titre de clause et condition d'un acte à titre onéreux, le contrat d'assurance (1)

---

(2) Jurisprudence constante aussi bien dans la matière spéciale des accidents du travail que dans les cas habituels d'assurance contre les accidents : v. sous Paris, 24 nov. 1903, précité, dans Dalloz, la note avec les références et la jurisprudence. *Adde*, note précitée de M. Capitant, sous Montpellier, 9 janvier 1905. En ce qui concerne spécialement l'assurance contre les accidents du travail, v. spécialement Paris, 24 novembre 1903, précité, et Paris, 31 décembre 1907 (S. 1909, 2, 45 avec note).

## CHAPITRE IV

### **Personnes contre lesquelles l'action peut être exercée**

- I. — Textes de la loi de 1898 déterminant les personnes contre lesquelles l'action de l'art. 7 peut être exercée.
- II. — Difficultés d'interprétation : combinaison des principes du risque professionnel et de la responsabilité délictuelle.
- III. — Difficultés pratiques : complexité des situations de fait.
- IV. — Méthode et plan à suivre.
- V. — Situations où l'auteur de l'accident est complètement étranger à l'entreprise du patron de la victime.
- VI. — Situations comportant des rapports entre l'auteur de l'accident et le patron de la victime, sans impliquer entre eux un lien de dépendance.
- VII. — Situations impliquant un lien contractuel de dépendance entre l'auteur de l'accident et le patron de la victime :  
A : Ouvriers mis à la disposition d'un autre patron. Jurisprudence de la Cour de cassation ; examen de cette jurisprudence ; tendance à une extension dangereuse. B : Accident causé par un moteur agricole. C : Sous-entreprise.
- VIII. — La responsabilité des tiers auteurs de l'aggravation de l'accident. Impossibilité d'un recours basé sur l'art. 1382, au profit du patron contre son préposé, auteur de l'accident. — Conclusion.

I. — La détermination des personnes contre lesquelles peut être exercée l'action de droit commun, réservée par l'article 7, est résolue par la combinaison du premier paragraphe de l'article 7 et du premier paragraphe de l'article 2 de la loi du 9 avril 1898.

Article 7 : « Indépendamment de l'action résultant de  
« la présente loi, la victime ou ses représentants conser-  
« vent contre les auteurs de l'accident, *autres que le patron*  
« *ou ses ouvriers ou préposés*, le droit de réclamer la répa-  
« ration du préjudice causé, conformément aux règles du  
« droit commun. »

Article 2 : « Les ouvriers et employés désignés à l'article  
« précédent ne peuvent se prévaloir, à raison des acci-  
« dents dont ils sont victimes dans leur travail, d'aucunes  
« dispositions autres que celles de la présente loi. » Ainsi  
l'ouvrier a contre le patron lui-même l'action instituée par  
la loi de 1898, et ne peut à son égard se prévaloir d'aucune  
autre disposition : quant aux ouvriers et préposés du pa-  
tron, comme celui-ci en est responsable dans les termes du  
droit commun (art. 1384 C. c.), la faculté accordée à  
l'ouvrier victime de l'accident d'agir contre eux, par  
l'action de droit commun, aurait abouti, en fin de compte,  
à atteindre indirectement le patron, dans des conditions  
autres que celles résultant du fonctionnement de la loi  
de 1898, et plus onéreuses, puisqu'il pourrait s'agir d'une  
réparation intégrale du préjudice causé. Les paragraphes  
3 et 4 de l'article 7 emploient pour désigner cet auteur de  
l'accident, qui pourra en être tenu, dans les conditions du  
droit commun, et qui ne peut jamais être ni le patron, ni  
l'un de ses préposés, le terme de *tiers responsable*. Il résulte  
donc de ces textes, pour donner dès maintenant une défi-  
nition aussi large que possible, mais réservant toutes les  
précisions, dont le besoin pourra se faire sentir, qu'on  
peut dire que toutes les fois qu'un accident du travail est  
causé par l'activité malfaisante ou imprudente d'une per-  
sonne autre qu'un préposé du patron, c'est-à-dire par un

tiers étranger à l'entreprise, ce tiers peut se voir réclamer par la victime de l'accident la réparation intégrale du préjudice causé, par l'action de droit commun de l'article 1382, c'est-à-dire sous la condition que preuve soit faite de sa responsabilité délictuelle.

Bien que la définition légale du tiers responsable paraisse assez précise, c'est pourtant à propos de ce membre de phrase de l'article 7 : « la victime ou ses représentants concourent contre les auteurs de l'accident, autres que le patron ou ses ouvriers et préposés », que des divergences doctrinales sont apparues, en même temps qu'une importante jurisprudence apportait des solutions souvent contradictoires. Avant d'entreprendre l'examen approfondi de la question, il faut examiner d'abord d'où proviennent les difficultés qu'il y a à déterminer les personnes contre lesquelles l'action de l'article 1382 peut être dirigée, et aussi quels sont les intérêts pratiques qui amènent à le faire.

II. — Quant aux difficultés qui rendent délicate l'interprétation des dispositions de l'article 7 de la loi de 1898, relatives au tiers responsable, elles ressortissent de deux ordres d'idées fort différents. Il est certain d'abord que le législateur de 1898, par cette loi sur les accidents, à la fois novatrice et timide, a rendu singulièrement difficile la tâche de l'interprète en essayant de laisser subsister côte à côte et même de combiner, par l'introduction, dans la loi, des articles 7 et 20, deux concepts tout à fait différents, à vrai dire même contradictoires, le principe de la responsabilité délictuelle et celui du risque professionnel.

D'un autre côté, l'on ne s'accorde même pas sur le point de savoir de quelle idée directrice doit partir l'interprète :

la loi de 1898 est-elle une exception dans la théorie générale de la responsabilité délictuelle ? Constitue-t-elle, au contraire, le droit commun en matière d'accidents ? C'est là une question que nous avons examinée dans notre introduction : nous n'avons ici qu'à rappeler la conclusion qui nous a paru s'imposer : il nous semble, si fortes que soient les raisons qui poussent certains interprètes à considérer la loi de 1898 comme une simple exception aux principes du droit commun, qu'en réalité le principe du risque professionnel, avec les extensions successives que le législateur lui a données depuis 1898, constitue aujourd'hui le *droit commun* régissant les relations entre employeur et salarié, en matière d'accidents du travail ; en sorte que toutes les fois qu'il apparaîtra que les relations entre l'auteur et la victime d'un accident sont telles qu'on puisse considérer l'accident comme résultant du risque professionnel, on devra appliquer seulement les principes de la loi de 1898, c'est-à-dire refuser à la victime contre l'auteur de l'accident l'action de droit commun, celle de l'article 7.

III. — Les difficultés d'interprétation proviennent aussi de la très grande variété des situations de fait, dans lesquelles se pose la question de savoir contre quelles personnes peut s'exercer le recours de l'article 7. En effet, s'il apparaît évident qu'on doit considérer comme tiers responsable tout individu complètement étranger à l'entreprise à laquelle était employée la victime, il faut tenir compte de la circonstance suivante : l'organisation actuelle du travail industriel ou agricole amène des situations complexes dans lesquelles l'auteur de l'accident, sans qu'il apparaisse ni comme patron de la victime, ni comme pré-

posé du patron de celle-ci, est loin cependant d'être étranger à l'entreprise à laquelle se rattache l'ouvrier frappé par l'accident. C'est ainsi qu'un patron met fréquemment ses ouvriers à la disposition d'un autre chef d'industrie ; un de ses ouvriers est blessé par la faute d'un des ouvriers du second entrepreneur : faudra-t-il voir dans ce second patron, responsable de son préposé dans les termes de l'article 1384, un tiers responsable vis-à-vis de l'ouvrier blessé, dans les conditions de l'article 7. Un employé de l'Etat, un postier, est blessé en assurant son service dans un accident de chemin de fer, alors que le cahier des charges des compagnies impose à celles-ci le transport des employés chargés des services postaux : la compagnie, si l'on établit sa faute ou la faute d'un de ses préposés dans l'accident, est-elle un tiers responsable vis-à-vis du postier ? Ces hypothèses, que nous aurons à reprendre en détails parmi plusieurs autres analogues, suffisent à montrer les difficultés mais aussi les intérêts pratiques de la question. Il faut noter, à ce sujet, que cette complication des cas concrets amène bien souvent la jurisprudence à statuer uniquement par référence à la situation de fait, sans trop se préoccuper de rattacher sa solution à des théories générales.

IV. — Ce nombre et cette complexité des hypothèses pratiques commandent la méthode à suivre lorsqu'il s'agit de déterminer les personnes contre lesquelles peut être exercée l'action de l'article 7 : il faut empiriquement examiner ces espèces pratiques, en partant de celles dans lesquelles l'auteur de l'accident apparaît clairement comme complètement étranger à l'entreprise de la victime, pour arriver à des cas où les relations existant entre l'auteur de

l'accident et le patron de la victime sont telles que l'on peut voir dans l'auteur de l'accident plutôt un préposé du patron de la victime qu'un tiers responsable de l'accident.

Le critérium qui nous permettra de déterminer quels sont les auteurs responsables d'accidents, qui peuvent être considérés comme des tiers exposés à l'action de l'article 7, résultera de cette idée que le but essentiel de la loi de 1898 ayant été de conférer à l'ouvrier le droit de réclamer à son patron une indemnité calculée à forfait et dont la source se trouve dans la notion du risque professionnel, cette loi doit s'appliquer toutes les fois qu'il s'agit de rapports entre ouvriers et patrons, ou entre ouvriers et préposés du patron (application de l'article 1384 du Code civil, rappelé par l'article 7 de la loi de 1898). Toutes les fois donc qu'il existera entre l'auteur responsable de l'accident et le patron de la victime des rapports contractuels, tels qu'ils établissent entre ces deux individus des relations impliquant une certaine dépendance, même momentanée ou accidentelle, de l'auteur de l'accident par rapport au patron, en sorte qu'on puisse assimiler cet auteur de l'accident à un préposé du patron, on refusera à la victime l'action de l'article 7 ; toutes les fois, au contraire, que ne s'agissant plus du risque professionnel, le tiers ne pourra, sous aucun rapport, être considéré ni comme patron, ni comme préposé du patron, ni comme une personne liée à ce patron par un lien de dépendance résultant d'un contrat de travail, le droit commun reprendra son empire, et par suite le recours de l'article 7, c'est-à-dire l'action de l'article 1382 du Code civil, sera donné à la victime contre le tiers responsable.

A la lueur de ces idées directrices, il nous faut mainte-

nant examiner trois séries de situations de fait dans lesquelles on peut faire rentrer tous les cas concrets, au sujet desquels il faut déterminer quelles sont les personnes contre qui peut être exercée l'action de l'article 7.

V. — La première situation, la plus simple, est celle-ci : l'auteur de l'accident est un individu complètement étranger à l'entreprise dans laquelle était occupée la victime, et il a causé l'accident en exerçant son activité malfaisante ou imprudente, en dehors des limites raisonnables, que lui assignaient ses occupations ou son genre de vie. Un enfant, en lançant violemment une toupie, sans faire attention à ce qui l'entoure, blesse un ouvrier occupé près de lui à décharger des marchandises ; il est bien évident qu'il n'y a aucun lien contractuel impliquant une dépendance entre l'enfant imprudent et le patron de l'ouvrier blessé : l'action de l'article 7 s'ouvre contre le père de l'enfant, pris comme tiers responsable en vertu de l'article 1384, et sous les conditions de preuve de droit commun, la victime pourra obtenir de lui la réparation intégrale du préjudice causé.

Dans de pareilles hypothèses, il ne peut y avoir aucun doute : c'est ainsi que les relations de famille existant entre le tiers responsable de l'accident et le patron de la victime ne changeraient aucunement la solution ; peu importe que l'accident ait été causé par la femme du patron, ou par son fils majeur ; s'ils ne sont pas les préposés du patron, ils seront tenus comme tiers responsables, dans les termes du droit commun. La question se pose néanmoins de façon un peu différente au cas où l'auteur de l'accident se trouve être un enfant mineur du patron ou l'un des domestiques

attachés à sa personne, c'est-à-dire un individu pour lequel le patron se trouve civilement responsable en vertu de l'article 1384 : il semble que dans une pareille hypothèse on puisse soutenir l'irrecevabilité de l'action de l'article 7, puisqu'aussi bien le législateur a pris soin d'interdire précisément dans l'article 7 l'action de droit commun contre certains tiers dont le patron se trouve civilement responsable, ses ouvriers et préposés ; mais adopter une pareille solution serait méconnaître le fondement véritable de l'article 7 : le recours de droit commun qu'il établit n'a pas été seulement organisé dans l'intérêt du patron, pour permettre à celui-ci de faire retomber en fin de compte sur l'auteur de l'accident le paiement de l'indemnité forfaitaire, mise à sa charge par la loi de 1898 ; l'action de droit commun est autorisée également dans l'intérêt de la victime, qui peut, par elle, obtenir une réparation intégrale du préjudice causé. De plus, le rappel des principes de l'article 1384 du Code civil dans l'article 7 de la loi de 1898 est étroitement précisé ; il y s'agit des ouvriers et préposés du patron, c'est-à-dire de ceux seulement qui sont ses auxiliaires dans l'entreprise industrielle ; aussi faut-il admettre qu'au cas où le tiers responsable de l'accident serait un enfant mineur du patron, ou l'un de ses domestiques personnels, la victime pourrait agir contre le patron, dans les conditions du droit commun, et demander une réparation intégrale du préjudice à lui causé (1).

VI. — La deuxième situation est déjà plus complexe : c'est celle qui résulte des circonstances suivantes : l'auteur

---

(1) En ce sens, Loubat, *op. cit.*, nos 1724 et 1725.

responsable de l'accident se trouve en relations soit de fait, soit même contractuelles avec le patron de la victime, mais sans cependant qu'on puisse trouver entre l'auteur de l'accident et le patron de la victime ce lien de dépendance nécessaire pour qu'on puisse assimiler le tiers auteur à un préposé du patron, en refusant par suite à la victime l'action de l'article 7. Il arrive fort souvent, dans l'organisation actuelle du travail industriel que des ouvriers, appartenant à des patrons différents, exécutent, sur un *chantier commun*, un *travail commun* : même dans cette hypothèse, si les ouvriers restent sous la dépendance de leurs patrons respectifs, ils conservent, ainsi que leurs patrons, la qualité de tiers, dans le cas où au cours de leur travail ils ont causé un accident atteignant l'ouvrier employé par un autre patron. Ainsi, sur un chantier de construction, un ouvrier maçon est blessé par la chute d'un tombereau de matériaux, chute provoquée par la maladresse du charretier, qui, lui, dépendait d'un patron différent ; la jurisprudence a admis dans ce cas le maçon à exercer le recours de l'article 7 contre le patron du charretier (1). La Cour de cassation a donné la même solution dans l'espèce suivante : la Chambre de commerce de Bordeaux met à la disposition du commerce local un certain nombre de grues à vapeur pour opérer le chargement et le déchargement des navires : pendant le déchargement d'un navire, l'ouvrier d'un négociant qui avait loué à la Chambre de commerce l'usage d'une de ces grues, fut blessé par la faute du mécanicien de la grue, préposé de la Chambre de commerce ; ce mécanicien avait, en effet,

---

(1) Paris, 12 février 1912, *Rec. pér. ass.*, 1912, p. 231.

mis l'appareil en mouvement sans aucun signal préalable. La Cour de cassation, par un arrêt du 1<sup>er</sup> août 1905, confirmant un arrêt de la Cour de Bordeaux du 1<sup>er</sup> décembre 1903 (1), a admis la victime à agir contre la Chambre de commerce de Bordeaux, prise en qualité de tiers responsable. Dans des circonstances de fait assez voisines, le Tribunal de commerce de Marseille a jugé que l'ouvrier au service d'un entrepreneur d'arrimage de charbon, blessé à bord d'un navire, par l'explosion de la chaudière de ce navire, avait le droit d'agir en vertu de l'article 7 contre le propriétaire du navire (2). Dans toutes ces hypothèses, il apparaît nettement que si des relations de fait, ou même contractuelles, existent entre les patrons de la victime et de l'auteur responsable, ces relations n'offrent jamais un aspect de dépendance, chaque ouvrier reste sous la direction exclusive de son patron, sans aucune intervention étrangère, bien que l'activité de ces ouvriers puisse concourir à un même but ; au contraire, dans les cas concrets qu'il reste à examiner, l'enchevêtrement des relations entre l'auteur de l'accident et la victime est beaucoup plus marqué.

VII. — Sans avoir la vaine prétention d'enfermer dans un cadre rigide toutes les espèces qui se rencontrent dans la pratique, on peut se proposer d'examiner la situation de l'auteur, lorsqu'il n'est ni le patron, ni le véritable ouvrier ou préposé du patron, dans trois hypothèses, dont deux ont fourni l'occasion de nombreuses décisions judiciaires, tan-

---

(1) Cass. req., 1<sup>er</sup> août 1905. (S. 1907, 1, 285).

(2) Trib. com. Marseille, 9 janv. 1908, *Rec. de Marseille*, 1908, 1, 166. — V. aussi Trib. com. Marseille, 12 avril 1911, *Rec. de Marseille* 1911, 1.233 et *Rec. somm.* 1912, n° 4299.

dis que l'autre appartient plutôt au domaine de l'examen théorique ; quelle est donc la situation du tiers responsable : 1° lorsqu'il s'agit d'*ouvriers mis par un patron à la disposition d'un autre patron* ; 2° dans le cas de *travail à la sous-entreprise* ; 3° dans le cas d'*accident causé par un moteur agricole* ?

a) L'hypothèse que nous examinerons la première, à cause de son caractère pratique et surtout parce qu'elle a été la source de décisions judiciaires nombreuses et importantes, est celle des ouvriers mis par leur patron à la disposition d'un autre patron : un patron prête, temporairement, ses ouvriers à un autre entrepreneur pour qu'ils accomplissent un travail, dans l'intérêt de ce second patron ; au cours de ce travail, un accident arrive à l'un des ouvriers prêtés, et cela par la faute du chef d'entreprise emprunteur, ou de l'un de ses préposés ; l'auteur de l'accident, c'est-à-dire en fin de compte le patron emprunteur (art. 1384), peut-il, dans de pareilles circonstances, être à bon droit considéré comme un tiers responsable dans les termes de l'article 7, contre lequel pourra s'exercer l'action de droit commun ? Il faut remarquer, tout d'abord, que, dans les principales décisions judiciaires qui ont statué sur des situations de cette nature, la question ne s'est posée dans les termes dans lesquels on vient de la formuler qu'après seulement qu'une solution négative avait été donnée à un problème voisin : on s'est, en effet, demandé au préalable quel était le patron responsable dans les termes de la loi de 1898 : était-ce le patron prêteur ou bien le patron emprunteur ? Ici le doute n'est pas possible : le chef d'entreprise responsable du risque professionnel est

celui qui a embauché l'ouvrier et qui le paye ; l'existence d'un contrat de travail entre l'ouvrier et le patron est à la base même de l'application de la loi de 1898, et le signe apparent de l'existence de ce contrat, c'est le salaire payé par l'employeur du salarié ; or, ici, c'est bien le patron prêteur qui paye la victime ; au reste, en équité, il serait inadmissible qu'un patron, soumis d'ordinaire à la loi de 1898, s'en puisse exonérer par le seul fait qu'il prête son ouvrier, alors que le travail de cet ouvrier continue à lui profiter. Cette première difficulté écartée, il reste à savoir si la victime de l'accident va pouvoir se retourner contre l'auteur de l'accident ou son patron pour lui réclamer, non plus l'indemnité forfaitaire de la loi de 1898, mais la réparation intégrale du préjudice. La question ainsi posée a fini, dans une espèce qui a épuisé tous les degrés de juridiction, par être résolue par un arrêt solennel de la Cour de cassation destiné à fixer la jurisprudence.

Il importe, avant d'examiner la doctrine formulée par la Cour de cassation, et les critiques auxquelles elle a donné lieu, d'indiquer sommairement les circonstances de fait et les phases judiciaires du procès dont il s'agit, l'affaire Ferras (1). La Compagnie des Chemins de fer du

---

(1) V. au sujet de l'affaire Ferras : 1<sup>o</sup> D. 1908, 1, 185, avec une note de M. Dupuich et les conclusions de M. Baudoin : la note de M. Dupuich est favorable au système de la Cour de cassation ; 2<sup>o</sup> S. 1911, 1, 25, note anonyme, hostile au système de la C. de cass. — *Adde*, D. 1904, 1, 553, 3<sup>e</sup> espèce, S. 1907, 1, 413, avec note. — La doctrine s'est occupée de la question dans un sens généralement hostile à la jurisprudence de la Cour de cassation. V. Bargue, *op. cit.*, pp. 119 sq. (l'intitulé du chapitre est caractéristique : *Extension de l'idée de tiers*). Baudry-Lacantinerie et Wahl, *Traité du contrat de louage*, t. 2, 1<sup>re</sup> part. n<sup>o</sup> 2500. Loubat, *op. cit.*, n<sup>o</sup> 333, 1165 et 1721 ; *Rec. pér. des*

Midi avait traité avec un camionneur qui devait transporter les colis au domicile des destinataires : le camionneur devait mettre ses ouvriers à la disposition de la Compagnie ; celle-ci faisait effectuer par eux, dans sa gare même, et selon les termes des arrêts, « sous sa direction et sa surveillance momentanée », le déchargement des colis arrivés par les trains et leur chargement sur une voiture ; or, au cours de ce travail, un des ouvriers mis par le camionneur à la disposition de la Compagnie, le sieur Ferras, fut tué par la faute d'un agent de la Compagnie. Sa veuve obtint du patron camionneur la rente prévue par la loi de 1898 ; ensuite, d'accord avec le camionneur, elle s'adressa à la Compagnie pour lui faire supporter, en vertu de l'article 7 et dans les conditions du droit commun, la réparation intégrale des conséquences de l'accident. Le Tribunal de Toulouse, par jugement du 4 juillet 1901, et la Cour de Toulouse, par arrêt confirmatif du 23 décembre 1901, condamnèrent la Compagnie (1). Sur pourvoi de la Compagnie, la Chambre civile cassa, par arrêt du 14 mars 1904 (2) ; les motifs de l'arrêt, bien qu'assez

---

*Assur.* 1908, pp. 1 et 135 ; Sachet, 5<sup>e</sup> édit., t. 1, n<sup>o</sup> 775 bis. V. aussi Desserteaux, *Des accidents du travail qui donnent droit à plusieurs indemnités*, pp. 29 sq. ; Tollard, *op. cit.*, pp. 139 sq. — A côté de l'affaire Ferras, une deuxième espèce, l'affaire Jambon, mettait en présence, dans des circonstances de fait absolument identiques, les mêmes adversaires, les patrons camionneurs Blanc et Carbon et la Compagnie du Midi. La Cour de cassation a solutionné cette affaire dans des conditions analogues à la précédente, dans un second arrêt solennel de la même date, 8 janvier 1908. (S. 1911, 1, 25, 2<sup>e</sup> esp.).

(1) *Rec. doc. accid. trav.*, *Jurispr.*, IV, p. 192. D. 1904, 1, 553 (3<sup>e</sup> espèce).

(2) *Ibid.*

obscur, semblent bien indiquer qu'elle considérait l'arrêt attaqué non seulement comme mal motivé, mais encore comme ayant mal jugé, en considérant la Compagnie comme un tiers responsable. Malgré l'arrêt de la Cour de cassation, la Cour d'Agen, devant laquelle revint l'affaire, condamna la Compagnie (1). Sur un nouveau pourvoi de la Compagnie, les Chambres réunies cassèrent l'arrêt d'Agen par arrêt du 8 janvier 1908 : l'arrêt définitif, très net quant à l'affirmation faite par la Cour suprême que la Compagnie ne devait pas être condamnée, est moins facile à interpréter quant aux motifs qui ont inspiré la solution. La Cour de Bordeaux, par arrêt du 17 octobre 1910, adopta comme elle était légalement tenue de le faire les solutions données par la Cour de cassation (2). Il était intéressant et nécessaire de donner ces détails sur l'aspect externe du procès, car, d'une part, les considérations des arrêts s'expliquent bien souvent par les circonstances de fait de l'affaire ; les systèmes jurisprudentiels y sont construits en fonction des données particulières de l'espèce ; d'autre part, on ne saurait citer meilleur exemple de la tendance très favorable aux victimes d'accidents du travail, qui se marque souvent dans la jurisprudence des cours d'appel et qui les oppose ainsi aux tendances plus restrictives de la Cour de cassation.

Les raisons apportées par la Cour de cassation pour justifier sa solution ont varié avec les arrêts : il faut, tout d'abord, examiner le système soutenu lors du premier pourvoi devant la Cour de cassation par la Chambre civile,

---

(1) Agen, 5 avril 1905. (D. 1908, 1, 185).

(2) S. 1911, 2, 14.

dans l'arrêt du 14 mars 1904 (1) ; il faudrait, d'après cette décision, chercher une solution dans un autre texte que l'article 7 de la loi de 1898, dans l'article 20 de la même loi : cet article est issu des mêmes préoccupations que l'article 7, il marque la volonté du législateur de laisser, dans certains cas, subsister, à côté du système du risque professionnel, certaines applications de la théorie de la responsabilité délictuelle ; dans son alinéa 3, ce texte dispose à ce sujet que « lorsqu'il est prouvé que l'accident est « dû à la faute inexcusable du patron ou de ceux qu'il « s'est substitués dans la direction, l'indemnité pourra « être majorée, etc... » ; la Cour de cassation estimait que dans l'espèce qui lui était soumise la Compagnie était un substitué du patron camionneur et devait être, comme telle, purement et simplement assimilée au « préposé » de l'article 7 : les art. 7 et 20 se seraient ainsi complétés l'un l'autre. La Cour d'Agen, devant laquelle l'affaire avait été renvoyée, combattit vivement le théorie de la Chambre civile. D'après le système de la Cour d'Agen, qui a sa base dans une note de M. Sarrut, fondée sur une analyse approfondie des origines de l'art. 20 (2), ce serait une erreur de donner un même sens dans la loi de 1898 aux termes « préposé » et « substitué » ; les premières rédactions de l'art. 20 portaient, en effet, le mot préposé, et c'est pour restreindre la portée de l'exception introduite par ce texte que, sur les observations faites au Sénat, fut votée la disposition actuelle, où se trouve employé le mot substitué ; le préposé étant quiconque a été choisi pour un travail déter-

---

(1) S. 1907, 1, 413, avec note.

(2) D. 1903, 1, 105.

miné, dans les limites d'ordres et d'instructions qu'il reçoit, la faute inexcusable de tout ouvrier aurait été assimilée à la faute inexcusable du patron ; c'était là une formule trop absolue. Aussi, au moins selon l'opinion des partisans du système de la Cour d'Agen, la loi veut-elle que l'auteur de l'accident soit « un agent mis aux lieu et place du patron, un gérant effectif, ayant pour l'accomplissement de son service, les pouvoirs du patron » (1). Comme l'a dit la Cour d'Agen, pour repousser le système de la Chambre civile, l'article 20 ne parle uniquement que des « hauts préposés du patron ». La doctrine de la Cour d'Agen est très discutable (2), néanmoins elle a paru impressionner la Cour de cassation, puisque l'arrêt des Chambres réunies, tout en adoptant au fond exactement le même système que l'arrêt de la Chambre civile, ne dit pas un mot de l'article 20 et place la question sur le terrain de l'art. 7 lui-même. Il est d'ailleurs assez sommairement motivé et se borne à déclarer : « Attendu que la responsabilité du risque professionnel, établie par la loi de 1898, est une conséquence directe du contrat de travail ; — que le chef d'entreprise, qui a la charge de l'indemnité, est donc celui qui a loué les services de l'ouvrier, et qu'il demeure responsable envers lui, même s'il l'a mis à la disposition d'une autre personne ; — que celle-ci, par rapport à l'ouvrier avec qui elle n'a pas contracté, n'est pas un chef d'entreprise au sens de la loi, mais qu'ayant eu, par suite de la convention passée avec le patron, la direction du travail, au cours duquel l'acci-

---

(1) Note précitée par M. Sarrut, D. 1903, 1, 105, 2<sup>e</sup> col.

(2) V. *Infra*, p.

« dent s'est produit, elle ne saurait, non plus, être considérée comme un tiers, soumis par l'art. 7 à l'action de droit commun. » L'arrêt, relevant dans les circonstances de fait constatées souverainement par les décisions attaquées, une situation de cette nature, refuse formellement à l'ouvrier victime de l'accident le recours de droit commun contre la Compagnie. En somme, la Cour de cassation a fait sienne l'opinion de M. le procureur général Baudoin, qui déclarait dans ses conclusions : « Qui dit tiers dit personne étrangère de tous points à la victime, n'étant rattachée à elle par aucun lien, n'ayant exercé sur elle aucune autorité, ne lui ayant imposé, avec le droit de le faire, aucune direction (1). »

La décision de la Cour de cassation a été très vivement attaquée, mais il ne semble pas que les objections très sérieuses qui ont été apportées soient insurmontables.

On a dit tout d'abord que cette conception du tiers était antijuridique : le mot tiers est, en effet, dans la langue du droit, un des termes les plus imprécis qu'on puisse relever ; si normalement il a bien le sens que lui donne la Cour de cassation, n'y a-t-il pas des textes, comme l'art. 1328 du Code civil (2), où l'interprète n'hésite pas à donner au mot tiers le sens d'ayants cause à titre particulier, en refusant même la qualité de tiers à ceux précisément qu'on appelle les tiers, les *penitus extranei* ; l'objection serait sérieuse si précisément le législateur de 1898 n'avait pris soin d'éclairer le sens du mot *tiers* par l'expression auteurs de l'accident « autres que le patron ou

---

(1) D. 1908, 1, 188, col. 1.

(2) Date des actes sous seing privé à l'égard des tiers.

ses ouvriers et préposés ». Mais, avec cette conception, il faut, en vertu d'un raisonnement *a contrario*, que la Cour de cassation n'a pas indiqué, mais qui résulte nécessairement de sa solution, ranger la Compagnie de Chemins de fer parmi les préposés du patron, puisqu'elle n'est ni le patron, ni un tiers. Et les adversaires de l'arrêt Ferras n'ont pas de peine à faire ressortir qu'il y a vraiment un paradoxe à considérer un organisme aussi puissant qu'une grande Compagnie de chemins de fer comme le préposé d'un camionneur, comme « le simple rouage » d'une modeste entreprise de camionnage exploitée par « un particulier quelconque » (1). Il y a là une objection beaucoup plus apparente que réelle ; sans compter que ce n'est pas le seul cas où dans l'application de la loi de 1898 l'interprète est obligé à de véritables déformations du sens des mots, pour faire rentrer les cas concrets dans les catégories légales (2), on peut trouver la définition soi-disant légale du préposé sur laquelle s'était basée la Cour d'Agen pour réfuter le raisonnement de la Chambre civile, relatif à l'art. 20, bien étroite : « il peut y avoir des préposés à l'exécution d'un travail commandé, mais il peut y avoir aussi des préposés au commandement de ce travail » (3), qui ne devront pas être considérés comme des tiers : or,

---

(1) Note précitée de Dupuich. D. 1908, 1, 185, 2<sup>e</sup> col.

(2) Pour arriver à l'application de la loi de 1898, la jurisprudence a bien dû considérer que la partie de la route sur laquelle deux ouvriers sont occupés à casser des pierres est un chantier. Il est certain cependant qu'« il serait préférable de ne pas donner une trop grande extension à cette littérature juridique (Desserteaux, *op. cit.*, p. 36). »

(3) Note précitée, D. 1908, 1, 186, 1<sup>re</sup> col. V. *ibid*, les différentes hypothèses imaginées par M. Dupuich, pour confirmer son raisonnement.

n'est-ce pas à l'un de ces préposés que l'on peut assimiler la Compagnie dans l'espèce indiquée ? Tout dépend dans cette question de la détermination des tiers responsables des circonstances de fait, il faut toujours se le rappeler ; le camionneur aurait pu convenir avec l'Administration des chemins de fer, non seulement qu'il fournirait des hommes et des chevaux, mais encore qu'il dirigerait ses ouvriers, sans aucune intervention de la Compagnie ; dans ce cas la Compagnie serait certainement un tiers vis-à-vis de la victime d'un accident causé par la faute d'un de ses agents ; au contraire, dans l'espèce soumise à la Cour suprême, le camionneur est resté le patron de ses ouvriers, mais il leur a délégué comme chef un employé de la Compagnie ; et à ce propos, il faut remarquer que si l'assimilation de la Compagnie à un préposé du camionneur a un aspect aussi paradoxal, ce n'est que parce que la Compagnie est responsable de ses préposés en vertu de l'article 1384 : en fait, ce n'est pas la Compagnie qui est préposée par le patron camionneur à la direction de ses ouvriers, c'est un modeste employé de cette Compagnie, et il est parfaitement vraisemblable qu'il puisse apparaître sous cet aspect d'un préposé du camionneur. Le meilleur, à notre sens, des arguments qui ont été imaginés par les Cours du Midi, pour repousser la thèse de la Cour de cassation, est celui-ci : la responsabilité de la loi de 1898 a un caractère contractuel ; établie pour régler les rapports entre employeur et salarié, elle ne fonctionne qu'entre personnes liées par un contrat de travail (1) ; or, les Cours

---

(1) Cette base contractuelle de la responsabilité de la loi de 1898 est une idée qui revient constamment dans l'interprétation de la loi sur les accidents par la jurisprudence ; il en a

du Midi affirment que l'on ne trouve aucune trace de contrat de cette nature, entre la victime de l'accident et la Compagnie du Midi : d'où cette conséquence, que, ne s'agissant plus dans les rapports de ces deux personnages de risque professionnel, le droit commun de l'art. 1382 devrait reprendre son empire. Mais s'il n'y avait pas un contrat en forme, entre la Compagnie du Midi et l'ouvrier victime d'accident, l'élément fondamental du contrat de travail, l'accord de volonté, existait entre la Compagnie et l'ouvrier : en effet, c'est sur la demande tacite ou expresse de son patron qu'il avait *consenti* à travailler pour la Compagnie ; s'il n'avait pas voulu d'une pareille tâche, il aurait rompu le contrat le liant à son patron.

On peut donc, sans se dissimuler la gravité des objections faites à la thèse de la Cour de cassation, considérer que cette solution s'accommode du texte de l'art. 7 : en réalité, les résistances se sont produites surtout à raison des conséquences, auxquelles on s'efforce de montrer qu'elle conduit ; il suffit, en effet, à un chef d'entreprise de faire exécuter son propre travail par les ouvriers d'un autre patron pour échapper ainsi à toute responsabilité, puisqu'il ne pourra être poursuivi ni comme patron, dans les conditions de la loi de 1898, ni comme tiers responsable, dans les termes du droit commun. La décision de la Cour de cassation conduirait donc à des solutions tout à fait contraires à l'équité. Tout d'abord, il est peut-être inutile de faire intervenir cette notion d'équité dans un domaine

---

été fait de nombreuses applications : quelles que soient donc les critiques qu'on puisse adresser à cette théorie, il est essentiel d'en tenir compte dans toute espèce, où il s'agit d'interpréter une disposition de la loi de 1898.

où précisément la loi a basé ses solutions sur des principes très particuliers ; nous sommes ici en matière d'accidents du travail ; la loi a accordé à l'ouvrier le droit d'agir dans tous les cas, contre son patron, mais elle lui a imposé en échange un double sacrifice : d'abord, une réparation inférieure au préjudice causé, et aussi l'interdiction pour l'ouvrier de se prévaloir d'aucune disposition autre que celle de la loi spéciale (art. 2 de la loi de 1898). Il est normal, dans ces conditions, que des cas se produisent où l'ouvrier se trouvera moins favorisé, avec l'application de la loi de 1898, qu'il aurait pu l'être, avec le droit commun. Aussi bien, et c'est ici qu'il faut reprendre une partie de l'argumentation de la Chambre civile dans l'arrêt du 14 mars 1904, abandonnée peut-être à tort par l'arrêt définitif, il n'y a aucun inconvénient, à notre sens, à considérer, dans l'espèce examinée, la Compagnie comme un *substitué*, au sens de l'art. 20. L'ouvrier aura, par suite, s'il peut prouver une *faute inexcusable* de l'agent de la Compagnie, à la direction duquel il était soumis durant son travail, une action supplémentaire et exceptionnelle pouvant aboutir à une majoration des indemnités forfaitaires prévues (art. 20 de la loi). Avec un arrêliste, il nous paraît parfaitement exact de dire que « cette majoration « (de l'art. 20) n'est pas autre chose qu'une forme particulière de l'action de droit commun fondée sur la faute « de l'auteur de l'accident. Si celui-ci était un tiers complètement étranger à la direction du travail, l'action de « droit commun s'exercerait conformément à l'art. 7, « c'est-à-dire sous la forme d'une demande de rente viagère, dirigée contre ce tiers. Si, au contraire, la faute « émane d'une personne qui participait à la direction du

« travail (comme, dans nos espèces, la Compagnie de che-  
« min de fer), l'action de droit commun s'exercera con-  
« formément à l'art. 20, c'est-à-dire sous la forme d'une  
« demande de rente viagère additionnelle, dirigée contre  
« le patron. Ainsi les art. 7 et 20 se complètent l'un par  
« l'autre et l'injustice qui semblait devoir résulter de  
« l'application du premier dans la cause, se trouve répa-  
« rée par l'application du second » (1).

Il y a un deuxième aspect par lequel l'arrêt de la Cour de cassation semble faire bon marché des règles de l'équité : mais il s'agit alors d'un point qui s'éloigne du sujet traité ici, puisqu'il consiste à déterminer qui doit, dans l'espèce étudiée, supporter le fardeau de l'indemnité forfaitaire, due à la victime en vertu de la loi de 1898. La Cour de cassation décide, en effet, que le camionneur est seul tenu des conséquences de l'accident ; elle s'est refusée sur ce point à suivre les conclusions de M. le procureur général Baudoin, qui semblait considérer comme évident que l'ouvrier, en cas d'insolvabilité du patron prêteur d'ouvriers, peut recourir contre le patron emprunteur, responsable *in solidum* des conséquences de l'accident. Pour M. Baudoin, donner cette solution, c'était statuer *ex æquo et bono* dans le silence de la loi (2). Pour d'autres auteurs, ayant adopté la même solution, la Compagnie n'est pas un substitué à

(1) Dupuich, note précitée, D. 1908, 1, 186, col. 2.

(2) Voici le passage des conclusions du procureur général qui exprime cette idée : « Mais si elle (la Compagnie) n'est pas le préposé de Blanc et Carbon (les camionneurs) n'est-elle pas, par l'effet même de la convention qui est intervenue entre eux leur ayant cause ? ne leur a-t-elle pas été substituée, ayant reçu d'eux le droit, la mission de les remplacer dans la direction et la surveillance qui leur incombent, et, par suite, assumant toutes les conséquences de cette situation dans les

la direction ou un préposé du patron : le camionneur et la Compagnie sont l'un et l'autre, au même titre, des patrons de la victime, responsables solidairement des conséquences de l'accident (1). Ces solutions sont évidemment audacieuses ; du moins, assurent-elles une équitable répartition des charges résultant de l'accident et une garantie supplémentaire précieuse pour la victime.

Il nous paraît, en résumé, que la jurisprudence de la Cour de cassation, *étant données les circonstances de l'espèce*, est suffisamment fondée en droit. En réalité, la solution donnée dépend essentiellement du principe pris comme point de départ : si l'on admet que le risque professionnel constitue le droit commun dans les rapports entre employeurs et salariés nés à l'occasion d'accidents, on est logiquement conduit à l'interprétation de la Cour suprême ; si l'on admet, au contraire, que la loi de 1898 n'est qu'une exception étroitement limitée au principe de la responsabilité délictuelle, on sera tenté de voir dans le patron emprunteur un tiers responsable dans les termes du droit commun. Il est même curieux de noter, à ce propos, que, dans les discussions soulevées par l'arrêt de la Cour

---

*termes de la loi n.* Et partant de l'art. 20, M. Baudoin montrait que cet article ayant assimilé le substitué et le patron au point de vue de la faute inexcusable, il était dans la logique du système établi par ce texte, d'assimiler, dans le silence de la loi, le substitué au patron, au point de vue de la réparation forfaitaire des accidents. De plus, M. Baudoin ajoutait qu'il résultait d'une conversation avec M. Félix Martin que cette interprétation était celle de ce parlementaire qui joua un rôle très important dans l'élaboration de la loi de 1898 (D. 1908, 1, 188 et 189. Dans le même sens, Cabouat, *op. cit.*, n° 283).

(1) Desserteaux, *op. cit.*, pp. 39 et 40.

de cassation, partisans et adversaires de cette décision ont également prétendu apporter à l'appui de leurs thèses opposées l'argument tiré de l'historique de l'art. 7, montrant tantôt que l'origine de cet article établissait le caractère exceptionnel de la loi de 1898 au regard de l'art. 1382, tantôt que cet article constituait, au contraire, avec l'art. 20 une exception de portée étroite dans la loi de 1898 (1).

En réalité, ce qui ne pouvait manquer d'amener à des conséquences fâcheuses était cette circonstance que la solution donnée par la Cour de cassation, conditionnée par des circonstances de fait tout à fait spéciales, avait été formulée dans un arrêt solennel : la jurisprudence n'a pas manqué, en effet, d'appliquer depuis le principe de la Cour suprême, dans toutes les hypothèses où des ouvriers étaient mis, par leur patron, à la disposition d'un autre patron (2), sans tenir compte des circonstances de fait souvent bien différentes de celles à propos desquelles avait statué l'arrêt du 8 janvier 1908 : on a assisté non pas seulement à l'application de la nouvelle jurisprudence, mais à son extension à des cas concrets, pour lesquels elle n'était évidemment plus exacte. Par exemple, la Cour de Poitiers a eu à statuer sur l'espèce suivante : un ouvrier avait été mis par son patron à la disposition de l'administration d'une Compagnie de chemins de fer, en vue de faire, sous la surveillance des agents de la Compagnie, l'essai de certains appareils, dont le patron proposait l'achat à l'administration :

---

(1) V. à ce sujet les deux notes du Sirey et du Dalloz sous l'arrêt de la Cour de cassation (S. 1911, 1, 26, 3<sup>e</sup> col., D. 1908, 1, 186, 2<sup>e</sup> col.).

(2) V. par ex. dans ce sens Tribunal civil de la Seine, 3 juillet 1912 (*Rec. acc. trav.* 1912, 309), Cour de Douai, 24 février 1909 (S. 1913, 2, 174).

un accident mortel se produisit par suite d'une manœuvre de refoulement des wagons ; les représentants de la victime (qui, au surplus, ne se trouvaient pas pouvoir agir en vertu de la loi de 1898) intentèrent contre la Compagnie prise comme tiers l'action de droit commun de l'art. 7 ; l'arrêt de la Cour de Poitiers refuse d'admettre cette action et affirme qu'on ne saurait considérer la Compagnie comme un tiers (1) ; or, ici on peut soutenir avec vraisemblance que l'ouvrier, chargé d'expérimenter les appareils dans une gare, n'était pas, à proprement parler, mis à la disposition de la Compagnie ; notamment la *surveillance*, exercée par les agents de la Compagnie sur l'ouvrier paraît différente à tous égards de la véritable *direction*, qui est de l'essence de la mise à la disposition. Un jugement du Tribunal civil de Bordeaux a statué sur cette espèce : des ouvriers au service de patrons différents accomplissaient, sur un chantier commun, le travail suivant : les employés d'une entreprise de chargement procédaient au chargement d'un navire, par le moyen d'un palan, fonctionnant à la vapeur et manœuvré par l'équipage du navire ; pendant ce travail, un ouvrier de l'entrepreneur fut blessé par un homme du navire ; l'action de l'art. 7 pouvait-elle être exercée contre le propriétaire du navire ? Non, dit le Tribunal de Bordeaux, prétendant appliquer ici la notion du *patron substitué*, mais en renversant en quelque sorte la position respective des deux patrons, le patron de la victime et celui de l'auteur de l'accident ; la décision, en effet, est basée sur les considérants suivants : « Attendu qu'il

---

(1) Poitiers, 27 février 1911, arrêt réformant un jugement du tribunal des Sables-d'Olonne du 5 juillet 1908 (S. 1911, 2, 206).

« est établi par les éléments versés aux débats que le chargement et l'arrimage étaient faits par les ouvriers de l'entreprise de chargement ; que pour le chargement on se servait des moyens du bord, c'est-à-dire du palan existant sur le pont du navire, le palan étant manœuvré à la vapeur par les hommes de ce navire ; que c'était l'entrepreneur de chargement qui donnait au marin chargé de manœuvrer le treuil les ordres nécessaires ; que vainement aujourd'hui cet entrepreneur veut chercher à démontrer par une nouvelle enquête qu'il n'y avait aucun rapport entre son travail et celui du marin affecté à la manœuvre du treuil, et que ce dernier ne recevait ni ordre, ni indication de lui ; qu'il importe peu que ce treuilliste fût obligé à son tour de donner des ordres au mécanicien ; qu'il ne faisait, en définitive, que transmettre les ordres qu'il avait reçus de l'entrepreneur de chargement ; qu'il est évident qu'il s'agissait, dans l'espèce, d'un travail collectif commun et indivisible, etc... » ; et le Tribunal, appliquant la jurisprudence de la Cour de cassation, ajoutait ceci : « il y a d'autant plus lieu de suivre ici cette jurisprudence que le treuilliste, marin du bord, était en réalité sous les ordres et sous la direction du chef d'équipe de l'entrepreneur de chargement ». Ainsi, dans cette espèce, le patron substitué est le patron de la victime, et le patron déléguant son autorité, le patron de l'auteur de l'accident, et cette substitution entraîne, selon le Tribunal, entre l'auteur de l'accident et le patron de la victime un lien tel qu'on ne doit pas faire de l'auteur de l'accident un tiers, mais l'assimiler à un préposé du patron de la victime, contre lequel le recours de l'art. 7 n'est pas possible ; or, cette interprétation des faits

est manifestement inexacte, les hommes du navire n'avaient pas été mis à la disposition de l'entrepreneur de chargement, ils formaient une équipe chargée de la manœuvre du treuil, accomplissant un travail différent de celui auquel procédait les préposés de l'entrepreneur de chargement ; ceux-ci préparaient la charge du palan sur le quai ; à la suite d'un cri convenu, le marin chargé de la manœuvre du treuil enlevait la palanquée ; le travail se décomposait ainsi en deux actes successifs et distincts ; les ouvriers de chaque patron restaient indépendants, chaque équipe restait sous la direction exclusive de son patron. Aucune relation de dépendance ne liait donc l'auteur de l'accident au patron de la victime ; dans de pareilles conditions, il semble que la solution exacte consistait à traiter l'auteur de l'accident comme un tiers au sens de l'art. 7 (1).

La jurisprudence a cependant eu la sagesse de ne pas étendre l'application de la solution de la Cour de cassation à certaines autres hypothèses. Les employés des bureaux ambulants des postes sont protégés par la loi de 1898, comme travaillant dans une entreprise de transports : lorsqu'un de ces ouvriers est blessé, au cours de son service, par la faute d'un employé de la compagnie de chemins de fer qui assurait son transport, une jurisprudence constante autorise la victime, ou l'Etat, responsable des indemnités forfaitaires de la loi de 1898, à agir contre la compagnie, prise comme tiers responsable, dans les conditions de l'art. 7 (2). Dans plusieurs espèces, où les Chemins de fer

---

(1) Trib. civ. Bordeaux, 16 janvier 1912 (*Rec. pér.* 1912, p. 233). V. au sujet de ce jugement la critique faite dans la *Revue trimestrielle de droit civil*, 1913, pp. 306 sq.

(2) V. par exemple Toulouse, 11 oct. 1910, S. 1912, 2, 72 ; Conseil d'Etat, 5 août 1908, S. 1911, 3, 13.

du Midi étaient actionnés dans de pareilles conditions de fait, la Compagnie objecta qu'elle devait être considérée à l'égard des postiers blessés comme un patron substitué par l'Etat et qu'on devait, par suite, lui appliquer la jurisprudence de la Cour de cassation. Comme l'ont fait ressortir plusieurs arrêts, cette prétention est manifestement erronée : les commis ambulants des postes ne sont pas, en effet, sous la direction de la Compagnie de chemins de fer, ils n'ont aucun ordre à recevoir de celle-ci, elle n'a pas à intervenir dans leur travail ; l'Administration des chemins de fer est uniquement un transporteur, le transport des lettres et dépêches et des employés chargés de les manipuler constituant une obligation assurée par la Compagnie en vertu du cahier des charges : il n'existe entre l'Etat et l'Administration des chemins de fer aucun lien de droit qui puisse faire assimiler celle-ci à un préposé de l'Etat ; par suite, la Compagnie peut être attaquée comme tiers responsable, dans les conditions de l'art. 7<sup>1</sup> de la loi de 1898 (1).

b) Une deuxième situation, où des rapports étroits existent entre l'auteur de l'accident et le patron de la victime, font hésiter sur le point de savoir si l'on doit admettre l'action de l'art. 7, est celle qui peut résulter de certains accidents causés par un moteur agricole. Pour les exploi-

---

(1) En ce sens, Pau, 22 juillet 1912. (S. 1912, 2, 271, avec une note), et Toulouse, 24 juillet 1912, *Journal des ass.* 1913, 47 et S. 1913, 2, 144. V. pour l'hypothèse voisine des ouvriers des postes et télégraphes victimes d'accidents par suite de la défectuosité d'un ouvrage public, dont une Compagnie privée est concessionnaire, le chap. I, n° 2, avec les décisions citées en note.

tations agricoles, le législateur a fait reposer la responsabilité des accidents sur un principe tout à fait différent de celui qui est à la base de la responsabilité des accidents du travail industriel. D'après la loi du 30 juin 1899, la personne responsable de l'accident, dans les conditions de la loi de 1898, est l'exploitant du moteur, c'est-à-dire l'individu ou la société qui loue l'usage de ce moteur aux propriétaires ou aux fermiers, alors que ceux-ci sont pourtant les véritables employeurs des salariés qui peuvent être victimes d'accident (1). Or, la situation suivante peut se produire : au cours d'un travail exécuté au moyen d'un moteur, le propriétaire ou le fermier, qui a loué les services de l'exploitant du moteur, cause par sa faute un accident agricole à l'un de ses propres ouvriers ; la victime peut évidemment réclamer à l'exploitant du moteur une des indemnités forfaitaires prévues par la loi de 1898 ; pourrait-elle aussi intenter contre l'auteur de l'accident l'action de droit commun et lui réclamer la réparation intégrale du préjudice causé ?

Il faut convenir qu'ici le critérium qui doit guider l'interprète n'est pas précisément le même que dans les hypothèses précédentes : la loi du 30 juin 1899, en effet, n'intro-

---

(1) Conception théoriquement très discutable : elle s'explique par une considération pratique, le manque de fortune de la plupart des fermiers et propriétaires qui aurait rendu souvent tout recours illusoire ; peut-être aussi a-t-on voulu ménager une classe d'électeurs très nombreuse, surtout au moment du vote de la loi. D'ailleurs, il faut noter comme un pas dans la voie de l'extension à tous les patrons, agriculteurs aussi bien qu'industriels, des principes de la loi de 1898, la loi du 18 juillet 1907, qui a permis aux agriculteurs de se placer, d'accord avec leurs ouvriers et domestiques, sous l'empire de la loi de 1898.

duit le principe du risque professionnel dans le domaine de l'agriculture qu'à titre tout à fait exceptionnel ; il faut donc dire qu'en principe c'est toujours l'article 1382, et le système de la responsabilité délictuelle, qui doivent régir les rapports de l'ouvrier agricole avec son patron. D'ailleurs, lors de la discussion de la loi du 30 juin 1899, un sénateur avait demandé qu'au cas où l'ouvrier n'a pas de recours subsidiaire contre l'Etat (c'est-à-dire dans le cas d'incapacité temporaire, loi de 1898, art. 24, *a contrario*), il puisse, en cas d'insolvabilité de l'exploitant, agir contre le propriétaire ou fermier, son patron ; or, le Sénat repoussa l'amendement présenté à ce sujet, à la suite des observations de plusieurs sénateurs, affirmant qu'il restait toujours à l'ouvrier l'action de droit commun de l'article 1382 (1) ; encore qu'on puisse trouver que cette opinion n'est pas ainsi formulée très juridiquement, car l'action de l'article 7 de la loi de 1898 et celle de l'article 1382 n'ont pas précisément les mêmes conditions d'exercice, ni les mêmes effets, il faut admettre que l'intention du législateur a bien été de laisser subsister largement l'action de droit commun. Pourtant il faudrait se garder de prendre à la lettre certaines phrases de la discussion du Sénat. Lorsque le propriétaire sera tenu de la réparation du préjudice, ce sera en qualité de tiers responsable, parce qu'il aura commis une maladresse ou une négligence, cause de l'accident ; on ne saurait, par contre, le considérer comme responsable simplement parce qu'il aurait eu le tort de s'adres-

---

(1) L'amendement proposant l'établissement d'un recours de la victime contre le propriétaire et le fermier, était présenté par M. Félix Martin. V. la discussion dans S. 1899, p. 840, 3<sup>e</sup> col. (Séance du Sénat du 29 juin 1899).

ser à un exploitant insolvable ; tout ce à quoi il est obligé pour ne pas tomber sous le coup de l'action de droit commun, c'est à ne faire aucun acte positif et à ne pas commettre de négligence, de nature à porter une atteinte corporelle à ses ouvriers.

Néanmoins, le point de savoir si le propriétaire ou le fermier peut être considéré comme un tiers responsable reste essentiellement une question d'espèce. Si l'on suppose, en effet, que le propriétaire a agi comme un véritable préposé de l'exploitant du moteur, c'est-à-dire du patron, le recours de l'article 7 ne s'ouvre pas contre lui et l'exploitant est seul tenu de sa faute ; ce sera, par exemple, le cas où le propriétaire, ayant momentanément remplacé le mécanicien du moteur, aura pendant ce temps, où il se trouvait sous les ordres directs de l'exploitant, commis une imprudence grave, cause d'accident pour un de ses propres ouvriers. Ici le lien de dépendance existe entre le tiers responsable et l'exploitant du moteur, c'est-à-dire le personnage qui correspond au patron dans le travail industriel ; il s'agit donc uniquement d'une application du risque professionnel, où l'on doit écarter l'action de droit commun (1).

c) Des difficultés relatives à la responsabilité de l'auteur de l'accident pourraient encore se produire dans le cas de

---

(1) V. au sujet du tiers responsable dans les accidents agricoles Desserteaux, *op. cit.*, pp. 44 sq. ; Loubat, *op. cit.*, nos 318, 319, 320 ; Baudry-Lacantinerie et Wahl, *op. cit.*, t. 2, n° 1806 ; Wahl, note sous Angers, 16 janvier 1900 (S. 1901, 2, 89). Pour la jurisprudence, dans le sens du texte, Limoges, 13 février 1900 (S. 1900, 2.209). Trib. de Saint-Calais, 25 juin 1900 (S. 1900, 2, 283) ; Angers, 16 janvier 1900, précité ; Angers, 12 décembre 1899 (D. 1899, 2, 79).

travail à la sous-entreprise : on entend par là le procédé par lequel un patron traite avec un sous-entrepreneur pour faire exécuter un travail déterminé ; le sous-entrepreneur garde généralement une très grande liberté pour faire exécuter la tâche qui lui est confiée, tâche rémunérée à forfait. Malgré que le système de la sous-entreprise ait été déclaré illicite par le décret du 2 mars 1848, on admet, depuis deux décisions de la Chambre criminelle et des Chambres réunies de la Cour de cassation (1), que la sous-entreprise est en principe licite, et que le texte du décret de 1848 ne doit s'appliquer que tout à fait exceptionnellement, en cas d'abus. Dans une pareille organisation du travail, se pose, tout d'abord, la question de savoir quel est, de l'entrepreneur ou du sous-entrepreneur, celui qu'il faut considérer comme le patron responsable des indemnités forfaitaires de la loi de 1898 : c'est une question de fait : si, en effet, le sous-entrepreneur a pris à sa charge un travail pour l'exécution duquel il jouisse, vis-à-vis de l'entrepreneur chef d'industrie, d'une indépendance absolue, il est bien évident qu'il est lui-même un patron avec les avantages et les inconvénients attachés à cette qualité, et parmi ces derniers, avec l'obligation de réparer, dans les termes de la loi de 1898, les accidents survenus à ses ouvriers. Dans ce cas là, il est certain que si l'accident est causé par la faute ou l'imprudence de l'entrepreneur principal, véritablement étranger à l'entreprise, et qui n'a pu causer l'accident qu'en s'écartant des règles qui devaient présider à son activité, l'ouvrier pourra agir contre cet entrepreneur princi-

---

(1) Arrêts du 16 février 1900 de la Ch. civ. (D. 1900, 1, 209. S. 1900, 1, 527) et du 31 janvier 1901 des Ch. réun. (D. 1901, 1, 169). Ces décisions ont été rendues dans la même affaire.

pal pour lui réclamer la réparation intégrale du préjudice causé par l'action de l'art. 7. Si, au contraire, l'entrepreneur principal, en chargeant du travail le sous-entrepreneur, s'est réservé vis-à-vis de lui une certaine surveillance et la direction du travail, le patron responsable de l'accident du travail est alors l'entrepreneur principal ; le sous-entrepreneur n'est, en définitive, qu'un contremaître payé à la tâche ; il en résulte que l'entrepreneur jouant le rôle du patron ne pourra pas, si l'accident provient de sa faute ou de sa négligence, jouer le rôle de tiers responsable, et qu'il en sera de même du sous-entrepreneur, qui est alors simplement un préposé du patron, exclu de la catégorie des tiers responsables par l'art. 7 (1).

VIII. — La catégorie des personnes contre qui peut être exercée l'action de droit commun ne comprend pas seulement les tiers auteurs de l'accident : on doit encore étendre la disposition de l'art. 7 aux auteurs de l'aggravation de l'accident autres que le patron, ses ouvriers ou préposés. Les motifs qui légitiment l'application de l'article 7 aux tiers responsables de l'accident s'appliquent également à cette seconde hypothèse : le patron est, en effet, responsable, dans les conditions de la loi de 1898, des complications qui peuvent survenir par le fait d'un tiers, parce

---

(1) V. Sachet, *op. cit.*, n° 178 et Amiens, 20 mars 1900. (S. 1902, 2, 40. D. 1900, 2.269). Desserteaux, *op. cit.*, p. 42, fidèle à la solution indiquée pour l'hypothèse des ouvriers mis à la disposition d'un autre patron (*Supra*, même parag. A.), admet qu'au cas de partage de surveillance et de direction entre l'entrepreneur principal et le sous-entrepreneur, il faut déclarer ces deux personnages solidairement responsables des pensions prévues par la loi de 1898.

que cette aggravation est considérée comme une conséquence fortuite de l'accident et inhérente à celui-ci. C'est ainsi que si, pendant le transport de la victime, se produit par la faute d'un tiers un accident, rendant la blessure plus grave, le chef d'entreprise sera tenu : mais il aura le recours de l'article 7 contre le tiers auteur de l'aggravation. L'hypothèse la plus pratique en ce sens est celle d'une blessure s'aggravant par l'impéritie ou la négligence d'un médecin, d'un chirurgien, d'un pharmacien ou d'un garde-malade (1). Pendant une opération, la victime d'un accident du travail meurt d'une hémorragie, par suite de la négligence du chirurgien ; de même, des complications surviennent dans l'état du blessé, par suite d'une erreur du pharmacien dans l'exécution d'une ordonnance médicale ; ou bien encore, un infirmier se trompe dans l'administration des médicaments qui lui sont confiés. Dans tous ces cas, le patron, dont la responsabilité est engagée, pourra se retourner contre le tiers responsable de l'accident, qui n'est évidemment ni un de ses préposés, ni un de ses ouvriers (2).

---

(1) La jurisprudence est divisée sur le point de savoir si une pareille circonstance doit bien être considérée comme une conséquence inhérente à l'accident. V. dans le sens du texte, Paris, 30 décembre 1902, *Gaz. Trib.* 1903, 2<sup>e</sup> sem., 2, 18. — *Contra*, Nîmes, 23 juillet 1902, *op. cit.*, 1<sup>er</sup> sem. 2.104. V. aussi Loubat, *op. cit.*, n° 605 sq.

(2) Comme l'observe M. Loubat, *op. cit.*, p. 609, la responsabilité du patron est engagée dans le cas d'aggravation de la blessure, que le médecin ou le pharmacien aient été choisis par le patron ou qu'ils l'aient été par la victime ; un pareil choix est pour la victime un droit qui ne saurait lui être imputé à faute ; mais « il en serait autrement si le blessé s'était adressé à un rebouteur ou un charlatan, véritable faute dont le patron ne saurait être rendu responsable ».

Le chef d'entreprise est responsable, dans les termes de la loi de 1898, de la faute ou de l'imprudence de son préposé : ne pourrait-il pas alors, par application du droit commun de l'article 1382, réclamer des dommages-intérêts à celui de ses préposés ayant causé par sa faute un accident industriel ? Il faut sans conteste répondre par la négative : l'action récursoire donnée par l'art. 7 au patron ne peut s'exercer que contre ceux-là mêmes auxquels la victime peut réclamer réparation, c'est-à-dire contre les tiers étrangers à l'entreprise, autres que les ouvriers et préposés du patron ; d'ailleurs, en bonne logique, on ne saurait concevoir qu'il en soit autrement ; la loi de 1898 a supprimé la faute subjective dans les relations des employeurs et des salariés, pour la remplacer par le risque professionnel ; cette notion de faute subjective ne saurait donc être invoquée, d'autant qu'alors elle pourrait même permettre au patron de demander à la propre victime d'un accident réparation de cet accident, pour lequel une indemnité forfaitaire aurait été versée, si la victime avait été blessée par sa propre faute ou par son imprudence ; une pareille action serait manifestement par son caractère d'intimidation contraire aux intentions du législateur de 1898 (1).

(1) D'ailleurs cette action ne pourrait se produire que sous forme reconventionnelle, puisque le caractère d'insaisissabilité de la rente accordée à l'ouvrier en vertu de la loi de 1898 ferait obstacle à la compensation entre la dette née de l'accident et celle née de la faute du préposé. V. dans le sens du texte, Sachet, *op. cit.*, n° 775 ; Loubat, *op. cit.*, n° 1728 ; *Contra*, Chardiny, *op. cit.*, p. 157. Il faut remarquer que si l'accident avait été provoqué par un *crime* du préposé, le patron aurait au contraire un recours contre lui, dans les termes des art. 1382 et sq. du C. c. *Adde* sur la question examinée au texte et dans un sens favorable, mais avec certaines restrictions, Bar-gue, *op. cit.*, pp. 121 sq.

De cet examen des principales hypothèses, où la question se pose de savoir si l'auteur de l'accident peut être considéré comme un tiers responsable, dans les termes de l'art. 7, se dégage nettement cette conclusion : il est difficile de donner ici un principe d'interprétation, d'ordre assez général pour qu'il puisse s'appliquer dans tous les cas ; chaque espèce doit être examinée en elle-même ; tout ce qu'on peut dire, c'est que toutes les fois qu'on se trouvera, par suite des relations contractuelles entre le patron de la victime et l'auteur de l'accident, en présence d'une application évidente du risque professionnel, il faudra repousser l'action de droit commun. Le législateur de 1898, en voulant maintenir la faute délictuelle, à côté du risque professionnel, et dans des conditions strictement réglementées, mais en termes assez ambigus, par l'art. 7, a ouvert le champ à toutes les difficultés.

---

## CHAPITRE V

### Effets de l'exercice de l'action

- I. — Textes de la loi de 1898 qui régissent les effets de l'action de l'art. 7. — Résultats auxquels peut aboutir l'action. — Calcul de l'exonération du tiers responsable.
- II. — La loi du 22 mars 1902 : examen des travaux préparatoires, motifs et but de la rédaction nouvelle de l'art. 7.
- III. A. — Indemnités attribuées sous forme de rentes. — L'indemnité du tiers représentant le surplus de l'indemnité forfaitaire peut-elle être attribuée sous forme de capital ?
- IV. — Principes qui régissent le service des rentes par la Caisse nationale ; non applicabilité de la loi du 20 juillet 1886.
- V. — Conséquences résultant de l'identité de régime des rentes dues par le tiers, et des rentes de l'art. 28 de la loi de 1898. — Tempéraments résultant du caractère de droit commun de l'action de l'art. 7. — Les capitalisations de rente prévues par la loi de 1898, s'appliquent-elles aux rentes dues par le tiers ?
- VI. B. — Indemnités sous des formes autres qu'une rente. — Portée de la disposition du troisième alinéa de l'art. 7.

I. — L'art. 7 de la loi du 9 avril 1898 réglemente les effets de l'action de droit commun qu'il établit, dans ses alinéas 2 et 3 : « L'indemnité qui leur (à la victime ou à ses représentants) sera allouée exonérera à due concurrence le chef de l'entreprise des obligations mises à sa charge. Dans le cas où l'accident a entraîné une incapacité permanente ou la mort, cette indemnité devra être attribuée sous forme de rentes servies par la Caisse nationale des retraites. — En outre de cette allocation sous forme de rente, le tiers reconnu responsable pourra être condamné, soit envers la victime, soit envers le chef d'entreprise, si celui-ci intervient dans l'instance, au

« paiement des autres indemnités et frais prévus aux articles 3 et 4 ci-dessus. »

Il faut rapprocher ces deux alinéas de la fin du premier alinéa du même article, qui dispose que l'ouvrier ou ses représentants conservent contre le tiers auteur de l'accident « le droit de réclamer la réparation du préjudice causé, conformément aux règles du droit commun ».

Il résulte de ces textes et des explications précédentes que l'action de l'art. 7 pourra aboutir à des solutions bien différentes : si c'est le patron qui exerce l'action contre le tiers, il ne peut réclamer et obtenir qu'une indemnité inférieure ou égale à celle dont il est lui-même débiteur, en vertu de la loi de 1898. Quand, au contraire, l'action est exercée par la victime elle-même ou par ses représentants, l'exercice en peut aboutir à une réparation intégrale du préjudice causé ; dans tous les cas, tout ou partie de l'indemnité versée par le tiers viendra exonérer à due concurrence le patron des obligations mises à sa charge par la loi de 1898 ; en fait, ou l'indemnité sera supérieure ou égale à celle de la loi de 1898 ; il y aura alors exonération complète du chef d'entreprise ; ou elle sera inférieure, et l'exonération ne s'effectuera que jusqu'à due concurrence.

Il pourra cependant se produire des hypothèses dans lesquelles le patron ne se trouvera avoir eu aucune indemnité à payer, en vertu de la loi de 1898. On sait qu'il résulte, de ce que l'action de l'article 7 n'est pas basée sur le risque professionnel, mais uniquement sur la responsabilité délictuelle, cette conséquence que des parents autres que ceux qui sont considérés, par l'art. 3 de la loi de 1898, comme les représentants de la victime, aptes à obtenir les indem-

nités forfaitaires prévues par ce texte, peuvent agir contre le tiers responsable, s'ils se trouvent dans les conditions de l'art. 1382 (1). Dans un pareil cas, il est bien certain que la question du calcul de l'exonération du chef d'entreprise ne se poserait pas, puisque celui-ci ne doit rien.

De cette hypothèse, il faut rapprocher l'espèce suivante : nous avons indiqué ailleurs que l'action de l'art. 7 fondée sur le droit commun de l'art. 1382 du Code civil, était soumise à la prescription de droit commun, et non à la prescription spéciale de la loi de 1898 (2). Si donc la victime ou ses représentants ont laissé s'écouler le délai de la prescription de la loi de 1898, sans demander réparation au chef d'entreprise, celui-ci sera libéré de toutes les obligations mises à sa charge par la loi de 1898, alors que cependant la victime pourra encore valablement agir contre le tiers responsable ; dans une pareille hypothèse, lorsque la victime agit contre l'auteur de l'accident, après que la prescription spéciale est acquise au regard du patron, il importe peu de rechercher s'il s'agit d'un accident du travail, et si, par conséquent, le tribunal ne peut allouer qu'une indemnité sous forme de rente : la responsabilité de droit commun est seule en jeu, aucune des limitations apportées à la liberté du juge par l'art. 7 pour faciliter le calcul de l'exonération du patron n'a lieu de s'appliquer : le tribunal est entièrement libre d'allouer une indemnité sous la forme qui lui paraît la plus convenable, et notamment en capital (3).

---

(1) *Supra*, chapitre II, n° 1.

(2) *Supra*, chapitre I, n° 4.

(3) En ce sens, *Trib. civ. de la Seine*, 22 avril 1912, *Gaz. Palais*, 1912, 2, 34.

II. — Il n'en reste pas moins que, normalement, il s'agira de déterminer la proportion dans laquelle le patron se trouvera exonéré : or, la plupart du temps, les indemnités forfaitaires mises à la charge du patron par la loi de 1898 ont la forme de rentes viagères ou temporaires ; d'un autre côté, les tribunaux sont d'ordinaire libres d'allouer les dommages-intérêts sous la forme qui leur paraît convenable, notamment en capital : si donc l'on se trouve en présence d'un patron débiteur d'une rente, et qui doit en être exonéré par l'effet de l'action de l'art. 7, le tiers ayant été condamné au versement d'un capital, le problème pratique consistant à déterminer dans quelle proportion doit se produire l'exonération, est difficile sinon impossible à résoudre, puisque les deux éléments à comparer sont de nature essentiellement différente. La loi du 9 avril 1898 n'avait pas prévu la difficulté, et le texte primitif de l'art. 7 faisait simplement mention que l'indemnité allouée exonérerait, à due concurrence, le chef de l'entreprise des obligations mises à sa charge. La doctrine et la jurisprudence avaient donc eu à organiser un système qui permette, en formulant en quantités comparables le chiffre de l'indemnité de droit commun et celui de l'indemnité forfaitaire, de déterminer exactement l'exonération des tiers. On y était arrivé, en condamnant le tiers à servir à la victime une rente viagère ou temporaire (1). Un système légal, consacrant cette habitude jurisprudentielle, fut établi par quelques-unes des dispositions de la loi du 22 mars 1902, loi modifiant

---

(1) Pour la doctrine, v. les premières éditions de Sachet, *op. cit.*, et comme exemple de décisions jurisprudentielles, trib. correct. de la Seine, 2 avril 1901 (*Gaz. Palais* 1901, 1, 537).

divers articles de la loi du 9 avril 1898. Les nouveautés introduites dans l'art. 7 consistèrent dans l'adjonction au deuxième alinéa de la phrase suivante : « Dans le cas où  
« l'accident a entraîné une incapacité permanente ou la  
« mort, cette indemnité devra être attribuée sous forme  
« de rentes servies par la Caisse nationale des retraites » ;  
et dans la rédaction d'un alinéa nouveau, le troisième, qui dispose ainsi : « En outre de cette allocation sous forme de  
« rente, le tiers reconnu responsable pourra être con-  
« damné, soit envers la victime, soit envers le chef de  
« l'entreprise, si celui-ci intervient dans l'instance, au  
« paiement des autres indemnités et frais prévus aux arti-  
« cles 3 et 4 ci-dessus. » Les dispositions nouvelles furent l'objet d'une assez vive discussion, et comme la rédaction actuelle n'a pas suffi à faire disparaître toutes les difficultés, il faut préciser, d'après les travaux préparatoires, la portée et le sens de la loi du 22 mars 1902 (1).

Des motifs très divers ont inspiré la nouvelle loi. Au premier chef, c'est un souci de protection de l'ouvrier considéré comme un véritable mineur, qui a poussé les rédacteurs du nouvel art. 7 : il faut assurer à la victime de l'accident, même contre son gré, une indemnité entourée de garanties semblables à celles que comporte la loi de 1898 :  
« C'est faire acte de sage prévoyance sociale que d'assurer  
« une indemnité aux victimes sous la forme d'une rente ;  
« ce principe domine toute la loi de 1898, et nombre de  
« tribunaux dès aujourd'hui s'en inspirent en dehors  
« même du cercle d'action de cette loi. La Chambre jugera

---

(1) V. pour la discussion de la loi, S. 1902, lois annotées, pp. 306 et 307, D. 1902, 4, 34 et suiv.

« utile, sans doute, de consacrer cette tradition, de lui  
« donner force de loi pour toutes les contestations visées  
« par l'art. 7 (1). »

M. Millerand, alors ministre du commerce, ajoutait cette observation : « Si le tribunal condamne au versement d'un  
« capital l'auteur de l'accident, si même il le condamne à  
« servir un revenu à l'ouvrier victime de l'accident, celui-  
« ci est privé des garanties que la loi de 1898 lui a assurées  
« au regard du patron. Si bien que, lorsque l'ouvrier fait  
« un procès au tiers, il se peut que, en définitive, le tri-  
« bunal lui ait adjugé simplement l'insolvabilité du tiers,  
« et que par conséquent ne soit pas atteint le but de la  
« loi de 1898, qui est dans tous les cas d'assurer à l'ouvrier  
« victime de l'accident une indemnité forfaitaire (2). » On  
fondait aussi sur la nouvelle loi un autre espoir : c'est  
qu'elle contribuerait à diminuer le nombre des procès.  
Avec le régime actuel, disait-on, c'est-à-dire avant la loi  
de 1902, « la victime peut être tentée de demander au tiers  
« qui a causé l'accident une réparation et de poursuivre  
« contre lui un procès en vertu de l'art. 1382, indépen-  
« damment du procès où elle demandera à son patron la  
« réparation forfaitaire qu'il lui doit en vertu de la loi. Et

(1) Rapport de M. Mirman à la Chambre des députés, 14 mai 1901. V. S. *loc. cit.*, p. 306, 3<sup>e</sup> col.

(2) Discussion sur l'amendement déposé par M. Fernand David, Chambre des députés, séance du 23 mai 1901, V. S. *loc. cit.*, p. 307, col. 1. Cette observation de M. Millerand contient une erreur : les interprètes de la loi de 1898 sont d'accord pour admettre que la formule « l'indemnité qui leur sera allouée exonérera, etc... » signifie que l'indemnité du tiers n'exonérera à due concurrence le patron qui si elle a été réellement acquittée. V. même chapitre, *infra*, n° 5.

« pourquoi sera-t-elle tentée d'ouvrir cette double ins-  
« tance ? Parce qu'en vertu de la loi actuelle, elle peut  
« obtenir du tiers qui a causé l'accident un capital, tandis  
« que de son patron elle n'obtiendra, en thèse générale,  
« qu'une rente » (1). Enfin, et c'est la plus singulière rai-  
son qu'on puisse apporter à l'appui du nouveau texte, en  
le déformant d'ailleurs, on espérait que le tribunal, pour  
déterminer la responsabilité du tiers, se reporterait à la  
loi de 1898 et condamnerait simplement le tiers à la même  
réparation que celle à laquelle, pour le même cas, se trouve  
soumis le patron : « qu'est-ce qui se passera, selon toute  
« probabilité, si vous adoptez le texte que vous propose la  
« commission ? C'est que le tribunal, au moment de pro-  
« noncer la sentence, se reportera naturellement au tarif  
« de la loi et qu'il condamnera ou le tiers ou le patron, à  
« une même indemnité, celle qui est fixée par la loi (2) ».  
Il y a là une méconnaissance si évidente des fondements  
juridiques de l'art 7 et des différences essentielles qui dis-  
tinguent une action fondée sur la responsabilité délie-  
tuelle et une action fondée sur le risque professionnel,  
qu'on s'en étonne, si habitué qu'on soit aux surprises ré-  
servées souvent par les discussions parlementaires. Cette  
singulière théorie fut d'ailleurs relevée, comme de juste,  
au cours de la discussion : si les tribunaux suivaient de pa-  
reilles indications, « il vaudrait mieux, a-t-on dit, suppri-  
mer l'action de l'ouvrier contre le tiers (3) ». L'examen

---

(1) Réponse de M. Millerand aux observations présentées par  
M. Fernand David. V. S. *loc. cit.*, p. 306, 3<sup>e</sup> col.

(2) Réponse de M. Millerand aux observations de M. Fernand  
David. V. S. *loc. cit.*, p. 307, 1<sup>re</sup> col.

(3) Réplique de M. Fernand David. S., *loc. cit.*, p. 307, 1<sup>re</sup>  
col.

des travaux préparatoires montre ainsi à quels raisonnements singuliers peut amener le désir de combiner la responsabilité délictuelle et le risque professionnel ; il établit aussi que, dans l'esprit de ses rédacteurs, la loi de 1902 se présente comme une sorte de réaction contre l'admission dans le domaine de la loi de 1898 de la responsabilité délictuelle, marquée notamment par le désir d'assurer, *dans tous les cas*, à la victime de l'accident, agissant contre le tiers, les mêmes garanties et la même forme d'indemnités qu'avec la loi de 1898.

La seconde modification apportée par la loi de 1902 à la loi de 1898 consiste dans la rédaction du troisième alinéa de l'art. 7. La rédaction proposée tout d'abord aux Chambres ne comportait pas le renvoi formel aux articles 2 et 3 de la loi de 1898 : c'est la commission sénatoriale, qui, sur la demande du Gouvernement, proposa la disposition telle qu'elle figure dans l'art. 7.

Ainsi, aux termes de l'art. 7 nouveau, toutes les fois du moins qu'il faut calculer l'exonération du chef d'entreprise, le tiers ne peut être condamné que sous une des formes suivantes d'indemnités, prévues par la loi de 1898 : 1° rentes viagères ; 2° rentes temporaires aux ayants droit survivants ; 3° allocations journalières ; 4° frais médicaux et pharmaceutiques ; 5° frais funéraires ; 6° capital. En comprenant sous le même chef que les indemnités en rentes, les indemnités en capital, exceptionnelles dans la loi de 1898, et dont on se demande si elles peuvent s'étendre au tiers responsable, nous étudierons les indemnités, auxquelles peut être condamné le tiers, sous deux paragraphes : A, rentes et capital ; B, autres formes d'indemnité.

A. INDEMNITÉS ATTRIBUÉES SOUS FORME DE RENTES VIAGÈRES OU TEMPORAIRES ET INDEMNITÉS ATTRIBUÉES EN CAPITAL.

III. — Lorsque l'accident aura entraîné une incapacité permanente ou la mort, l'indemnité mise à la charge du tiers responsable « *devra être attribuée sous forme de rentes servies par la Caisse Nationale des retraites* ». Deux questions doivent être résolues, sur lesquelles le texte n'apporte pas les précisions nécessaires. Nous allons examiner immédiatement la première, la seconde consiste à savoir à quel texte la loi de 1902 a entendu se référer, lorsqu'elle parle de « *rentes servies par la Caisse Nationale des retraites* » : s'agit-il du fonctionnement de cette Caisse, tel qu'il résulte de la loi de 1898 et des textes complémentaires de cette loi, ou peut-on, au contraire, appliquer aux rentes constituées à la Caisse par le tiers, d'autres textes, qui règlent également l'activité de la Caisse Nationale des retraites.

Quant à la première question, voici en quels termes elle se pose : l'action de l'art. 7, action de droit commun, peut aboutir à une réparation intégrale du préjudice causé, donc à une condamnation du tiers à une indemnité supérieure à l'indemnité forfaitaire mise à la charge du patron : si pareille éventualité se produit, ce complément d'indemnité ne peut-il être attribué à la victime que sous la forme d'une rente, ou bien peut-il aussi consister en un capital ?

Il est bien certain tout d'abord que la disposition de l'art. 7 n'empêche pas que le tiers responsable soit condamné au versement d'un capital ; ce que la loi veut, c'est que la victime ne puisse pas toucher le capital, n'ait pas la disposition immédiate du montant de l'indemnité : aussi, le tiers

peut être condamné à verser un capital, à condition que le tribunal spécifie que ce capital servira à constituer une rente viagère, servie par la Caisse des retraites (1). D'ailleurs, le procédé normal d'application de l'art. 7 consiste dans l'allocation à la victime d'une rente constituée par un capital versé par le tiers directement à la Caisse des retraites.

Ce qu'il faut se demander, c'est si le tiers, quelle que soit l'indemnité dont il est débiteur, devra toujours se voir condamner de telle sorte que l'indemnité serve à la constitution d'une rente, sans que la victime puisse jamais toucher un capital ?

Une espèce fournie par la jurisprudence, va montrer comment se pose en fait la question : un voiturier, au service d'un entrepreneur de transport, avait été tamponné en traversant une voie de la Compagnie P.-L.-M., dans des conditions telles, qu'il en résultait une incapacité permanente absolue de tout travail : la Compagnie, dès l'accident, s'était engagée non seulement à payer à la victime les indemnités auxquelles elle pouvait prétendre vis-à-vis de son patron, en vertu de la loi de 1898, mais encore « à réparer le surplus du dommage non couvert par les dites indemnités ». Or, la victime prétendait exercer, concurremment avec son emploi de voiturier, la profession de marchand de gibier : la question se posait de savoir si la portion d'indemnité afférente au préjudice causé par l'impossibilité de continuer la profession de marchand de gibier, pouvait être allouée sous la forme d'un capital, ou devait

---

(1) C'était notamment le système employé par les tribunaux avant la loi de 1902.

au contraire être attribuée sous forme de rente (1). La doctrine et la jurisprudence se sont longtemps accordées à décider que « lorsque la victime d'un accident du travail, tout  
« en étant un ouvrier industriel ou commercial protégé  
« par la loi du 9 avril 1898, exerce en même temps pour  
« son propre compte une autre profession lucrative com-  
« plètement distincte, rien ne s'oppose à ce qu'il touche en  
« capital l'indemnité afférente à la perte des bénéfices que  
« lui procurait cette profession, si du moins il lui a été al-  
« loué sous forme de rente le maximum de l'indemnité à  
« laquelle il pouvait prétendre en vertu de la loi de  
« 1898 (2) ».

Les arguments en faveur de cette solution sont nombreux. D'abord, au point de vue juridique, il est certain, dit-on, que l'art. 7, disposition exceptionnelle dans l'ensemble de la loi de 1898, ayant sa base dans les art. 1382 et sq., doit s'interpréter selon l'esprit de ces articles, et non selon les principes de la loi de 1898 : or, l'art. 1382 du C. c. n'impose aucune forme spéciale pour le paiement des dommages-intérêts : le juge a ici un pouvoir souverain ; la disposition de l'art. 7 ne déroge à cette règle que dans la mesure où le paiement de l'indemnité par le tiers exonère le

---

(1) Ces circonstances de fait sont empruntées à un arrêt de la Cour de Grenoble du 9 août 1909. (D. 1911, 2.325).

(2) Même arrêt, rendu par la 1<sup>re</sup> Chambre de la Cour de Grenoble, sous la présidence de M. Sachet (*loc. cit.*). Sous cet arrêt, note de M. Dupuich, *Adde, Rev. trim.*, 1913, les observations de M. Louis Crémieu, pp. 309 sq. Les décisions judiciaires rendues dans le sens de l'arrêt de Grenoble sont nombreuses. Lyon, 22 avril 1904. *Rec. des acc. du trav.*, 1904-1905, p. 68 ; Paris, 10 mai 1910, (c'est l'arrêt cassé par la décision de la Cour de cassation, étudiée *infra.*, (D. 1911, 5, 30) ; Trib. civ. de la Seine, 23 mai 1911, *Rec. pér. des ass.*, 1911, p. 503.

patron, c'est-à-dire dans les cas où pourrait se produire une difficulté de calcul pour l'imputation des deux indemnités l'une sur l'autre ; cette disposition est donc une exception au principe de l'art. 1382, et elle doit, par suite, s'interpréter restrictivement.

A donner cette solution, il y a d'ailleurs une raison d'équité et d'utilité pratique : bien souvent l'ouvrier victime de l'accident est sans ressource personnelle ; il a seulement son salaire, qu'il dépense en entier pour la vie quotidienne : il se peut par suite, en attendant le règlement des sommes qui lui sont dues, et les résultats de son action contre le tiers auteur, qu'il soit obligé de solliciter du crédit ou même d'emprunter ; avec une indemnité partie en capital, partie en rente, l'ouvrier pourra se libérer et se trouver en même temps assuré du lendemain : si l'indemnité lui est allouée uniquement sous forme de rente, c'est peut-être pour lui une gêne perpétuelle.

Ces arguments sont très forts : ils n'ont pas empêché certains auteurs de soutenir la solution opposée (1), et la Cour de cassation, par un arrêt du 17 janvier 1912, d'affirmer « que les termes de l'art. 7 de la loi du 9 avril 1898, modifié par la loi du 22 mars 1902, sont absolus et ne permettent pas de distinguer, dans l'indemnité due par le tiers responsable de l'accident, la partie destinée à exonérer le chef d'entreprise et qui devrait être accordée dans les mêmes formes que celle qui avait été mise à sa charge, et l'autre partie, qui, dépassant les réparations forfaitaires de la loi de 1898, serait livrée au pouvoir souverain

---

(1) Baudry-Lacantinerie et Wahl, *Traité du louage*, II, n° 2507. Dans le sens de l'opinion soutenue au texte, Sachet, *op. cit.*, n° 796 bis.

« du juge du fait, qui demeurerait le maître de dire la forme sous laquelle le paiement en serait effectué (1) ». Cette solution se fonde sur l'application littérale de l'art. 7 nouveau : il n'y est faite aucune distinction entre la partie de l'indemnité destinée à exonérer le chef de l'entreprise et la partie dépassant les réparations forfaitaires ; les termes de la loi sont tout à fait impératifs, et dans le silence des textes, qui n'ont pas prévu l'hypothèse examinée, l'interprète ne saurait suppléer à la volonté du législateur ; la solution de la Cour de cassation cadre d'ailleurs, quoi qu'on en puisse dire, avec les intentions des législateurs de 1898 et de 1902 (2) : c'est l'esprit de ces lois d'établir une protection de l'ouvrier, même malgré sa volonté ou la volonté contraire des tribunaux : l'un des meilleurs moyens apparaît dans l'attribution des indemnités en rente, les législateurs de 1902 ne poussant pas la prévoyance jusqu'à considérer, comme nous l'avons montré plus haut, que l'intérêt bien entendu de l'ouvrier exigerait, dans bien des cas, le versement d'un capital. Si la nouvelle jurisprudence de la Cour de cassation s'accorde avec le texte de l'art. 7 et l'esprit de la loi de 1902, il est certain qu'il y a des raisons de droit fortes, puisqu'elles se basent sur le caractère même de l'art. 7, en même temps qu'elles s'appuient sur une meilleure entente des véritables intérêts de la victime, sans que le tiers puisse s'en trouver surchargé, pour qu'on affirme l'exactitude de la solution contraire à celle consacrée par la Cour de cassation dans l'arrêt du 17 janvier 1912, en souhaitant que cette décision reste isolée.

---

(1) Cass. Ch. civ., 17 janvier 1912. (D. 1912, 1, 77).

(2) V. *Supra*, les indications données à ce sujet sur les travaux préparatoires de la loi de 1902.

IV.— La seconde question qui se pose, relativement au texte nouveau de l'art. 7, consiste à savoir ce qu'il faut exactement entendre par « rentes servies par la Caisse Nationale des retraites ». La Caisse Nationale des retraites, établissement déjà ancien, puisqu'il date de 1850, a été réorganisée à diverses reprises et pourvue successivement d'une série d'attributions très diverses : pour nous arrêter seulement à celles qui nous intéressent ici, c'est cette Caisse qui, d'une part, d'après sa charte fondamentale, la loi du 20 juillet 1886, est chargée de la constitution des rentes *de vieillesse*, et qui, d'autre part, intervient de façon constante dans le fonctionnement de la loi sur les accidents, notamment pour assurer en divers cas le service des rentes *d'invalidité* (1). On s'est alors demandé si l'on pouvait appliquer à la constitution de la rente par le tiers responsable des accidents du travail les règles et les tarifs de la loi du 20 juillet 1886, ou s'il fallait obligatoirement se référer à l'organisation des rentes d'invalidité, telle qu'elle résulte des règles suivies par la Caisse Nationale, lorsqu'il s'agit des applications de la loi de 1898. L'intérêt à résoudre la question est double : d'abord les tarifs diffèrent selon les cas ; ils sont, en effet, fondés sur des taux de mortalité différents : lorsqu'il s'agit de rentes de vieillesse, le taux

---

(1) Le rôle essentiel de la Caisse des retraites dans le fonctionnement de la loi de 1898 lui est attribué par l'art. 28, qui dispose notamment : « toutefois, les débiteurs qui désireront se libérer en une fois, pourront verser le capital représentatif de ces pensions à la Caisse nationale des retraites, qui établira à cet effet, dans les six mois de la promulgation de la présente loi, un tarif tenant compte de la mortalité des victimes d'accidents et de leurs ayants droit ». Ce qu'il faut précisément savoir, c'est si ce texte est le seul applicable aux rentes dues par le tiers.

de mortalité est calculé sur l'ensemble de la population ; lorsqu'il s'agit, au contraire, de rentes d'invalidité, il est calculé « en tenant compte de la mortalité des victimes d'accidents du travail et de leurs ayants droit » (loi du 9 avril 1898, art. 28), catégorie présentant évidemment des chances de mortalité plus rapide. Mais c'est surtout parce que la loi du 20 juillet 1886 autorise la constitution des rentes de vieillesse avec la faculté de réserve du capital, tandis que la loi de 1898 ne le fait pas, que les tiers responsables demandaient l'application des règles de la loi de 1886 : d'après l'argumentation qu'ils présentaient, un tiers proposant de constituer à la Caisse Nationale des retraites une rente de vieillesse, fût-ce au tarif de la loi du 20 juillet 1886 et à capital réservé, satisfaisait aux termes mêmes de l'art. 7 de la loi de 1898, puisqu'il offrait bien une « rente servie par la Caisse Nationale des retraites ». Cette solution, malgré une décision favorable isolée (1), a été justement repoussée par la jurisprudence (2) : comme nous l'avons vu, l'un des buts de la loi de 1902 a été d'assurer à la victime d'accident, « les *mêmes garanties* dans tous les cas, qu'il s'agisse d'un tiers ou d'un patron (3) » ; qu'est-ce à dire, sinon que la constitution de rentes servies par la Caisse nationale doit être régie par les mêmes règles, qu'il s'agisse du patron ou du tiers, c'est-à-dire par les règles

---

(1) Trib. civ. de Lectoure, 5 juillet 1906. (D. 1912, 2, 43).

(2) Trib. civ. de Lyon, 11 mars 1910, Trib. civ. de Toulouse, 26 octobre 1911 (D. 1912, 2, 43, et 44). Les trois décisions ci-dessus, réunies dans D. 1912, 2, 41, sont commentées par une longue note de M. Dupuich, *Adde.* Trib. com. Seine, 29 févr. 1912. *Rec. acc. du travail*, 1912, 69.

(3) Discussion de la loi de 1902, Ch. des députés, séance du 23 mai 1901 (V. *Supra*, même chapitre, n° 2).

formulées par l'art. 28 de la loi de 1898 : d'ailleurs, si l'on conçoit qu'un déposant se constituant à lui-même une rente de vieillesse puisse, en détruisant ainsi ce qu'il y a d'égoïste dans la constitution d'une rente de vieillesse à capital aliéné, réserver à ses ayants droit le remboursement du capital à charge de réduction de la rente (1), il serait parfaitement illogique de permettre la même combinaison non plus à un prévoyant se constituant à lui-même une rente de vieillesse, mais à un responsable, obligé par justice, à faire à sa victime une rente d'invalidité : ainsi donc, analogie complète, voulue très logiquement par le législateur, entre le régime de l'art. 7 et celui de l'art. 28 de la loi de 1898, c'est de là qu'il faut partir pour formuler les règles applicables à la constitution des rentes dues par le tiers. La loi du 22 mars 1902 a fait l'objet, en vue de son application, d'une circulaire de la chancellerie du 11 juillet 1902, qui contient des indications nombreuses et exactes, relativement à l'interprétation de nouvel art. 7 (2).

V. — Tout d'abord, il résulte des principes exposés que le capital constitutif de la rente ne peut être versé qu'à la Caisse des retraites ; le paiement effectué entre les mains

---

(1) Sur tous ces points, consulter la note précitée de Dupuich. La question posée au texte trouve aussi un intérêt dans cette circonstance que l'attribution de plein droit au conjoint survivant de moitié de la rente, est organisée par la loi de 1886, tandis que l'art. 28 de la loi de 1898 n'en parle pas, (la loi de 1898 autorise simplement la possibilité de cette réversibilité ; mais à ce sujet, voir *infra*. les observations présentées sous le n° 5).

(2) *Bulletin officiel du Ministère de la Justice*, année 1902, pp. 120 sq. Les indications relatives à l'art. 7 sont contenues dans le chapitre 2 de cette circulaire.

de la victime ou du patron ne serait libératoire, qu'au cas seulement où le débiteur pourrait justifier un emploi des fonds conforme à la loi ; les officiers ministériels sont tenus par suite, sous leur responsabilité, de verser à la Caisse les fonds qui leur sont remis, en exécution de la condamnation du tiers, sans rien remettre à leurs clients (1).

Les termes impératifs du deuxième alinéa de l'art. 7 doivent s'étendre aussi aux accords amiables qui peuvent intervenir entre le tiers responsable et la victime ; toute convention contraire aux dispositions de l'art. 7 serait frappée de nullité en vertu de l'art. 30 de la loi de 1898 (2).

Il résulte de la disposition du troisième alinéa de l'art. 3 de la loi de 1898 qui vise, sans faire aucune distinction « les rentes constituées en vertu de la présente loi », une double conséquence : la rente due par le tiers est incessible et insaisissable pour la totalité ; et elle est payable par trimestre (3).

On ne saurait considérer que les tiers aient un droit acquis à payer l'indemnité dont ils sont redevables sous une forme ou sous une autre, puisqu'en principe, les tribunaux

---

(1) Loubat, *op. cit.*, n<sup>os</sup> 1745 et 1746. *Circul.* précitée.

(2) Art. 30 : « Toute convention contraire à la présente loi est nulle de plein droit ». C'est précisément de l'interprétation d'un accord amiable qu'il s'agissait dans l'espèce examinée *supra* (D. 1911, 2, 325). V. une autre application du principe indiqué au texte dans un arrêt de Lyon, 9 mai 1912, *Moniteur Judiciaire de Lyon*, 8 juillet 1912, *Rec. acc. du trav.*, 1912, 174.

(3) En ce sens, Loubat, *op. cit.*, n<sup>o</sup> 1750. La solution contraire, cependant, est implicitement consacrée par un arrêt de la Cour de cassation du 26 juin 1908 (S. 1911, 1, 422). Il résulterait de cette jurisprudence que les tribunaux auraient un pouvoir souverain d'affecter telle modalité qu'il jugerait convenable, au paiement de la rente due par le tiers.

sont libres d'adjudger ces dommages-intérêts sous une forme quelconque : la loi de 1902 doit, par suite, avoir un effet rétroactif, en ce sens que les tribunaux doivent l'appliquer même à des accidents survenus antérieurement à sa promulgation (1).

Il est une combinaison, autorisée par la loi de 1898, et dont l'extension à l'indemnité due par le tiers a été repoussée avec raison par la doctrine et la jurisprudence. L'art. 9 de la loi de 1898 permet à la victime d'accident, de demander, lors du règlement définitif de la rente viagère, après l'expiration du délai de revision, et cela par voie de *jurisdiction gracieuse* (2) que la rente, qui lui est allouée, soit réversible, par moitié, sur la tête de son conjoint. La réversibilité doit-elle s'admettre, lorsqu'il s'agit d'une rente représentative de l'indemnité due par le tiers responsable ? Non, car l'on ne peut permettre la réversibilité en s'appuyant sur les dispositions de l'art. 9, puisque celui-ci n'autorise la réversibilité qu'après l'expiration du délai de revision : or, la revision n'est pas admise au regard du tiers responsable qui n'est pas tenu en vertu de la loi de 1898, mais seulement en vertu du droit commun. Il est vrai que la réversibilité pourrait s'admettre, si l'on s'accordait à appliquer aux rentes dues par le tiers, non pas les règles de la loi de 1898, mais celles de la loi du 20 juillet 1886, qui permet la réversibilité, pour les rentes de vieillesse, constituées à la Caisse Nationale. Nous avons

---

(1) *Esch.* sous *Concl. préfet* du 11 juillet 1902, Loubat, *op. cit.*, n° 1748, Sachet, *op. cit.*, n° 797. *Contra*, Paris, 21 janvier 1904, *Gaz. Trib.*, 1<sup>er</sup> mai 1904.

(2) Disposition finale de l'art. 9 : « Le Tribunal, en Chambre du Conseil, statuera sur ces demandes ».

examiné plus haut la question (1), en concluant que la loi de 1886 était inapplicable en la matière ; la réversibilité ne peut donc s'admettre pour les rentes dues par le tiers responsable. C'est dans ce sens que s'est prononcé un arrêt de la Cour de Toulouse du 11 octobre 1911 (2).

La loi de 1898 prévoit diverses hypothèses, où les indemnités servies sous forme de rentes peuvent être transformées en un capital. Faut-il appliquer les solutions qu'elle donne en ce sens aux rentes dues par le tiers responsable ? La doctrine sur ce point se divise, c'est qu'en effet, malgré l'analogie d'apparence entre les rentes servies par la Caisse des retraites en vertu de la loi de 1898, et celles qui sont servies en vertu de l'art. 7, il y a au fond une différence essentielle, les secondes étant dues en vertu du droit commun, et les dispositions de la loi de 1898 relatives à la capitalisation des rentes constituant des dispositions exceptionnelles qu'on ne doit pas étendre en dehors du champ d'application de la loi de 1898, c'est-à-dire en dehors des cas de risque professionnel.

---

(1) *Supra*, n° 4.

(2) D. 1912, 2, 45, avec note. *Adde*, Trib. civ. de Grenoble, 29 mars 1912. (*Rec. des Somm.*, 1913, 2.712). Il faut d'ailleurs remarquer que les demandes en vue d'étendre la réversibilité aux rentes dues par le tiers, se présentaient dans la pratique, *au cours de la procédure contentieuse* : cette seule circonstance devait faire écarter la réversibilité : en droit commun, en effet, la victime ne peut demander que la réparation du préjudice qui lui est *personnel*, car nul ne plaide par procureur ; c'est pour respecter le principe que la loi de 1898 a fait de la réversibilité une mesure de *juridiction gracieuse*. V. *Supra*, p. 124 et note. Dans le sens contraire à l'opinion soutenue au texte Sachet, *op. cit.* n° 794. L'auteur y fait surtout ressortir des considérations d'équité en faveur de l'admission de la réversibilité.

C'est ainsi qu'il ne faut pas appliquer aux rentes servies par la Caisse des retraites les dispositions de l'art. 3 de la loi de 1898, d'après lesquelles le conjoint de la victime, en cas de nouveau mariage, et l'ouvrier étranger cessant de résider sur le territoire français, reçoivent aux lieux et places de leur rente, un capital égal à trois annuités. Evidemment, la Caisse ne perdrait rien à opérer une telle transformation, mais elle ne peut l'imposer ; l'indemnité à laquelle a été condamné le tiers correspond, en effet, à un préjudice causé ; une réduction à cette indemnité ne saurait se comprendre que si elle correspondait à une réduction du préjudice lui-même : du moins, la convention des deux parties pourrait-elle étendre la solution de l'art. 3 aux rentes servies par la Caisse, car aucun principe ne s'oppose à l'extension volontaire des principes de la loi de 1898 (1).

La disposition de l'art. 9, qui autorise en même temps que la réversibilité, l'attribution en espèces du quart du capital nécessaire au service de la rente, doit être écartée, en ce qui concerne les relations de la victime et du tiers, à cause de la généralité des termes de l'art. 7 sur l'attribution sous forme de rentes de l'indemnité due par le tiers. Il faut en dire autant de la faculté de stipuler le paiement d'un capital en remplacement de toute pension ne dépassant pas 100 francs. Enfin, l'art. 21 de la loi de 1898 déclare que les parties peuvent toujours, après détermination du chiffre de l'indemnité due à la victime, décider que le service de la pension sera suspendu et remplacé, tant que l'accord subsistera, par tout autre mode de réparation : cette disposi-

---

(1) En ce sens, Loubat, *op. cit.*, n° 1754, Sachet, *op. cit.*, n° 794.

tion ne peut manifestement s'étendre à l'indemnité due par le tiers, étant donnés les termes de l'art. 7, tel qu'il a été rédigé par la loi de 1902. D'ailleurs, si toutes ces solutions ont pu, surtout pour des raisons d'équité, être très vivement attaquées en doctrine (1), elles nous paraissent des corollaires nécessaires de la jurisprudence de la Cour de cassation, basée sur l'application littérale de l'art. 7, relativement à la forme de l'indemnité due par le tiers (2).

Nous avons indiqué déjà des cas, dans lesquels l'application des dispositions de l'art. 7 recevait échec, l'indemnité pouvant être allouée en capital (3). Il faut ajouter que l'interprétation des termes de l'art. 7 (« dans le cas où l'accident a entraîné une incapacité permanente ou la mort »), interprétation qui doit être restrictive, puisqu'elle apporte une dérogation au droit commun, conduit à autoriser la possibilité d'une allocation en capital, quand l'incapacité constatée n'est pas permanente (4).

La détermination des garanties accordées à la victime et au patron agissant en vertu de l'art. 7, a été examinée (5). Il faut toutefois noter que la victime, quoi qu'en ait dit un rédacteur de la loi de 1902, est et a toujours été protégée contre l'insolvabilité du tiers, au moins dans la limite des indemnités forfaitaires, l'esprit général de la loi de 1898, sinon les termes mêmes de l'art. 7 (6), permettant

---

(1) Notamment par Sachet, *op. cit.*, nos 791 sq.

(2) *Supra*, même chapitre, n° 3.

(3) *Supra*, même chapitre, n° 1.

(4) En ce sens, implicitement, Toulouse, 24 juillet 1912, (S. 1913, 2, 144).

(5) *Supra*, chapitre I, n° 5.

(6) Cabouat, *op. cit.*, n° 233, tout en donnant la solution indiquée au texte, fait justement observer que le *texte même* de

d'affirmer que l'exonération du patron ne fonctionne qu'autant que l'indemnité due par le tiers a été *acquittée*.

Comme l'indique la circulaire de la Chancellerie du 11 juillet 1902, dans des termes d'ailleurs assez criticables (1), la Caisse Nationale ne garantit pas à l'ouvrier le paiement de la rente mise à la charge de l'auteur de l'accident ; si le tiers ne met pas, dans les conditions de sa condamnation, la Caisse en mesure de payer la rente, c'est à l'ouvrier qu'incombera exclusivement le soin de recourir aux mesures d'exécution : les art. 24 et 26 de la loi de 1898, sur le paiement provisionnel par la Caisse Nationale, ne prévoient en effet que les indemnités mises à la charge du *chef d'entreprise ou de son assureur*, et n'accordent de recours à la Caisse que contre ces derniers.

La jurisprudence considère qu'elle est libre, sauf la réserve du deuxième alinéa de l'art. 7, d'entourer l'allocation de dommages-intérêts dûs par le tiers des modalités ou des garanties qui paraissent nécessaires, selon l'espèce ; c'est l'application de ce principe que l'action de l'art. 7 est régie par le droit commun. C'est, en ce qui concerne les garanties accordées à la victime, sur ce fondement que la juris-

---

l'art. 7, al. 2, paraît faire de la simple allocation de l'indemnité, indépendante de tout paiement ultérieur, une cause d'exonération pour le chef d'entreprise.

(1) La circulaire emploie l'expression suivante : « La Caisse... ne garantit pas à l'ouvrier le paiement de la rente mise à la charge de l'auteur de l'accident, si ce dernier a été poursuivi, *sans que le patron ait été mis en cause* ». Or, il a été indiqué (*Supra*, chapitre II, n° 2) que la victime ne saurait agir par la même instance contre le chef d'entreprise et le tiers responsable, aucune connexité n'existant entre l'action de l'art. 7 et l'action de la loi de 1898.

prudence base la possibilité pour les tribunaux de déclarer la rente due par le tiers, payable par trimestre et d'avance, sans voir, comme nous l'avons exposé, dans cette forme de service de la rente, une forme obligatoire, imposée par l'art. 7 et l'art. 3 combinés (1). A côté des garanties accordées éventuellement à la victime, les tribunaux jugent parfois opportun de réserver intacts les droits du tiers condamné au cas où surviendrait un fait nouveau : c'est ainsi que le jugement, condamnant le tiers responsable, peut permettre à ce tiers de demander, suivant le droit commun des accidents, tel qu'il résulte de la loi de 1898, la réduction ou la suppression de la rente qu'il a été condamné à servir, dans le cas où la cause qui avait motivé cette condamnation aurait totalement ou partiellement disparu (amélioration dans l'état du blessé, par exemple) (2).

B. INDEMNITÉS JOURNALIÈRES. — FRAIS MÉDICAUX  
ET PHARMACEUTIQUES. — FRAIS FUNÉRAIRES.

VI.— L'étude des autres indemnités, auxquelles peut être condamné le tiers responsable ne présente aucune difficulté. La rédaction primitive de l'art. 7 était assez ambiguë : le paragraphe 2 portait simplement que l'*indemnité* allouée exonérait jusqu'à due concurrence le chef d'entreprise ; par suite, on pouvait croire que la condamnation du tiers responsable déchargeait seulement le chef d'entreprise de l'essentiel de son obligation, c'est-à-dire du service de la

---

(1) *Supra*, p. 123, texte et note.

(2) V. Bordeaux, 11 mars 1912 (*Rec. acc. trav.* 1912, 169), et Lyon, 26 juillet 1912 (*Moniteur Judiciaire de Lyon*, 22 octobre 1912, *La Loi*, 16 novembre 1912).

rente, en le laissant tenu de l'indemnité de demi-salaire et des frais médicaux, pharmaceutiques et funéraires. La loi de 1902 a complété la disposition primitive : outre la rente, le tiers pourra être condamné « au paiement des autres indemnités et frais prévus aux articles 3 et 4 ci-dessus ». Les articles auxquels il est renvoyé traitent de l'indemnité journalière, des frais médicaux, pharmaceutiques et funéraires.

La différence de rédaction des deuxième et troisième alinéas de l'art. 7, le deuxième relatif à l'indemnité sous forme de rente, employant la formule « devra », tandis que le troisième adopte le terme « pourra » signifie que lorsque des dommages-intérêts sont mis par justice à la charge du tiers, ils doivent d'abord être constitués sous forme de rente : s'ils dépassent le taux légal des indemnités forfaitaires, et, si notamment le patron intervient dans l'instance pour demander qu'il lui soit tenu compte des indemnités accessoires de la loi de 1898, payées par lui, comme il importe de faire revêtir aux dommages-intérêts une forme qui permette, par comparaison avec des éléments identiques de l'indemnité forfaitaire de la loi de 1898, le calcul de l'exonération du chef d'entreprise, on leur donnera la forme de frais médicaux, pharmaceutiques ou funéraires, ou d'indemnités temporaires, en sorte qu'on puisse facilement les imputer sur les indemnités de même nature dues par le patron : c'est toujours la nécessité de formuler en éléments identiques la dette du patron et celle du tiers, qui a fait ajouter le troisième alinéa dans l'art. 7, de même qu'elle avait inspiré la rédaction nouvelle du deuxième alinéa : mais si les tribunaux doivent nécessairement donner à chacune des indemnités prévues par le troisième ali-

néa, la forme adoptée par la loi de 1898, ils restent libres, ces indemnités représentant des dommages-intérêts dûs en vertu de l'art. 1382, de les faire varier comme ils le jugeront convenable, sans être liés par le maximum et le minimum de la loi sur les accidents.

Il faut observer que la rédaction du texte du troisième alinéa en ce qui concerne le patron est trop étroite « en outre de cette allocation sous forme de rente, le tiers reconnu responsable pourra être condamné soit envers la victime, soit envers le chef de l'entreprise, *si celui-ci intervient dans l'instance...* » En réalité, le patron peut se trouver dans l'instance engagée contre le tiers responsable, soit comme partie intervenante, soit comme demandeur.

En vertu du texte de l'art. 7, les règles des art. 3 et 4 sont applicables aux paiements des diverses indemnités autres que les rentes auxquelles peut être condamné le tiers responsable. Ainsi l'indemnité journalière sera égale au demi-salaire, les frais funéraires ne pourront dépasser 100 francs. Cependant, comme l'observe justement M. Loubat (1), il est une disposition qui, bien qu'appartenant à l'art. 4, paraît ne pas devoir être appliquée au tiers responsable : la loi dispose en effet : « quant aux frais médicaux et pharmaceutiques, si la victime a fait choix elle-même de son médecin, le chef d'entreprise ne peut être tenu que jusqu'à concurrence de la somme fixée par le juge de paix du canton, conformément aux tarifs adoptés dans chaque département pour l'assistance médicale gratuite » ; ce texte s'explique par cette circonstance que la loi n'a pas voulu aggraver la situation du patron ou de son assureur,

---

(1) Loubat, *op. cit.*, n° 1758.

par suite du refus de la victime de s'adresser à leur médecin attitré : or, en fait, le tiers ne sera pas dans une situation analogue, et peu importera que la victime s'adresse à tel ou tel médecin : il faut en conclure que le tiers pourra toujours être condamné à payer en totalité les frais médicaux.

---

## CONCLUSION

---

- I. — Insuffisance du régime établi par l'art. 7. — Confusion et incertitudes de la jurisprudence.
- II. — La responsabilité du tiers auteur d'accident du travail dans les législations étrangères. — La loi belge du 24 décembre 1903.
- III. — Les points sur lesquels devraient porter les réformes : précision du mot tiers ; possibilité de l'attribution de l'indemnité en capital pour le surplus de l'indemnité forfaitaire ; précisions en ce qui concerne l'action du chef d'entreprise et la substitution de l'assureur.

I. — Une conclusion certaine se dégage de l'étude de la responsabilité du tiers auteur d'un accident du travail, vis-à-vis du chef d'entreprise et de la victime, étant donnés les principes posés à ce sujet par l'art. 7 de la loi du 9 avril 1898 : le système existant est insuffisant, puisqu'en voulant établir une réglementation précise des recours, il aboutit seulement, dans l'application, à une jurisprudence confuse, dans laquelle on voit les Cours d'appel et la Cour de cassation donner les solutions les plus opposées, en partant de principes très différents : la Cour suprême interprète littéralement et même restrictivement les termes de l'art. 7, tandis que, sans son contrôle, les Cours d'appel auraient une tendance à admettre assez largement la responsabilité de droit commun. Cette situation est d'autant plus déplorable qu'on n'est pas arrivé, malgré

qu'en soit déjà en présence d'une application de douze années, à un système peut-être criticable, mais au moins fixe : sur la même question, les décisions de la Cour de cassation varient souvent (1) : lors même qu'il y a un arrêt solennel, comme cet arrêt a été rendu en fonction de certaines circonstances de fait tout à fait spéciales, les dissidences renaissent (2). Il est singulier que toutes les difficultés résultant de l'application de l'art. 7, difficultés bien connues pourtant des praticiens, n'aient jamais inspiré un projet de réforme. Pour examiner quel remède apporter à la situation, il nous paraît, puisque rien n'existe qui soit relatif à l'art. 7, dans les projets et propositions, dont l'objet est de modifier la loi du 9 avril 1898 sur tel ou tel point, qu'il faut d'abord examiner rapidement la législation étrangère. La question de la responsabilité de droit commun se présente en effet forcément, au moins lorsqu'il s'agit d'une responsabilité entraînant une imputation pénale et des poursuites répressives, toutes les fois qu'il faut déterminer les limites du domaine du risque professionnel ; les dispositions qui résolvent la question peuvent être plus ou moins explicites : on les retrouve dans tous les systèmes.

II. — Les indications fournies par les lois étrangères sur la responsabilité des tiers auteurs d'accident du travail, sont en général assez brèves. La plupart des législations ont simplement posé le principe du fonctionnement de la

---

(1) Par exemple, en ce qui concerne la possibilité d'attribuer à la victime un capital représentatif du surplus de l'indemnité forfaitaire. (V. *supra*, chap. V.)

(2) *Supra*, chap. IV.

responsabilité de droit commun en cette matière, avec éventuellement la substitution de l'assureur à la victime créancière des dommages-intérêts : c'est ainsi que procèdent les lois allemande, norvégienne, luxembourgeoise (1). La loi autrichienne, plus explicite, proclame en outre formellement que l'indemnité de droit commun ne pourra revenir à la victime ou à ses représentants qu'en ce qui concerne le surplus de l'indemnité forfaitaire (2). La loi anglaise pose le principe du non cumul des deux actions, action de droit commun, action en indemnité forfaitaire, aussi bien en ce qui concerne leur résultat, qu'en ce qui concerne leur exercice même : en sorte que la victime devra choisir entre les deux actions, son choix empêchant ensuite tout exercice de l'action laissée de côté, sous réserve d'un recours possible du patron contre le tiers, si l'action choisie par l'ouvrier est l'action en indemnité forfaitaire (3). Enfin, on peut encore noter qu'en Italie, la responsabilité de droit commun subsiste seulement au cas d'une condamnation pénale frappant le tiers (4).

Il semble qu'une législation, tout au moins, devrait fournir une réglementation plus détaillée des recours qui peuvent atteindre le tiers responsable : la loi belge du 24 décembre 1903 s'est manifestement inspirée de la législation française de 1898, mais postérieure de cinq années à celle-ci, postérieure même aux premières modifications

---

(1) Pour la législation étrangère, v. Bellom, *Les Lois d'assurance ouvrière à l'étranger*. (V. *infra*, bibliographie.) — Loi allemande du 6 juillet 1884, art. 98. Loi norvégienne du 23 juillet 1894, art. 36. Loi luxembourgeoise du 5 avril 1902, art. 24.

(2) Loi autrichienne du 28 décembre 1887, art. 47, par. 2.

(3) Loi anglaise du 6 août 1897, art. 6.

(4) Loi italienne du 17 mars 1898, art. 22.

de la loi sur les accidents, en 1899 et en 1902, elle a pu profiter de l'expérience acquise, et, comme on l'a dit, « le « législateur belge est parvenu à mettre sur pied un régime légal très complet, nullement vexatoire pour l'industrie, supérieur en somme, semble-t-il, à tout ce qui « a été réalisé jusqu'ici dans les autres Etats, sauf peut-être en Suisse (1) ». Cependant, il faut constater que l'art. 21 de la loi belge, qui correspond à l'art. 7 de la loi du 9 avril 1898, et définit les principes applicables aux cas où la responsabilité d'un tiers est engagée, présente des lacunes aussi, sinon même plus importantes que celles du texte français (2). Cet article dispose en effet ainsi : « Indépendamment de l'action résultant de la présente loi, « la victime et les ayants droit conservent, contre les personnes responsables de l'accident, autres que le chef « d'entreprise ou ses ouvriers et préposés, le droit de réclamer la réparation du préjudice causé conformément aux « règles du droit commun ; le chef d'entreprise sera, le cas échéant, exonéré de ses obligations à concurrence « du montant des dommages et intérêts accordés... « L'action contre les tiers responsables pourra même être « exercée par le chef d'entreprise à ses risques et périls, « aux lieu et place de la victime ou des ayants droit, s'ils « négligent d'en faire usage. » L'art. 20 qui s'occupe également de l'accident causé intentionnellement par le chef

---

(1) Pic, *op. cit.*, p. 45.

(2) Sur la loi belge, v. Demeur, *Le Risque professionnel, traité théorique et pratique de la loi du 24 décembre 1903 sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail*, Bruxelles et Paris, 1908, nos 3155 sq. : *Responsabilité civile des tiers*.

d'entreprise, en maintenant pour ce cas le droit de l'ouvrier d'agir selon les règles générales de la responsabilité civile, pose le principe du non-cumul : « Les dommages « et intérêts ne seront en aucun cas cumulés avec ces « réparations. » Ainsi la loi belge pose le principe du non-cumul ; de plus, dans cette législation, ne se présentent pas les mêmes difficultés qu'en droit français, lorsqu'il s'agit de déterminer contre qui l'action de droit commun peut être intentée : la loi belge, en effet, ne contient pas de disposition analogue à celle de l'art. 20 de la loi du 9 avril 1898, qui assimile, en cas de faute inexcusable, le substitué du patron au patron lui-même ; en sorte que ne peuvent se produire toutes les discussions qui ont abouti à l'arrêt solennel de la Cour de cassation, excluant tout recours de droit commun au cas où l'auteur de l'accident est un individu substitué au patron ; dans le système belge on entend par les termes préposés et ouvriers uniquement les personnes auxquelles est applicable le principe sur la responsabilité civile de l'art. 1384 du Code civil. Par contre, une lacune essentielle marque la loi belge, postérieure pourtant à la loi de 1902 ; aucune disposition semblable à l'alinéa deuxième de notre art. 7 ne figure dans l'art. 20 de la loi belge ; l'indemnité allouée à la victime par les tribunaux ne doit pas forcément, aux termes de la loi, être attribuée sous forme de rentes ; la jurisprudence belge en réalité emploie pourtant le système établi par la loi française de 1902, comme le faisait la jurisprudence française, avant les modifications apportées à l'art. 7 par ce texte. Mais il est certain qu'en pareille matière et pour assurer l'observation d'un principe qui seul permet le fonctionnement de l'exonération du chef d'entreprise, un texte for-

mel est préférable à une simple tradition de la pratique judiciaire.

III. — Il y a, somme toute, peu à retenir des législations étrangères relativement à une réforme de l'art. 7 : tout au plus peut-on constater que la plupart des lois sur les accidents ont procédé par une méthode bien différente de celle qu'a suivie le législateur français ; ces lois se bornent généralement à affirmer la responsabilité du tiers, dans les termes du droit commun, en même temps qu'elles posent le principe du non-cumul de l'indemnité forfaitaire et de l'indemnité de droit commun. Certains interprètes de la loi de 1898 ont estimé qu'il eût été plus sage de procéder ainsi dans notre législation ; il nous semble que c'est un point de vue inexact ; l'application de la loi du 9 avril 1898 a suffisamment montré que le législateur avait vu juste, lorsqu'il s'était efforcé, pour assurer l'application des principes nouveaux, d'entourer les tribunaux d'un réseau de dispositions formelles, ne laissant au juge qu'un pouvoir d'interprétation restreint. En particulier, si l'art. 7 s'était borné à l'affirmation d'un principe général, l'un ou l'autre de ces résultats se seraient produits ; ou bien une interprétation extensive aurait abouti à étendre le champ de la responsabilité de droit commun, en faisant échec au principe du risque professionnel, ou bien, au contraire, une interprétation restrictive aurait eu pour effet de léser les droits légitimes de la victime et du patron en cas d'accident causé par un tiers. D'ailleurs, on conçoit assez difficilement que le législateur français puisse procéder à une réforme par simplification de l'art. 7, alors que des lois successives ont modifié la loi de 1898, en

s'efforçant d'apporter à son texte des précisions nouvelles.

Dans ce sens, les changements à apporter à l'art. 7 devraient porter sur plusieurs points.

La méthode préférable pour aboutir à une meilleure solution de la question qui a divisé plus que toutes les autres la pratique, la détermination des personnes contre qui peut être exercé le recours de droit commun, consisterait à s'attaquer non pas à l'art. 7 lui-même, mais au second des textes qui dans la loi de 1898 prétendent laisser tout un domaine à la responsabilité délictuelle, l'art. 20. Cette disposition de la loi française, qui tient compte pour la fixation de l'indemnité, de la faute inexcusable soit de l'ouvrier, soit du patron, est critiquée par presque toute la doctrine (1). C'est une brèche inutile au principe du risque professionnel, une source constante de procès, et les meilleures législations sur les accidents du travail ne contiennent pas de disposition analogue. De plus, c'est l'introduction dans ce texte de l'expression « ceux que le patron » s'est substitués dans la direction », les deux articles 7 et 20 semblant des textes complémentaires, à interpréter à la lueur l'un de l'autre, qui a amené la Cour de cassation, dans un système qui, quoi qu'on en ait dit, cadre assez bien avec les termes de la loi, à refuser le recours de droit commun de l'art. 7 vis-à-vis d'auteurs responsables d'accident du travail, qu'il paraît cependant paradoxal d'assimiler à des préposés du chef d'entreprise. Les alinéas 2 et 3 de l'art. 20 supprimés, l'expression de l'art. 7, « le patron ou ses ouvriers et préposés », s'interpréterait normalement ; le recours de droit commun serait ouvert

---

(1) V. à ce sujet Pic, *op. cit.*, pp. 21 sq.

contre des auteurs d'accident qui sont aujourd'hui à l'abri, aussi bien comme tiers que comme patron, avec le système de la jurisprudence ; et cette solution serait parfaitement équitable puisqu'en revanche toutes les difficultés et les incertitudes provenant de l'art. 20 se trouveraient écartées. Il faut, d'ailleurs, observer que toutes les propositions de réforme touchant la loi de 1898 paraissent être loin de s'inspirer d'un esprit favorable à une pareille suppression.

Quant aux modifications qui pourraient être faites au texte même de l'art. 7, il semble qu'il faille les faire porter sur les alinéas 2 et 4.

L'alinéa 2 gagnerait à être précisé, soit en ce qui concerne l'attribution à la victime d'une indemnité en capital, lorsque les dommages-intérêts alloués dépassent le taux des indemnités forfaitaires établies par la loi de 1898, soit en ce qui concerne les règles applicables au service des rentes dues à la suite de la condamnation du tiers ; on pourrait, par suite, adopter la rédaction suivante de la deuxième phrase de l'alinéa 2 : « Dans le cas où l'accident  
« a entraîné une incapacité permanente ou la mort, cette  
« indemnité devra être attribuée, pour la somme repré-  
« sentative des indemnités forfaitaires attribuées par la  
« présente loi, sous forme de rentes servies par la Caisse  
« nationale des retraites, dans les conditions déterminées  
« par les articles 26 et suivants et le règlement d'adminis-  
« tration publique qu'ils prévoient. »

Enfin, le dernier alinéa de l'art. 7, qui règle les conditions du recours du chef d'entreprise, est également assez vague ; aussi ne s'accorde-t-on pas sur le caractère de cette action ; un autre inconvénient vient également du silence qu'il garde en ce qui concerne la substitution de l'assu-

reur au chef d'entreprise ; la rédaction suivante pourrait faire disparaître la plupart des difficultés : « L'action contre les tiers responsables pourra même être exercée directement par le chef d'entreprise ou par son assureur, dans la limite des indemnités mises à leur charge, si la victime ou ses ayants droit négligent d'en faire usage. »

Vu :

Lyon, le 5 Décembre 1913,

*Le Président de la Thèse,*

P. PIC

Vu :

Lyon, le 8 décembre 1913,

*Le Doyen de la Faculté,*

L. JOSSERAND

PERMIS D'IMPRIMER :

Lyon, le 9 décembre 1913,

*Pour le Recteur de l'Académie et par délégation :*

*Le Vice-Président du Conseil de l'Université,*

L. JOSSERAND



## BIBLIOGRAPHIE

---

### A. — Ouvrages généraux

BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL. — *Traité théorique et pratique du droit civil*. Du contrat de louage, 3<sup>e</sup> édit., 3 vol., 1907, t. II, 1<sup>re</sup> partie.

BELLOM. — *Les lois d'assurance ouvrière à l'étranger*, II. *Assurances contre les accidents du travail*, 1<sup>er</sup> vol. (1895), pp. 103, 389, 514 ; 2<sup>e</sup> vol. (1896), pp. 713, 1119 ; 4<sup>e</sup> vol. (1901), pp. 2024, 2082, 2418 ; 5<sup>e</sup> vol. (1903), pp. 2952, 2990.

CABOUAT. — *Traité des accidents du travail, lois nouvelles*, 1<sup>re</sup> partie (1899), pp. 165 à 592. Liv. II, chap. VI, n<sup>os</sup> 233 à 238.

CHARDINY. — *Commentaire historique et analytique de la loi des 9-10 avril 1898 concernant la responsabilité des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail*, 1898, pp. 152 à 158.

DEMEUR. — *Le risque professionnel, traité théorique et pratique de la loi du 24 décembre 1903 (loi belge) sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail* (1908), n<sup>os</sup> 3155 à 3275.

LOUBAT. — *Traité sur le risque professionnel*, 3<sup>e</sup> édit., 1907, t. I, n<sup>os</sup> 1682 à 1765.

PIC. — *Les assurances sociales en France et à l'étranger*, 1913, 1<sup>re</sup> partie, chap. I, 2<sup>e</sup> partie, chap. I.

SACHET. — *Traité théorique et pratique de la législation sur les accidents du travail*, 5<sup>e</sup> édit., 1909, t. I, n<sup>o</sup> 765 à 798.

SERRE. — *Les accidents du travail*, 3<sup>e</sup> édit., 1906, commentaire de l'art. 7.

**B. — Thèses**

- BARGUE. — *Du recours du chef d'entreprise contre le tiers responsable d'un accident du travail*, thèse de Paris, 1911.
- BERTHÉLEMOT. — *De la responsabilité de droit commun dans ses rapports avec la loi du 9 avril 1898*, thèse de Paris, 1901, pp. 130 à 146.
- DESSERTAUX. — *Des accidents du travail qui donnent droit à plusieurs indemnités*, thèse de Paris, 1909, pp. 14 à 53.
- SALVY. — *Le risque professionnel et l'art. 1382 du Code civil. Etude sur le fondement de la responsabilité en matière d'accidents du travail*, thèse de Paris, 1910, pp. 41 à 50 ; pp. 77 à 83.
- TOLLARD. — *Des actions de droit commun sous le régime de la loi du 9 avril 1898*, thèse de Paris, 1911, pp. 193 à 223 et 230 à 237.

**C. — Recueils de jurisprudence et de documents**  
**Répertoires et codes annotés**

- Recueil Dalloz*. — Décisions et notes importantes : Cass. crim., 13 février 1904 (1904, 1, 533, note signée F. T.) ; Cass. réun., 8 janvier 1908 (1908, 1, 185, note Dupuich) ; Cass. civ., 1<sup>er</sup> août 1905 (1910, 1, 121, note Pic) ; Paris, 11 nov. 1910 (1911, 2, 169, note signée G. L.) ; Trib. de Lecture, 5 juillet 1906 (1912, 2, 41, note Dupuich) ; Paris, 14 décembre 1909 (1912, 2, 30, note Dupuich) ; Cass. civ., 7 janvier 1912 (1912, 1, 77).
- Recueil Sirey*. — Angers, 16 janv. 1900 (1901, 2, 89, note Wahl) ; Cass. civ., 6 août 1902 (1903, 1, 333, note anonyme) ; Cass. civ., 14 mars 1904 (1907, 1, 413, note) ; Cass. req., 10 janv. 1905 (1907, 1, 510, note) ; Conseil d'Etat, 22 mai 1908 (1908, 3, 122, conclusions Teissier) ; Cass. ch. réun., 8 janvier 1908 (1911, 1, 25, note anonyme).
- Recueil de documents sur les accidents du travail réunis par le ministère du travail et de la prévoyance sociale* (primitivement par le ministère du commerce), chaque année deux parties : I. Rapport sur l'application de la loi de 1898 ; II. Jurisprudence.

*Code du commerce annoté Sirey* (Cohendy et Darras) t. II, (1908), appendice au Code de commerce, loi du 9 avril 1898, art. 7, pp. 1124 à 1127.

*Code annoté de la législation ouvrière Sirey*, 1908 (Frèrejouant du Saint), art. 7 de la loi du 9 avril 1898, pp. 335 à 337.

---

*Répertoire général alphabétique du droit français, verbo* responsabilité civile, t. XXXII (1903), n<sup>os</sup> 2707 à 2743.

*Répertoire des Pandectes françaises, v<sup>o</sup> travail*, t. LVII (1905), n<sup>os</sup> 3170 à 3233. — Supplément, *eod. v<sup>o</sup>* t. IV, n<sup>os</sup> 1018 à 1037.

*Répertoire pratique de législation, de doctrine et de jurisprudence, v<sup>o</sup> accidents du travail*, t. I, n<sup>os</sup> 239 à 249.

---

(V. en outre les références indiquées au texte.)

---



# TABLE DES MATIÈRES

## INTRODUCTION

|                                                                                                                             |    |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| <i>La responsabilité délictuelle dans la loi du 9 avril 1898.</i>                                                           |    |
| <i>L'article 7 et la responsabilité du tiers auteur de l'accident, vis-à-vis de la victime et du chef d'entreprise.....</i> | 5  |
| I. La responsabilité de droit commun dans la loi de 1898                                                                    | 5  |
| II. Histoire de l'article 7.....                                                                                            | 9  |
| III. Principe du risque professionnel.....                                                                                  | 13 |
| IV. Plan .....                                                                                                              | 15 |

## CHAPITRE PREMIER

|                                                                                      |    |
|--------------------------------------------------------------------------------------|----|
| <i>Caractères généraux de l'action.....</i>                                          | 17 |
| I. Caractères généraux de l'action. — Preuve de la faute..                           | 17 |
| II. Compétence .....                                                                 | 19 |
| III. Procédure .....                                                                 | 21 |
| IV. Prescription .....                                                               | 21 |
| V. Garanties. Privilège de la loi du 28 mai 1913.....                                | 23 |
| VI. — Indépendance de l'action de droit commun et de l'action de la loi de 1898..... | 28 |

## CHAPITRE II

|                                                                                                                                                                |    |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| <i>Exercice de l'action par la victime ou ses représentants..</i>                                                                                              | 31 |
| I. Ce qu'il faut entendre par l'expression « la victime et ses représentants ». Condition mise à l'ouverture de l'action ; conséquences .....                  | 31 |
| II. Conséquences au point de vue de l'exercice de l'action par la victime, de l'indépendance de l'action de droit commun et de l'action de la loi de 1898..... | 37 |
| III. Intervention du chef d'entreprise.....                                                                                                                    | 41 |

## CHAPITRE III

|                                                                                            |    |
|--------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| <i>Exercice de l'action par le chef d'entreprise.....</i>                                  | 45 |
| I. Possibilité d'action pour le chef d'entreprise, en cas de négligence de la victime..... | 46 |
| II. Situation juridique du patron et du tiers, par rapport l'un à l'autre.....             | 47 |

|                                                                                                                                                                                 |    |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| III. Caractères de l'action du chef d'entreprise.....                                                                                                                           | 51 |
| IV. Conséquences, au point de vue de l'exercice de l'action<br>par le chef d'entreprise, de l'indépendance de l'action de<br>droit commun et de l'action de la loi de 1898..... | 61 |
| V. L'assureur du patron et le recours de l'article 7.....                                                                                                                       | 66 |

#### CHAPITRE IV

|                                                                                                                                     |     |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| <i>Personnes contre lesquelles l'action peut être exercée....</i>                                                                   | 71  |
| I. Textes de la loi de 1898.....                                                                                                    | 71  |
| II. Difficultés d'interprétation.....                                                                                               | 73  |
| III. Difficultés pratiques.....                                                                                                     | 74  |
| IV. Méthode et plan.....                                                                                                            | 75  |
| V. L'auteur de l'accident complètement étranger à l'entre-<br>prise de la victime.....                                              | 77  |
| VI. L'auteur de l'accident en rapports avec le patron de la<br>victime, mais sans lien de dépendance.....                           | 78  |
| VII. Situations impliquant un lien de dépendance entre<br>l'auteur de l'accident et le patron de la victime.....                    | 80  |
| VIII. Responsabilité des tiers auteurs de l'aggravation de<br>l'accident. — Impossibilité d'un recours contre le pré-<br>posé ..... | 103 |

#### CHAPITRE V

|                                                                                                                                    |     |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| <i>Effet de l'exercice de l'action.....</i>                                                                                        | 107 |
| I. Textes de la loi de 1898.....                                                                                                   | 107 |
| II. Loi du 22 mars 1902.....                                                                                                       | 110 |
| a) Indemnités attribuées sous forme de rentes.....                                                                                 | 115 |
| III. Le surplus de l'indemnité forfaitaire peut-il être attri-<br>bué en capital?.....                                             | 115 |
| IV. Principes régissant le service des rentes.....                                                                                 | 120 |
| V. Conséquences résultant de l'identité de régime des<br>rentes de l'art. 7, et des rentes de l'art. 28 de la loi de<br>1898 ..... | 122 |
| b) Indemnités sous formes autres que les rentes.....                                                                               | 129 |
| VI. Portée de la disposition du 3 <sup>e</sup> alinéa de l'art. 7.....                                                             | 129 |
| CONCLUSION .....                                                                                                                   | 133 |
| I. Insuffisance du régime établi par l'art. 7.....                                                                                 | 133 |
| II. Législations étrangères.....                                                                                                   | 134 |
| III. Réformes possibles .....                                                                                                      | 138 |
| BIBLIOGRAPHIE .....                                                                                                                | 143 |



